

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LA
RÉGLEMENTATION LÉGALE
DE LA
DURÉE DU TRAVAIL
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux, le Jeudi 19 Décembre 1907, à 3 h. 1/2 du soir.

PAR

Henri COTTON de BENNETOT

— X —

BORDEAUX

Imprimerie L. DELBREL & C^{ie}, rue Condillac, 20

1907

LA

RÉGLEMENTATION LÉGALE

DE LA

DURÉE DU TRAVAIL

EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux, le Jeudi 19 Décembre 1907, à 3 h. 1/2 du soir.

PAR

Henri COTTON de BENNETOT



— * —

BORDEAUX

Imprimerie L. DELBREL & C^e, rue Condillac, 20

—
1907

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

Doyen et professeur honoraire : M. BAUDRY-LACANTINERIE, *, ☉ I.

PROFESSEURS { MM. SAIGNAT, *, ☉ I.
HONORAIRES { BARCKHAUSEN, O. *, ☉ I., membre correspondant de l'Institut.

MM. MONNIER, *, ☉ I., Doyen, professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours complémentaire d'*Histoire du droit public français* (Doctorat).

DE LOYNES, ☉ I., professeur de *Droit civil*.

VIGNEAUX, ☉ I., professeur d'*Histoire du droit*.

LE COQ, *, ☉ I., professeur de *Procédure civile*.

LEVILLAIN, ☉ I., professeur de *Droit commercial*.

MARANDOUT, ☉ I., professeur de *Droit criminel*.

DUGUIT, ☉ I., assesseur du Doyen, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*, chargé d'un cours complémentaire de *Principes du droit public et droit constitutionnel comparé* (Doctorat ès sciences politiques et économiques), et d'un cours d'*Histoire du Droit français* (Doctorat juridique).

DE BOECK, ☉ I., professeur de *Droit International public*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit International privé* (Licence).

DIDIER, ☉ I., professeur de *Droit maritime* et de *Législation industrielle*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit commercial approfondi et comparé* (Doctorat).

CHÉNEAUX, ☉ I., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit civil approfondi* (Doctorat).

SAUVAIRE-JOURDAN, ☉ A., professeur d'*Économie politique* et *Science financière*, chargé d'un cours complémentaire de *Législation et Économie coloniales*.

BENZACAR, ☉ A., professeur d'*Economie politique*, chargé d'un cours complémentaire de *Législation française des finances* et *Science financière* (Doctorat).

FERRON, ☉ A., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit civil comparé* (Doctorat), et d'un cours d'*Eléments du Droit civil* (Capacité).

BARDE, ☉ I., professeur de *Droit administratif*, chargé d'un cours complémentaire d'*Eléments du Droit public* et *Droit administratif* (Capacité).

FERRADOU, ☉ A., professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours complémentaire d'*Histoire des Doctrines économiques* (Doctorat).

MM. BENOIST, ☉ I., *Secrétaire*.

PLATON, ☉ I., ancien élève de l'École des Hautes Études, *sous-bibliothécaire*.

LALANNE, ☉, *commis au secrétariat*.

COMMISSION DE LA THÈSE

MM. BENZACAR, professeur..... *Président*.

DE BOECK, professeur..... } *Suffragants*.

SAUVAIRE-JOURDAN, professeur. }

INTRODUCTION

La question de la réglementation légale de la durée du travail, soulève depuis longtemps, en France, de nombreux débats. Les uns trouvent que le législateur n'a pas le droit de limiter le travail des ouvriers, ils disent que chacun doit être laissé libre de disposer de son temps et de ses bras au mieux de ses intérêts. Les autres, au contraire, regardent l'intervention législative comme absolument indispensable pour assurer aux travailleurs une protection dont ils ont besoin.

A vrai dire, adversaires et partisans de la limitation de la durée du travail s'entendent sur certains points.

Quand il s'agit des enfants, par exemple, on est généralement d'accord pour reconnaître que l'État a non seulement le droit mais le devoir de réglementer les conditions de leur travail. Les économistes les plus libéraux ont compris qu'il y avait intérêt à faire fléchir ici la rigueur des principes, et à laisser la Société édicter des mesures de protection en faveur de ces jeunes êtres qui sont incapables de se défendre par eux-mêmes et que peut exploiter la cupidité de leurs parents.

L'enfant, en effet, est un mineur qui n'a ni volonté, ni force de résistance ; quoi de plus légitime que de laisser à l'autorité supérieure, le soin de le protéger contre les mauvais traitements et les abus dont il peut être

victime ? Ce n'est pas là verser dans le socialisme, ce n'est pas davantage porter atteinte à la liberté individuelle. « L'État fait son devoir lorsqu'il défend d'infliger à l'enfant des pauvres un travail qui abaisse son intelligence, dégrade son corps, et, faisant de lui le valet d'une machine, ne lui laisse le droit illusoire d'être libre qu'en lui enlevant le pouvoir de le devenir (1) ».

Mais si l'on décide unanimement que la protection de l'enfant par la loi s'impose, l'entente est loin d'être faite en ce qui concerne la réglementation du travail des personnes adultes.

Les représentants de l'école libérale n'admettent pas, pour ces dernières, le droit d'intervention de l'État ; d'après eux, les ouvriers et les ouvrières qui ont atteint leur majorité ont conscience de l'étendue de leurs engagements, ils sont capables de débattre et de régler eux-mêmes les conditions de leur travail et n'ont, par conséquent, nul besoin d'être protégés.

Tel n'est pas notre avis. L'intervention législative, doit, selon nous, se manifester à l'égard de tous les travailleurs.

Pour les ouvrières d'abord, n'y a-t-il pas des considérations importantes qui militent en faveur de la réglementation de leur travail ?

Les femmes sont incapables de se défendre elles-mêmes, « d'abord parce que leur caractère est naturellement doux, et aussi parce que souvent, lorsqu'elles sont mariées, elles ont besoin d'être protégées contre leurs maris, comme les enfants contre leurs parents. En outre, les femmes ne se sont jamais liguées entre elles

(1) Paroles de Louis Blanc, *J. O.*, 26 novembre 1872, p. 7297.

pour obtenir une réduction dans la durée de leur journée de travail. L'on a vu souvent l'ouvrière surmenée et ayant perdu tout sentiment de civilisation dans sa lutte pour l'existence, abaisser toute la population ouvrière au dernier degré de la vie sociale. L'intervention de l'État est donc ici indispensable en raison de la grande influence exercée par les femmes sur la santé et sur l'éducation des générations à venir, ainsi que sur la moralité des maris » (1).

Cependant il ne faut pas pousser les choses à l'extrême et aller, ainsi que le préconisent certains esprits trop généreux, jusqu'à interdire complètement aux femmes l'accès des usines ou des ateliers.

Une prescription de ce genre aboutirait à des résultats déplorables. L'expérience prouve que très souvent « la femme oisive n'est pas toujours la meilleure ménagère, la meilleure épouse, la meilleure mère » (2). De plus, ne serait-il pas injuste de priver la famille ouvrière de ce salaire d'appoint qui est parfois nécessaire à son existence ?

L'intérêt des générations futures, la mission de la femme au foyer domestique, n'exigent pas qu'on défende à cette dernière de travailler. Comme le disait Jules Simon, « ce n'est pas le travail en lui-même qui est une peine, c'est l'excès de travail ». Le législateur fait donc son devoir lorsqu'il délimite les travaux auxquels les ouvrières peuvent être employées, lorsqu'il en fixe le mode d'exécution, lorsqu'il en détermine la durée, c'est-à-dire lorsqu'il prohibe l'*excès de travail* ; mais,

(1) Brentano. — *La question ouvrière*, p. 244.

(2) Benzacar. — *L'Ouvrière au XX^e Siècle* : Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale, 1902, p. 173.

en aucun cas, il n'a le droit d'interdire aux femmes tout travail, d'une façon absolue.

Quant aux hommes adultes, ont-ils besoin, eux aussi, de la protection du législateur, et y a-t-il un intérêt social à limiter leur travail ? Nous le croyons également.

On objecte, il est vrai, que l'ouvrier majeur est apte, mieux que personne, à apprécier suivant ses forces et suivant ses besoins, la quantité de travail qu'il peut fournir ; qu'il n'est plus, comme la femme ou comme l'enfant, un être faible, impuissant à se défendre par ses propres moyens ; qu'il est organisé en de puissantes associations professionnelles ; qu'il a, pour faire triompher ses revendications, une arme puissante : le droit de grève ; que ce serait même porter atteinte à sa dignité que de le placer sous la tutelle de l'État.

Mais ces raisons, si fortes soient-elles, ne nous semblent pas décisives.

Sans doute, l'ouvrier groupé en syndicats a acquis, suivant l'expression de M. Jay (1), « une force nouvelle » qui lui permet de parler plus haut qu'il ne le faisait jadis, lorsqu'il était isolé. Est-ce à dire pour cela qu'il puisse toujours obtenir d'équitables conditions de travail ? Nous ne le pensons pas.

En effet, « le jour n'est pas encore arrivé où l'association professionnelle groupera tous les ouvriers ou seulement la majorité d'entre eux (2) ». Le Syndicat n'est pas obligatoire, chacun est libre d'y entrer et d'en sortir à son gré. Dès lors, ne faut-il pas s'attendre à ce que l'opposition des dissidents fasse échouer les

(1) Jay. — « La protection légale des travailleurs est-elle nécessaire ? ». — *Rev. d'Econ. polit.*, 1902, p. 163 et suivantes.

(2) Jay. — *Op. cit.*, p. 164.

revendications des syndiqués, toutes les fois que ceux-ci seront les moins nombreux ? Et puis, les patrons ne s'organisent-ils pas de leur côté, les associations de producteurs ne prennent-elles pas une extension considérable et ne voit-on pas aujourd'hui le *lock-out* faire échec à la grève ? Certes, en présence de telles constatations, il est puéril de soutenir que les travailleurs peuvent traiter d'égal à égal avec les patrons. « Entre les patrons associés et les ouvriers associés, quelque chose au moins subsisterait de l'inégalité qu'Adam Smith constatait entre l'ouvrier isolé et le patron isolé (1) », et il est fort probable que dans la lutte entre employeurs et employés, le jour où la discipline et l'union règneraient également dans les rangs des uns et des autres, la victoire resterait à ceux pour qui la force du nombre serait doublée de la puissance du capital.

En quoi, d'ailleurs, cela peut-il blesser la dignité de l'ouvrier que l'État intervienne pour empêcher que l'on opprime sa vie physique, morale et intellectuelle, quand il se trouve dans l'impossibilité de résister lui-même à cette oppression ? L'ouvrier n'est-il pas le premier à solliciter cette intervention ?

La réglementation légale de la durée du travail des adultes est loin d'être dangereuse et inutile, comme le soutiennent les économistes libéraux. Elle est, au contraire, nécessaire « lorsque la justice est violée ou l'intérêt national compromis, et qu'initiatives individuelles et initiatives collectives sont également impuissantes à réparer l'injustice, à protéger l'intérêt

(1) Jay. — *Op. cit.*, p. 163.

national » (1). Avec un des plus ardents défenseurs de la classe ouvrière nous pouvons dire « ce n'est plus un point à débattre aujourd'hui que de savoir si l'autorité publique a le droit d'intervenir en matière d'industrie, si une pareille intervention n'est pas contraire aux règles d'une saine économie politique, si, enfin, l'État ne doit point s'arrêter au seuil de l'atelier..... L'État fait son devoir lorsqu'il intervient pour que la culture de l'âme et de l'esprit, cette première condition de la liberté, devienne possible à tous les degrés de l'échelle sociale (2). ».

Sans pousser plus loin une question théorique qui ne rentre pas dans le cadre de notre étude, nous allons voir maintenant comment, en fait, le législateur français a résolu cette question de la limitation du travail des ouvriers.

Dans une première partie, nous dirons quelle a été autrefois, et quelle est aujourd'hui, la durée journalière du travail pour les hommes adultes, pour les femmes et pour les enfants.

Une seconde partie sera consacrée à la réglementation de la durée du travail dans la semaine, c'est-à-dire à la question du repos hebdomadaire.

(1) Jay. — *Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale*, 1906, p. 298.

(2) Paroles de Louis Blanc, *J. O.*, 26 novembre 1872, p. 7297.

PREMIÈRE PARTIE

Réglementation de la durée journalière du travail.

CHAPITRE PREMIER

Travail des enfants.

SECTION I. — HISTORIQUE.

Le premier texte relatif aux jeunes travailleurs dans la législation française, est un décret du 3 janvier 1813 (1). Ce décret, rendu en exécution de la loi du 21 avril 1810, défendait « de laisser descendre ou travailler, dans les mines ou minières, les enfants au-dessous de dix ans ».

Mais c'était là une disposition isolée, ne visant que les exploitations souterraines et qui avait été dictée au gouvernement par le simple bon sens, car jamais, en France, on n'avait eu à déplorer l'emploi abusif des enfants dans le travail des mines.

On ne songeait pas encore à réglementer les conditions du travail des enfants dans les autres industries. Et pour-

(1) Duvergier, Tome. XVIII, p. 201.

tant là, les abus étaient nombreux. Suivant l'expression de Jules Simon « il y avait comme une épidémie d'infanticide qui nous coûtait plus cher chaque année qu'une bataille perdue ». Des enfants de six à huit ans restaient chaque jour de seize à dix-sept heures dans des ateliers où, treize heures durant, ils travaillaient sans changer de place ni d'attitude.

En 1839, le docteur Villermé, au cours de ses recherches personnelles, constatait que, dans les fabriques de coton, des gamins de cinq ans passaient quatorze ou quinze heures consécutives sur un métier, à rattacher des fils, et n'avaient même pas le loisir de refaire leurs forces une fois le labeur terminé. « Ces pauvres créatures mal vêtues, mal nourries, habitant de sombres et froides demeures, sont, en effet, obligées de parcourir, parfois dès cinq heures du matin, la longue distance qui les sépare de l'atelier. Le soir, le trajet de retour achève de les épuiser et de ruiner leur santé. Arrêtés dans leur développement physique, ces infortunés traînent une existence pénible quand la mort ne vient pas les enlever prématurément » (1).

Il résultait de là de tristes conséquences. L'immoralité grandissait, la criminalité prenait des proportions effrayantes, les contingents militaires se trouvaient très affaiblis par suite de l'énorme proportion de jeunes gens incapables de porter les armes.

La loi du 22 mars 1844. — Justement ému d'un tel état de choses, le gouvernement se décida à intervenir. Le 11 janvier 1840, il présentait à la Chambre des Pairs un

(1) Villermé. *Rapport sur l'état physique et moral des ouvriers employés dans les fabriques de soie, de coton et de laine*. V. *Mémoires de l'Académie Royale des sciences morales et politiques de l'Institut de France*. T. II, 2^e série, p. 328 et suiv.

projet de loi relatif au travail des enfants employés dans les manufactures et ateliers (1).

La discussion en commença aussitôt. Le rapporteur, M. Ch. Dupin, fit ressortir les raisons qui devaient déterminer le vote de la loi, et démontra le danger qu'il y avait à laisser des enfants travailler, au gré du patron, au-delà de leurs forces. « Quelles peuvent être les conséquences de semblables excès ? s'écriait-il. Un rapide affaiblissement de la santé, des maladies professionnelles, variées et fréquentes, des infirmités précoces et graves ; enfin, ceux des jeunes travailleurs qui ne périssent pas victimes d'un tel excès de barbarie, n'atteignent la virilité qu'avec un tempérament délabré, des forces épuisées, des maux la plupart incurables. » D'ailleurs, l'Angleterre dès 1802 n'avait-elle pas, malgré les cris d'alarme jetés par quelques industriels, mis un terme à l'excès de travail dont on surchargeait les enfants, sans pour cela ruiner la richesse publique ni diminuer aucunement la production générale du pays ? La Prusse, la Russie, l'Autriche, ne venaient-elles pas de prendre des mesures analogues ? En France même, n'avait-on pas l'exemple de certains manufacturiers avisés qui, d'eux-mêmes, avaient compris qu'on pouvait réduire la longueur des journées de travail sans inconvénient (2). Enfin, devait-on rester sourd aux réclamations nombreuses et aux pétitions venues d'un peu partout qui affluaient au Parlement ?

Le mal était certain ; il venait de l'abus du travail, sinon uniquement, du moins en grande partie, c'était donc l'abus

(1) Pour les débats de la loi, consulter Duvergier, T. XLI, p. 33, note 1.

(2) Un industriel, M. Nic Schlumberger, avait en effet réduit d'une heure et demie la journée de ses ouvriers sans diminuer la production. V. Villermé, *Op. cit.*

du travail qu'on devait commencer par supprimer. Et l'honorable rapporteur résumait ainsi sa pensée : « Modérer le travail des enfants, ce ne sera pas guérir tout le mal, mais ce sera l'attaquer dans une de ses sources. »

Le projet de loi déposé par M. Dupin, au nom du gouvernement, était d'une extrême simplicité. Il consistait à punir sévèrement l'emploi abusif des enfants âgés de moins de seize ans ; l'Administration devait déterminer les cas et les conditions d'application des peines prévues par la loi ; les autorités locales étaient chargées du soin de fixer, suivant les régions et les exigences de l'industrie, la nature et la durée du travail des jeunes ouvriers.

Ce projet était évidemment trop simple. La réglementation qu'il contenait était insuffisante et la Commission spéciale, à l'examen de laquelle il avait été renvoyé, le modifia profondément. Le contre-projet que celle-ci soumit au Parlement édictait des règles beaucoup plus étroites. Il fixait un minimum d'âge pour l'admission des enfants, déterminait lui-même la durée de leur travail, et ne déléguait au pouvoir exécutif que le droit d'étendre et d'élever les prohibitions de la loi dans des cas limitativement énumérés. La Commission estimait, en effet, qu'il pouvait y avoir danger, si on confiait aux autorités locales le soin de faire des règlements, de les voir subir l'influence de puissants industriels pour les rédiger dans un sens favorable à eux, ou d'arriver à une telle diversité dans la réglementation, que de vives réclamations, voire même des conflits, ne manqueraient pas de se produire.

La Chambre des Pairs d'abord, puis celle des Députés, consacrèrent par leur vote la manière de voir de la Commission. Elle furent d'avis qu'il fallait indiquer, dans la loi qu'on préparait, et l'âge au-dessous duquel il ne serait

pas permis d'embaucher des enfants, et le nombre maximum d'heures pendant lesquelles on pourrait employer quotidiennement les jeunes travailleurs.

Restait à savoir quelles limites il fallait adopter.

Le débat s'engagea en premier lieu autour de la fixation du minimum d'âge d'admission. Quel devait être ce minimum ? Presque personne ne fut d'avis qu'on pût descendre au-dessous de huit ans. Mais tandis que certains préconisaient l'âge de huit ans comme devant être pris pour minimum, d'autres insistaient pour qu'on fixât ce minimum à dix ans ; quelques esprits conciliants proposèrent neuf ans. Les partisans de l'âge de dix ans faisaient valoir que l'enfant gagnerait en deux ans un surcroît d'habileté et de force et qu'il pourrait ainsi, dès son entrée à la fabrique, supporter la journée de douze heures ; cela aurait l'avantage de ne pas détruire l'économie du travail, qui exige dans bien des cas la présence simultanée de l'homme et de l'enfant coopérant à un effort commun. A quoi les représentants de l'autre opinion répondaient qu'on pourrait diviser les équipes d'enfants en relais pour ne pas interrompre le travail des adultes ; que, de plus, en permettant aux enfants l'accès de l'atelier dès l'âge de huit ans, on les enlevait au vagabondage de la rue et on leur donnait le moyen d'acquérir, de meilleure heure, l'habitude de l'ordre, de la discipline et du travail ; qu'enfin, l'usage avait depuis longtemps consacré cet âge de huit ans dans tout le royaume, et qu'il n'y avait qu'à le maintenir comme minimum légal, quitte à l'élever exceptionnellement pour certaines industries ou pour certains travaux.

On discuta aussi longtemps sur le point de savoir quel maximum il y avait lieu de fixer pour la durée journalière du travail des enfants. Tandis que certains préconisaient

la journée de huit heures jusqu'à l'âge de douze ans, quelques-uns pensaient qu'un travail de dix heures ne serait pas exagéré; et même, il y en avait qui réclamaient, au nom des besoins de l'industrie, de porter à treize heures la durée du travail quotidien.

La majorité des Pairs se prononça pour la journée de douze heures, espérant ainsi réduire du même coup, et par la force des choses, la durée du travail de tous les ouvriers.

Le texte définitif était voté le 23 février par la Chambre des Pairs et le 11 mars par la Chambre des Députés. Il devint la loi du 22 mars 1841 (1).

Voici quelles étaient les principales dispositions de cette loi qui marque le point de départ de toute la législation ouvrière.

Les enfants ne pouvaient être admis dans les manufactures, usines et ateliers à moteur mécanique ou à feu continu, ainsi que dans les fabriques occupant plus de vingt ouvriers, avant l'âge de huit ans. Des règlements d'administration publique pouvaient d'ailleurs élever cette limite d'âge et l'étendre à d'autres établissements que ceux énumérés par la loi; ils pouvaient même interdire l'accès de certaines fabriques, réputées dangereuses ou insalubres, aux enfants de moins de seize ans. La durée du travail était fixée ainsi qu'il suit : huit heures, pour les enfants de huit à douze ans, douze heures, pour ceux de douze à seize ans; dans les deux cas, un ou plusieurs repos devaient être accordés. Au-dessus de seize ans, toute protection cessait.

Le travail de nuit, entre neuf heures du soir et cinq

(1) Duvergier, T. XLI, p. 33 et suiv.

heures du matin, était formellement interdit aux enfants de moins de treize ans. Au-dessus de treize ans, la prohibition souffrait quelques dérogations : les enfants pouvaient travailler la nuit dans les établissements à feu continu, en cas de réparations urgentes ou de chômage d'un moteur hydraulique, mais alors on devait compter deux heures de travail pour trois.

Les dimanches et jours de fête, tout travail était interdit aux enfants, si ce n'est, en cas d'urgence, dans les usines à feu continu.

Un service d'inspection devait être créé pour veiller à l'accomplissement de ces diverses prescriptions.

Dès sa mise en vigueur, la loi de 1841 se heurta à de nombreuses difficultés. Comblée de lacunes et d'imperfections, laissant en dehors de son champ d'application un trop grand nombre d'ateliers, mal surveillée par un service d'inspection gratuitement confié à des agents d'origine différente qui manquaient d'unité de vues et de force d'action, elle ne fut jamais sérieusement appliquée.

Les renseignements fournis au gouvernement par les préfets, les autorités locales et les Chambres de commerce, ne laissent aucun doute à ce sujet. Le Conseil général des manufactures, dans un de ses rapports, résumait ainsi la situation : « Dans la presque totalité des arrondissements industriels, y est-il dit, la loi n'a pu être considérée comme complètement exécutable et n'a pas été complètement exécutée, malgré les efforts de l'Administration supérieure. En mettant en balance, d'une part le danger de bouleverser des établissements si précieux pour le pays en général, pour leurs propriétaires et pour les populations locales elles-mêmes auxquelles elles fournis-

saient du travail et des moyens d'existence, et de l'autre, l'avantage de faire exécuter rigoureusement une loi déclarée comme n'étant pas suffisamment pratique et comme devant être nécessairement révisée, on aimait mieux s'abstenir (1) ».

Aussi, songea-t-on bientôt à refondre la loi de 1841. Le 14 février 1847 (2), le ministre de l'agriculture et du commerce déposait un projet portant les modifications suivantes : toutes les manufactures, tous les ateliers, tous les établissements industriels, étaient placés sous la surveillance administrative, quel que soit le nombre des ouvriers employés et aussi quel que soit le moteur en usage. Le minimum d'âge d'admission était porté de huit à dix ans. La durée journalière du travail était fixée uniformément à douze heures. Rien n'était changé au reste de la loi.

Renvoyé à une Commission parlementaire, le projet gouvernemental fut profondément modifié. Le baron Ch. Dupin, dans son rapport, demanda à la Chambre Haute de maintenir les deux classes de jeunes travailleurs et les deux longueurs de journée de travail, comme sous l'empire de la précédente loi. Quant aux établissements à surveiller il fut d'avis, non pas de généraliser, mais simplement d'étendre les dispositions légales ; et pour cela il proposa de comprendre dans la nouvelle loi « les ateliers possédant au moins dix ouvriers de tout âge et de tout sexe, ou occupant cinq personnes, enfants, adolescents ou femmes ». Cela avait l'avantage d'augmenter le nombre des établissements soumis à la surveillance dans une proportion raison-

(1) Cf. *Bulletin de l'Inspection du Travail*, 1900, page 24.

(2) V. l'exposé des motifs dans le *Moniteur* du 14 février 1847, p. 339.

nable, au lieu de les multiplier au point de rendre impossible la tâche d'inspecteurs encore inexpérimentés et peu nombreux (1).

La Chambre des Pairs eût à choisir entre ces deux projets diamétralement opposés. Elle se prononça pour un système transactionnel, étendit l'application des mesures protectrices de l'enfance à tous les établissements industriels, mais conserva les deux catégories de jeunes travailleurs; seulement, pour ceux de huit à douze ans, la durée du travail fut réduite à six heures, sur un amendement du comte d'Argout. De douze à seize ans, les adolescents restaient soumis à la journée de douze heures, mais, une fois par semaine, on distrayait deux heures du travail pour les consacrer à l'enseignement primaire. Un corps d'inspecteurs salariés était créé, des sociétés de patronage instituées.

Voté dans son ensemble à la Chambre des Pairs, par cent dix-sept voix contre dix-neuf, le 21 février 1848, ce projet, « que le cours fatal des événements rejeta dans l'ombre » (2), ne put devenir loi.

La loi du 22 février 1851. — Cependant, la question du travail des enfants continuait à préoccuper les esprits. Sur l'initiative du gouvernement de la seconde république une nouvelle réforme fut entreprise.

Le contrat d'apprentissage était alors presque entièrement libre. Il existait bien quelques dispositions relatives aux rapports entre patrons et apprentis dans la loi du 22 ger-

(1) Avec le projet du gouvernement on aurait porté de 80,000 à 800,000 le nombre des établissements inspectés.

(2) Ainsi s'exprimait M. Tallon le 30 mai 1872. *J. O.*, annexe 1132, p. 3606.

minal de l'an XI (1), mais elles étaient évidemment insuffisantes.

Le gouvernement estima qu'il importait de restreindre cette liberté qui avait donné lieu à plus d'un abus. L'apprenti, en effet, ne pouvant s'appuyer sur le nombre toujours restreint de ses compagnons, devait supporter, sans se plaindre, les excès de travail. Le mal se faisait dans l'ombre, les sévices demeuraient ignorés, la justice n'intervenait guère que lorsque la rumeur publique lui dénonçait un crime.

Le 4 mars 1850, un projet de loi était déposé. Après avoir été modifié dans quelques-unes de ses dispositions par la Commission chargée de l'examiner, il fut voté le 22 février 1851 (2).

Aux termes de la loi de 1851, le maître devait « se conduire en bon père de famille » vis-à-vis de l'apprenti. Il ne pouvait exiger de lui plus de dix heures de travail jusqu'à l'âge de douze ans, ni plus de douze heures jusqu'à seize ans, et n'était autorisé à l'employer le dimanche que « durant la matinée » et « pour le rangement de l'atelier ». Comme on le voit, l'apprenti était ainsi plus maltraité que l'enfant employé dans les grandes fabriques : pour lui, pas de minimum d'âge d'admission, la journée était de dix heures au lieu de huit jusqu'à douze ans, le repos hebdomadaire était réduit à l'après-midi du dimanche la plupart du temps.

La loi du 19 mai 1874. — Malgré les lois de 1841 et de 1851, la protection des jeunes travailleurs n'était pas encore suffisante.

(1) Duvergier, T. XIV, p. 64.

(2) Duvergier, T. LI, p. 79 et suiv.

La loi de 1831 sur l'apprentissage s'appliquait à un nombre d'enfants très restreint, l'éducation professionnelle devenant de moins en moins utile par suite des progrès du machinisme. Quant à la loi de 1841, avec les défauts déjà signalés, elle apparaissait de plus en plus vaine. Dans les contrées où il n'y avait pas d'agents salariés elle n'était plus appliquée depuis longtemps, et même dans les rares villes où des inspecteurs zélés tâchaient d'en assurer le respect, elle était continuellement violée (1).

Chaque jour de nouvelles plaintes s'élevaient. Jules Simon, dans son beau livre *L'Ouvrier de huit ans*, plaidait éloquemment la cause de cet enfant qui « enfermé entre quatre murs, restait là silencieux, assourdi par le bruit des machines, ... vieillissait et ne grandissait pas, se fânait sans mûrir ». La Société industrielle de Mulhouse qui s'était déjà signalée en 1841, recommençait ses enquêtes sur le triste sort de l'enfance ouvrière et en transmettait au gouvernement les résultats saisissants.

Pour la deuxième fois, la révision de la loi de 1841 fut décidée.

Une vaste enquête fut ouverte pour recueillir les renseignements des Conseils généraux des départements et des Chambres du commerce et de l'industrie. Le Sénat fut saisi d'un projet de loi qui reproduisait à peu près les anciennes dispositions de celui qui avait été voté en 1848 par la Chambre des Pairs. Malheureusement, la guerre avec la Prusse retarda de nouveau la réforme.

(1) C'est ce que constatait le Ministre de la Justice dans son rapport à l'Empereur en 1867. « La loi de 1841, disait-il, reçoit une application tellement restreinte (119 affaires en moyenne par an), que l'on peut craindre qu'il y ait sur ce point important un ralentissement de la vigilance des autorités compétentes. » V. *Moniteur Universel* du 18 mars 1867, p. 314, 2^e colonne.

Mais aussitôt la paix conclue, elle fut remise à l'ordre du jour. C'est M. Joubert qui en prit l'initiative. Le 19 juin 1871, il sollicita l'Assemblée Nationale de donner à l'importante question qui était en suspens depuis plus de vingt ans la solution qu'elle comportait. M. Joubert n'était pas seulement un homme de cœur, épris d'humanité et de générosité, c'était aussi un industriel capable, comme tel, de parler avec compétence sur cette matière. Il critiqua vivement la loi de 1841 qui « laissait en dehors de sa protection toute une catégorie de jeunes êtres qui travaillaient dans de petits ateliers et n'y trouvaient pas, comme les enfants employés dans les grandes manufactures, la sollicitude de patrons intelligents et éclairés ». Il proclama que l'industrie n'avait pas à craindre d'être écrasée par la concurrence étrangère, même si on réduisait le travail des enfants à des limites plus en rapport avec leurs forces. Il dénonça les abus du travail infantile sur lesquels on s'était contenté de gémir jusqu'ici et qu'il fallait enfin supprimer.

Sa parole chaude et persuasive décida l'Assemblée à prendre en considération la proposition qui lui était soumise et, sur le champ, une Commission fut instituée pour l'examiner.

M. Eugène Tallon, au nom de la Commission, fit son rapport le 11 mai 1872 (1); l'ensemble de la loi ne devait être voté que deux ans plus tard par suite des conflits qui se produisirent sur diverses questions entre la Commission et l'Assemblée Nationale.

Si, en effet, tout le monde était d'accord pour reconnaître que la nouvelle loi devait s'appliquer à tous les établissements industriels, on ne s'entendait pas sur certains autres

(1) V. *Journal Officiel* du 30 mai. Annexe 1132, p. 3603.

points, tels que la fixation du minimum d'âge d'admission des enfants dans les usines et la limitation de leur travail journalier.

Finalement, voici les dispositions principales qui furent adoptées par l'Assemblée :

Aux termes de l'article 1^{er}, l'enfance ouvrière était protégée « dans les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers, quels qu'ils soient ». C'était la généralisation de la protection; les exceptions et restrictions de la loi de 1841 n'étaient plus admises. Peu importait le nombre d'ouvriers occupés, ou le procédé de fabrication employé : tout établissement où s'exécutait un travail industriel tombait sous le coup de la loi. On excepta cependant les ateliers de famille, estimant que les liens de la morale et de l'affection suffisaient pour empêcher le père d'abuser des forces de ses enfants, et que, dès lors, il n'y avait pas lieu de franchir le seuil du foyer domestique.

Quant au minimum d'âge d'admission, il fut fixé à douze ans, malgré l'opposition de la Commission qui voulait qu'on l'abaissât à dix ans. « Savez-vous, disait à ce sujet le rapporteur, ce que vous feriez en interdisant tout travail professionnel aux enfants jusqu'à douze ans? Il y a 26,000 enfants de moins de douze ans actuellement occupés dans l'industrie... que vous priveriez d'un salaire non seulement nécessaire à la subsistance de la famille ouvrière, mais indispensable le plus souvent à l'existence même de l'enfant que sa famille ne pourrait pas nourrir sans ce petit secours. »

Mais l'Assemblée ne tint pas compte de ces observations. Elle estima qu'il convenait de ne pas autoriser le travail industriel aux enfants de moins de douze ans et la Commission dût céder. Les enfants au-dessous de cet âge

furent donc exclus de l'usine et de l'atelier, sauf certaines exceptions qui devaient être déterminées plus tard par des règlements et où l'emploi d'enfants âgés de dix ans révolus serait permis (1).

Les apprentis bénéficiaient des mêmes dispositions protectrices que tous les jeunes travailleurs ; ils n'étaient plus soumis à une législation spéciale.

La durée du travail fut fixée de la façon suivante. Pour les enfants qui, exceptionnellement, pouvaient entrer dans certaines industries à partir de dix ans, la durée journalière du travail ne devait pas excéder six heures, divisées par un repos. Au-dessus de douze ans, cette durée était portée à douze heures, également coupées par des repos (2). Le travail de nuit, entre neuf heures du soir et cinq heures du matin, était interdit aux enfants de moins de seize ans. Tous les jeunes travailleurs devaient bénéficier du repos du dimanche et des fêtes légales. Exception était faite à ces deux règles pour les enfants de plus de douze ans, dans toutes les industries, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, et dans les usines à feu continu, sous certaines conditions. Le travail souterrain des mines, minières et carrières était autorisé seulement aux enfants du sexe masculin âgés de douze ans au moins. L'accès des établissements dangereux ou insalubres leur était totalement interdit, quel que soit leur sexe et leur âge, ou tout au moins ne leur était permis que sous des conditions spéciales.

(1) Les décrets du 27 mars 1873 et du 1^{er} mars 1877, firent bénéficier quatorze industries de cette dérogation.

(2) Il résulta de là que les apprentis de moins de douze ans qui, sous l'empire de la loi de 1831, pouvaient fournir dix heures de travail, ne purent plus désormais travailler que six heures par jour.

La loi du 19 mai 1874 accordait une protection plus efficace aux jeunes travailleurs que celle de 1841. Pour en assurer le respect l'Assemblée vota la création d'un corps d'inspecteurs salariés, rétribués aux frais de l'Etat. On avait compris que les Commissions locales gratuites ne suffisaient pas dans la plupart des cas ; on ne les supprima pas, car elles pouvaient être utiles en signalant les abus que le séjour sur place et l'expérience leur feraient connaître, mais on les doubla du service d'inspection, chargé de poursuivre et de réprimer les infractions.

Tout en réalisant des progrès certains sur la législation de 1841, la loi nouvelle n'en méritait pas moins de sérieuses critiques.

Elle laissait, en effet, en dehors de ses prescriptions un trop grand nombre d'industries. Les ateliers de familles n'étaient pas visés par elle ; les manufactures de l'Etat n'étaient pas expressément comprises dans l'énumération de son article premier ; les établissements de bienfaisance et d'éducation charitable, s'appuyant sur un arrêt de la Cour de Cassation (1), refusaient d'ouvrir leurs portes aux inspecteurs du travail.

La loi de 1874 avait également le défaut d'être peu en harmonie avec la loi du 28 mars 1882 sur l'instruction primaire obligatoire. Tandis que cette dernière retenait l'enfant sur les bancs de l'école jusqu'à treize ans révolus, l'article 2 de la loi de 1874 lui permettait d'entrer à l'usine dès l'âge de douze ans.

Enfin, le système du demi-temps, innové par la loi de 1874, n'avait pas donné de bons résultats. La plupart des industriels avaient renvoyé pour cette cause, de leurs

(1) Arrêt du 18 février 1881. Dalloz 1881-1-186.

ateliers, les enfants de dix à douze ans. Tandis, en effet, qu'en 1876 cette catégorie de jeunes travailleurs représentait 6 0/0 du nombre total des enfants employés dans l'industrie, elle ne représentait plus, en 1883, que 1 3/4 0/0.

Ajoutons que le service chargé du contrôle était mal organisé. Les inspecteurs étaient en nombre insuffisant (1) et avaient des attributions mal définies qui rendaient difficile leur tâche. Ils se plaignaient, notamment, de n'avoir pas le droit, aux termes de la loi, de visiter les dépendances des établissements soumis à leur surveillance, où cependant les enfants se trouvaient dans des conditions d'hygiène déplorables. Les Commissions locales, chargées de les aider, ne fonctionnaient pas dans beaucoup d'endroits, ou même n'existaient plus. Les unes s'étaient livrées à des inquisitions vexantes dans un esprit trop formaliste et les industriels fatigués, lassés d'une si rigoureuse surveillance, avaient renvoyé les enfants afin d'échapper à un pareil assujettissement. Les autres avaient, au contraire, une tendance à trop d'indulgence et gênaient les inspecteurs, quand elles ne se mettaient pas ouvertement en opposition avec eux. Très peu avaient bien compris leur rôle.

Les exceptions prévues par les articles 6 et 7 de la loi de 1874 en faveur des usines à feu continu et des exploitations minières paraissaient exorbitantes. « Dans les verreries notamment, la condition des malheureux enfants que l'on fait relever la nuit pour les envoyer, par tous les temps, à l'usine, était faite pour inspirer la pitié (2) ». Dans les mines, les rapports officiels constataient que les prescriptions du règlement du 12 mars 1875, qui

(1) Leur nombre avait été porté de quinze à vingt et un par la loi du 26 décembre 1883.

(2) *Economiste français* du 7 mars 1885, p. 293.

avait limité l'emploi des enfants dans cette industrie, étaient peu ou mal appliquées

La loi du 2 novembre 1892. — Cet état de choses ne pouvait durer, et l'on profita de la loi du 2 novembre 1892, qui avait surtout pour but de réglementer le travail des femmes, pour introduire en faveur des enfants de nouvelles dispositions protectrices.

Le système du demi-temps fut supprimé; l'âge d'admission fut fixé uniformément à treize ans, sauf exception pour les enfants de douze ans révolus qui, ayant obtenu leur certificat d'études primaires, étaient, en outre, munis d'un certificat d'aptitudes physiques. De treize à seize ans la durée journalière du travail ne pouvait excéder dix heures. Une nouvelle catégorie de jeunes travailleurs était créée et placée sous un régime spécial : les adolescents de treize à dix-huit ans ne devaient pas travailler plus de soixante heures par semaine ni plus de onze heures par jour. Dans tous les cas, les heures de travail devaient être coupées par un ou plusieurs repos. Le travail de nuit, qui n'avait été interdit jusqu'alors que pour les enfants au-dessous de seize ans, fut prohibé en principe jusqu'à l'âge de dix-huit ans. L'obligation du repos hebdomadaire fut étendue également aux adolescents de seize à dix-huit ans, mais la loi s'abstint de nommer le dimanche comme devant être obligatoirement ce jour de repos. De treize à dix-huit ans, les jeunes ouvriers ne pouvaient être employés aux travaux souterrains que dans des conditions spéciales déterminées par les règlements. Certains travaux dangereux ou insalubres leur restaient interdits en vertu des décrets antérieurs (1) que vint compléter celui du 13 mai 1893.

(1) Ce sont les décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892.

La loi du 30 mars 1900. — Lorsque la loi du 30 mars 1900 vint en discussion, il ne fut presque pas question des enfants. Les résultats obtenus avec celle du 2 novembre 1892 avaient été satisfaisants et les réformes paraissaient suffisantes en cette matière. Il n'est donc pas besoin de nous étendre ici sur les motifs qui déterminèrent le législateur à modifier la loi de 1892. Disons seulement en quoi la loi de 1900 toucha à la durée du travail des enfants. D'abord, elle accrut cette durée, pendant un certain temps, pour les enfants de treize à seize ans qui, soumis au droit commun, durent travailler plus longtemps qu'auparavant et ne recouvrèrent la journée de dix heures que quatre ans après la promulgation de la loi. Ensuite, et par contre, les adolescents de seize à dix huit ans bénéficièrent bientôt d'une diminution de travail, en ce sens que si le total hebdomadaire restait de soixante heures, le maximum journalier était ramené de onze heures à dix heures, au bout de la période de quatre ans prévue par la loi.

SECTION II. — LÉGISLATION ACTUELLE.

§ 1^{er}. — *Enfants protégés.* — Actuellement, les enfants sont protégés jusqu'à l'âge de dix-huit ans, quel que soit leur sexe. Peu importe que les ouvrières de moins de dix-huit ans, soient mariées ou non; il résulte, non seulement des travaux préparatoires de la loi de 1892, mais du texte même de son article 1^{er} qu'il n'y a aucune distinction à faire entre les femmes mariées, divorcées ou veuves, ayant ou non des enfants, et les célibataires. Par le fait seul que l'ouvrière n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans,

elle rentre dans la catégorie des enfants, et se trouve soumise aux prescriptions spéciales que la loi édicte pour eux. Il n'y a pas lieu non plus de distinguer si les enfants employés sont français ou étrangers ; la loi de 1892, en tant que loi de police et de sûreté, s'étend à tous les enfants, garçons et filles, qui ont au moins treize ans, ou douze s'ils sont munis d'un certificat d'études primaires, et d'un certificat médical d'aptitudes physiques, et au plus dix-huit ans, et qui travaillent dans un des établissements visés, sur le territoire continental.

§ 2. — *Travail réglementé.* — Ce n'est que le travail industriel, c'est-à-dire le travail « producteur de matières ou objets qui doivent être livrés au commerce (1) ». La loi laisse ainsi de côté — comme le faisait observer M. Waddington à la Chambre, le 17 juin 1890, — « les boutiques, les magasins, où la fabrication et le travail se confondent avec la vente et le commerce ». Les petits commis, les garçons de bureaux, ne se trouvent donc pas protégés. Mais tout travail, exécuté dans les établissements industriels, se trouve réglementé.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi de 1892 les établissements visés sont : « les usines, manufactures, mines, carrières, chantiers, ateliers, et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou religieux ».

La loi de 1892 a introduit deux innovations importantes. La première, c'est d'ouvrir aux inspecteurs l'accès des

(1) Cf. Mesnard. Commentaire pratique de la loi du 2 novembre 1892. *Lois Nouvelles*, 1894-1-69.

« dépendances » des établissements indiqués, c'est-à-dire les annexes de l'exploitation industrielle, les locaux accessoires, ceux, par exemple, dans lesquels couchent les personnes protégées. La seconde réside dans le fait de soumettre à la réglementation les établissements de bienfaisance et d'éducation professionnelle, qui y avaient jusqu'alors échappé. Il y a lieu de considérer aussi comme soumises aux prescriptions de la loi de 1892 les manufactures de l'Etat, car « l'Etat, dans les usines qui lui appartiennent, doit donner le bon exemple et ne peut se dérober en sa qualité de fabricant à une surveillance qu'il impose à tous les industriels » (1).

Sont exclus de la surveillance administrative les ateliers de famille, moyennant que ceux qui y travaillent soient les enfants ou les pupilles de celui qui les dirige, et qu'ils y travaillent sous l'autorité et le contrôle immédiat de leur père, mère ou tuteur. La simple simultanéité du travail d'un enfant et de son père ou de sa mère dans une même usine n'empêcherait pas la loi de s'appliquer à cet enfant, parce qu'il ne travaille pas, dans ce cas, « sous l'autorité » de ses parents.

§ 3. — *Conditions d'admission.* — L'âge minimum d'admission fut fixé à treize ans par la loi du 2 novembre 1892, afin de faire disparaître l'antinomie existant entre l'ancienne loi de 1874 et celle de 1882 sur l'instruction primaire. Toutes les exceptions qui, en vertu de la loi de 1874, avaient été accordées à certaines industries pour autoriser le travail des enfants de dix ans, avec le système du demi-temps, furent supprimées.

(1) Rapport Waddington, Ch. *Documents parlam.*, 1890. Annexe 649, p. 1084.

Deux exceptions sont faites à la règle que les enfants de moins de treize ans ne peuvent être employés dans l'industrie. La première résulte du paragraphe 2 de l'article 2, aux termes duquel les enfants peuvent être embauchés dès l'âge de douze ans s'ils ont obtenu le certificat d'études primaires et s'ils sont munis d'un certificat d'aptitudes physiques spécial. La seconde exception résulte de l'article 2, paragraphe 6. En vertu de la disposition contenue dans ce paragraphe, les enfants qui sont soignés dans des orphelinats ou des établissements de bienfaisance, peuvent être employés, quel que soit leur âge, à des travaux ayant un caractère d'éducation professionnelle, pendant trois heures par jour au maximum. Le reste de la journée doit être consacré à l'enseignement primaire.

Ajoutons que les inspecteurs du travail ont toujours le droit d'ordonner le renvoi immédiat des enfants de moins de seize ans, lorsqu'il est constaté, après examen médical, que la tâche qui leur est confiée excède leurs forces. Mais au-dessus de seize ans, aucune restriction n'est apportée au travail des jeunes ouvriers.

§ 4. — *Durée du travail.* — La loi du 2 novembre 1892 a été modifiée sur ce point par celle du 30 mars 1900. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, la loi de 1900 empira, pendant la période transitoire de quatre années qu'elle prévoyait pour permettre aux industriels de se réorganiser, la situation des enfants de treize à seize ans, qui durent fournir d'abord onze heures, puis dix heures et demie de travail quotidien. Par contre, elle améliora la condition des adolescents de seize à dix-huit ans, dont on ne put plus exiger désormais que dix heures de travail par jour.

Depuis le 1^{er} avril 1904, tous les enfants protégés sont sous le régime de la journée de dix heures. Ces dix heures doivent être coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne doit pas être inférieure à une heure. Ces repos n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul des heures de travail, et par conséquent la présence des enfants à l'atelier pendant plus de dix heures ne constitue pas une contravention, pourvu que durant les heures supplémentaires ils ne soient soumis à aucun travail.

§ 5. — *Travail de nuit.* — Le travail de nuit est interdit, en principe, à tous les enfants. Est considéré comme travail de nuit celui exécuté entre neuf heures du soir et cinq heures du matin. L'autorisation, accordée par la loi de 1892, de faire travailler les enfants de quatre heures du matin à dix heures du soir, lorsque la tâche était répartie entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun, a été supprimée par la loi du 30 mars 1900.

Néanmoins, le législateur a cru devoir apporter quelques dérogations à cette règle, eu égard à la nature de certaines industries ou à l'urgence de certains travaux. Les cas dans lesquels les enfants peuvent être employés la nuit sont au nombre de trois :

1° La première exception résulte de l'article 4, paragraphe 5, de la loi de 1892, ainsi conçu : « Il sera accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse en aucun cas dépasser sept heures par vingt-quatre ». Le légis-

lateur a vu dans la diminution du labeur journalier une compensation aux fatigues du travail de nuit. Mais il faut se hâter de remarquer que le pouvoir exécutif n'a pas usé de la latitude qui lui a été laissée à cet égard. Aucun des décrets rendus en exécution de la loi de 1892 n'a admis les enfants au bénéfice de cette dérogation.

2° Aux termes du paragraphe 7 et dernier de l'article 4, l'inspecteur peut « dans n'importe quelle industrie... pour un délai déterminé » permettre le travail de nuit « en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure ». Cette dérogation se justifie par la nécessité de regagner, par un travail supplémentaire, tout ou partie du temps perdu ; elle est temporaire et ne peut excéder un mois, sauf prolongation accordée par le ministre.

3° L'article 6 de la loi de 1892 permet d'employer les enfants du sexe masculin, la nuit, dans les usines à feu continu aux travaux indispensables « sous la condition qu'ils auront au moins un jour de repos par semaine ». Le règlement du 15 juillet 1893 a établi une liste limitative des industries appelées à bénéficier de ce régime de faveur, énuméré les travaux tolérés, et fixé à dix heures par vingt-quatre la durée totale du travail effectif, ces dix heures devant être coupées par des repos représentant au moins deux heures d'inaction.

SECTION III. — RÉGLEMENTATIONS SPÉCIALES.

§ 1^{er}. — *Enfants placés en apprentissage.* — La loi du 22 février 1851 n'ayant été abrogée ni en 1874, ni en 1892, ni en 1900, reste en vigueur pour réglementer la situation des apprentis, dans certains cas.

Cette loi régit d'abord les apprentis des établissements non industriels, qui ne bénéficient pas de la loi de 1892 (1). Ensuite, dans celles de ses dispositions qui ne sont pas contraires à cette dernière loi, elle continue à être applicable à tous les enfants placés en apprentissage, même à ceux employés dans l'industrie.

Cela ressort des travaux préparatoires de la loi de 1892 ; lors de la discussion de l'article 31 il fut bien entendu, quoiqu'on ne l'ait pas dit formellement, que la loi de 1851 resterait en vigueur pour les apprentis non soumis à la nouvelle réglementation : il parût en effet légitime de ne pas priver les apprentis des établissements de commerce des dispositions protectrices édictées en 1851, puisqu'on ne les faisait pas rentrer, ainsi que les apprentis employés dans l'industrie, dans le droit commun. D'autre part, le législateur de 1892, en n'abrogeant pas formellement la loi de 1851, a montré qu'il entendait la conserver en tant qu'elle était compatible avec les prescriptions nouvelles (2).

Il y a donc lieu d'appliquer aux apprentis des établissements non-industriels les prescriptions de la loi du 22 février 1851. Pour eux, pas de minimum d'âge d'admission. La durée du travail est de dix heures pour les apprentis de moins de quatorze ans, de douze heures pour ceux de quatorze à seize ans. Quant au travail de nuit, il n'est pas formellement interdit, il ne peut simplement pas « être imposé » aux apprentis de moins de seize ans ; d'où il faut conclure que le patron pourrait, sans contraven-

(1) L'article 31 de la loi de 1892 ne vise, en effet, que les apprentis employés dans l'un des établissements énumérés à l'article 1^{er}.

(2) Cf. Lagrésille. *Commentaire théorique et pratique de la loi du 2 novembre 1892*. — Paris 1893, page 184, n° 328.

tion, employer ses apprentis la nuit, pourvu qu'il ait leur consentement ou celui de leurs représentants.

La loi du 13 juillet 1906 a modifié les dispositions concernant le repos hebdomadaire et a, par conséquent, supprimé la faculté qu'avait le maître de garder les apprentis « la matinée du dimanche » pour « rangement de l'atelier ».

§ 2. — *Enfants employés dans les travaux souterrains.* — Jusqu'à ces derniers temps, cette matière était régie par la loi du 2 novembre 1892, article 9. La loi du 29 juin 1905 est venue apporter quelques modifications au régime antérieur; toutefois, comme cette loi ne vise, ni toutes les mines, ni tous les mineurs, il importe de signaler les dispositions de la loi de 1892, qui reste applicable aux enfants employés dans les travaux d'extraction, dans tout ce qui n'est pas contraire à la nouvelle législation.

Les filles sont complètement exclues du travail des mines (art. 9, § 1^{er}). Les enfants du sexe masculin, seuls, peuvent y être employés sous des conditions spéciales déterminées par des règlements d'administration publique (art. 9, § 2).

Une controverse est née, à l'origine, sur le point de savoir à quel âge les jeunes garçons pouvaient descendre dans les mines. Le paragraphe 2 de l'article 9 ne parlant que des enfants « de treize à dix-huit ans », devait-on interdire le travail souterrain aux enfants âgés de douze ans, lorsqu'ils remplissaient les conditions prévues par l'article 2? Le Conseil général des mines consulté ne crût pas devoir se prononcer sur cette question essentiellement juridique et non technique, mais la Commission supérieure du travail formula, à cet égard, un avis très net. Elle estima que les règles fixées par l'article 2, relativement à

l'âge auquel les enfants peuvent être admis dans un atelier, sont générales et qu'elles s'appliquent à tous les établissements visés par l'article 1^{er}. Une circulaire du ministre du commerce, en date du 4 mai 1893, consacra définitivement cette manière de voir. Elle prescrivit aux ingénieurs des mines d'admettre aux travaux souterrains les enfants de douze ans, lorsqu'ils étaient munis du certificat d'études primaires et du certificat d'aptitudes physiques (1).

Le règlement d'administration publique prévu par l'article 9 de la loi de 1892, pour déterminer les conditions spéciales du travail des enfants mâles dans les mines, fut rendu le 3 mai 1893 (2).

Ce règlement range les enfants en deux catégories : 1° Ceux de moins de seize ans ne peuvent être employés aux travaux dangereux ou fatigants, tels que extraction du minerai, creusement et consolidation des galeries. Leur travail ne peut excéder huit heures par jour ; 2° Ceux de seize ans révolus ne doivent pas fournir un travail effectif de plus de dix heures par jour ni de plus de cinquante quatre heures par semaine. Ils peuvent être employés aux travaux prohibés pour les enfants de la première catégorie, mais à titre d'aides seulement et alors, dans ce cas, la durée de leur travail quotidien est limitée à cinq heures. On a jugé nécessaire d'autoriser les jeunes mineurs à compléter leur apprentissage en temps utile, moyennant cette restriction.

Les enfants occupés dans les mines n'échappent pas

(1) *Recueil des lois, ordonnances, décrets, règlements et circulaires, concernant les services dépendant du ministère des Travaux publics (ancien recueil Potiquet) dressé par les soins de l'Administration centrale. Année 1893, 2^e série, T. VI, p. 176.*

(2) *J. O.* du 6 mai 1893.

complètement au travail de nuit comme ceux employés dans l'industrie.

Pour eux, l'ancienne disposition de la loi de 1892, qui autorise le travail entre quatre heures du matin et dix heures du soir lorsqu'il est réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun, a été formellement maintenue par le législateur de 1900.

En outre, les jeunes mineurs peuvent, dans certaines mines désignées par des règlements d'administration publique, travailler dès quatre heures du matin et jusqu'à minuit, à condition de ne pas fournir plus de huit heures de travail effectif et de ne pas demeurer dans la mine plus de dix heures par vingt-quatre heures. Cette exception résulte de l'article 9 § 3 de la loi de 1892, non modifié en 1900. Elle se justifie par le besoin où l'on est de ne pas désorganiser les équipes qui, composées d'hommes et d'enfants, descendent successivement sous terre. Dès 1874, en effet, quoique le travail nocturne fut interdit aux enfants, l'Administration avait dû accorder un régime de faveur à certains exploitants et tolérer l'entrée des enfants dans la mine, dès quatre heures du matin, pour éviter les inconvénients qu'il y aurait eu à les laisser descendre au moment où l'extraction était commencée. Elle avait également été obligée de les laisser travailler jusqu'à minuit dans les mines qui occupent deux équipes successives d'ouvriers, l'une entrant dans la mine à quatre heures du matin pour remonter à deux heures du soir, et l'autre descendant à deux heures pour remonter à minuit. La loi de 1892 a rendu légales ces autorisations purement arbitraires.

Il faut ainsi trois conditions pour que le travail entre quatre heures du matin et minuit soit possible pour les enfants : 1° La durée du travail effectif ne doit pas excéder

huit heures ; 2° celle de la présence au fond de la mine ne doit pas dépasser dix heures ; 3° l'exploitation doit être dans des conditions spéciales pour être appelée, par les règlements d'administration publique, à bénéficier de la dérogation au principe de l'interdiction du travail de nuit. Le décret du 3 mai 1893 a désigné, comme pouvant bénéficier de cette tolérance, « les exploitations de couches minces de houille, dans lesquelles le travail est mené à double poste, lorsque le travail de l'un des postes consiste à exécuter, aux chantiers d'abatage, l'enlèvement des roches encaissantes et le remblaiement qui n'ont pu s'effectuer pendant le poste d'extraction ».

Remarquons d'ailleurs que le travail entre minuit et quatre heures du matin est interdit dans tous les cas et qu'aucune exception ne saurait être apportée à ce principe par les règlements.

Dans quelle mesure la loi du 29 juin 1905 a-t-elle modifié ces dispositions ? C'est ce qui nous reste à dire maintenant.

Notons tout d'abord que cette loi, ne visant que les mineurs « employés à l'abatage » du charbon ou du rocher, ne reçoit aucune application lorsqu'il s'agit des autres mineurs. Or, aux termes du décret du 3 mai 1893, seuls les adolescents de seize à dix-huit ans peuvent effectuer les travaux d'abatage en qualité d'aides ou d'apprentis. Il est donc bien certain que la loi de 1905 ne s'applique qu'à eux, et que les enfants de treize à seize ans sont encore exclusivement régis par les textes antérieurs.

Cette observation préalable faite, voyons les conséquences de la nouvelle législation sur le travail effectif des jeunes mineurs. Nous savons que les enfants de seize à dix-huit ans ne doivent, lorsqu'ils sont employés à l'aba-

tage, fournir qu'un maximum de cinq heures de travail. La loi de 1905, en introduisant au profit des mineurs adultes la journée de huit heures, n'a pu très certainement priver les enfants de la journée de cinq heures, qui a paru aux rédacteurs du décret de 1893 suffisamment longue pour ne pas user leurs forces à des travaux pénibles. Tout ce que la loi de 1905 a fait relativement aux jeunes mineurs consiste en ceci. D'après le texte du décret réglementaire du 3 mai 1893, le calcul de la durée du travail se faisait en tenant compte exclusivement du travail effectif; le législateur de 1905 a modifié ce mode de calcul. Pour déterminer le maximum journalier du travail on doit aujourd'hui ajouter au temps de travail effectif les quelques minutes nécessaires, tant pour descendre de l'orifice du puits au fond de la mine, que pour remonter du fond à l'orifice. En d'autres termes, on calcule la durée du travail, du départ de la dernière benne descendante à l'arrivée de la première benne remontante (1). Le président de la Commission de la Chambre en 1905, M. Dron (2), signalait cette conséquence d'où résultait une diminution sensible de présence au fond de la mine et aussi de la durée du travail effectif pour les enfants employés à l'abatage, c'est-à-dire pour les jeunes gens de seize à dix-huit ans, les aides-piqueurs (3). La circulaire ministérielle du 30 octobre 1905 (4) consacre formellement cette solution dans son

(1) C'est ce que dit l'article 1^{er} « la durée du travail est calculée depuis l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendants jusqu'à l'arrivée au jour des premiers remontants; pour les mines où l'entrée a lieu par galeries, cette durée sera calculée depuis l'arrivée au fond de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point. »

(2) V. Chambre Débats parlem. 1905, p. 2514.

(3) V. *Lois Nouvelles*, 1906-1-119.

(4) V. *Lois Nouvelles*, 1906-3-86.

article 4 « ... on doit comprendre dans cette double catégorie (mineurs au charbon et mineurs au rocher) tant les ouvriers titulaires que leurs aides qui concourent effectivement au même travail d'abatage, sauf à recevoir un salaire moindre à raison des conditions de participation » :

Mais si, légalement, les jeunes mineurs de seize à dix-huit ans seuls sont appelés à bénéficier de la diminution effective de la durée du travail résultant de la loi de 1905, on peut espérer que les jeunes mineurs de moins de seize ans jouiront, en fait, d'une diminution identique. Car ces derniers, employés aux travaux accessoires du roulage et du chargement, forment avec les piqueurs adultes des équipes qu'il importe de ne pas désorganiser. Ils profiteront donc nécessairement du mode de calcul de travail employé pour ceux-ci. Afin de ne pas multiplier les montées et les descentes ils remonteront au jour avec les piqueurs.

CHAPITRE II

Travail des filles mineures et des femmes.

SECTION I. — HISTORIQUE.

La première tentative qui fut faite, en France, pour réglementer le travail des filles mineures et des femmes, remonte à 1847.

Lorsqu'il fut question, à cette époque, de reviser la loi de 1841 et d'y introduire des modifications rendant plus étroite la protection accordée aux jeunes ouvriers, on songea très sérieusement à comprendre dans la nouvelle réglementation non plus seulement ces derniers, mais aussi toutes les filles et toutes les femmes, quel que soit leur âge. La main-d'œuvre féminine était, en effet, de plus en plus employée dans l'industrie, d'abord parce qu'on la payait moins cher, et ensuite parce que certains travaux exigeaient, pour leur exécution, plus de dextérité et d'agilité que de force. Mais cet emploi excessif des femmes donnait lieu à bien des abus (1). Aussi, de tous côtés, réclamait-on que le législateur intervint pour accorder au

(1) Jules Simon rapporte, par exemple, que dans la région de Lyon les tisseuses travaillaient douze heures, les moulinières treize heures par jour pour 8 francs par semaine, les dévideuses treize à quatorze heures pour 4 franc à 1 fr. 25 par jour (Cf. Jules Simon, *l'Ouvrière*, p. 41 à 43.)

sexe le plus faible la même protection qu'à l'âge le moins fort. N'était-il pas inique de voir des fabricants exiger de leurs ouvrières plus de douze heures de travail par jour, dès qu'elles avaient dépassé l'âge de seize ans ?

C'est pourquoi la Commission, chargée d'étudier les modifications à apporter à la loi de 1841, décida qu'il y avait lieu d'étendre aux femmes les dispositions protectrices qu'on allait voter en faveur des enfants. Dans le nouveau projet de loi qu'elle soumit au Parlement, au début de 1848, elle limita donc à douze heures la durée quotidienne du labeur des ouvrières employées dans les usines et manufactures.

Ce projet ne semblait pas devoir rencontrer beaucoup d'adversaires. Il avait déjà été voté, avec l'importante innovation qu'il contenait, par la Chambre des Pairs, lorsque la révolution de février éclata et l'empêcha de devenir loi.

Cependant, le travail des femmes devait, bientôt après, recevoir la protection qui lui faisait défaut.

Le 2 mars 1848, le gouvernement provisoire décrétait, en effet, que la journée de travail était limitée à dix heures à Paris, à onze heures dans la province, pour les ouvriers de tout âge et de tout sexe. Et, quelques mois plus tard, la loi des 9-14 septembre consacrait définitivement le principe de la réglementation, tout en reculant jusqu'à douze heures la limite de la durée journalière du travail.

Jusqu'en 1871, les filles et les femmes âgées de plus de seize ans vécurent sous le régime de la journée de douze heures. C'était beaucoup assurément, et l'on profita de la révision de la législation sur les enfants pour reprendre la question du travail des femmes et solliciter en leur faveur des mesures de protection plus clémentes.

Au cours des longs débats qui précédèrent le vote de la loi de 1874 on discuta moins sur l'opportunité de la réforme que sur la portée qu'elle devait avoir. Devait-on protéger toutes les personnes du sexe féminin ou seulement les filles mineures, ou bien devait-on, ainsi que le proposait M. Wolowski, interdire absolument aux femmes l'accès des manufactures ? L'Assemblée finit par se ranger à l'avis du gouvernement, qui était de laisser les femmes majeures en dehors de la réglementation.

La loi du 19 mai 1874 s'occupa donc exclusivement des filles mineures. Celles-ci étaient complètement assimilées aux enfants. Leur journée était limitée à douze heures, le travail de nuit, de neuf heures du soir à cinq heures du matin, leur était interdit (1); le repos du dimanche leur était assuré. Quant aux femmes majeures, elles ne bénéficiaient d'aucune protection spéciale, sauf en ce qui concerne les travaux souterrains qui leur furent totalement prohibés ainsi qu'aux filles mineures. Sur ce point l'on ne fit aucune objection, et l'on vota cette disposition sans difficulté parce qu'elle ne devait atteindre « qu'un nombre très restreint d'ouvrières et ne pouvait apporter aucun trouble économique dans les exploitations minières (2). »

Quelques années après le vote de la loi de 1874, la question de la réglementation du travail des femmes revenait à l'ordre du jour. Le 28 juin 1880, M. Waddington, dans un premier rapport, proposait à la Chambre d'étendre aux femmes majeures la même protection qu'aux filles mineures (3); le 27 janvier 1881, dans un rapport supplémen-

(1) Le paragraphe 2 de l'article 4 ajoute : « *mais seulement dans les usines et manufactures* ».

(2) Rapport Tallon du 11 mai 1872 précit.

(3) V. *Journal officiel*, Annexe 2720, p. 7166.

taire (1), il insistait encore pour qu'on supprimât les cas de travail abusif que l'on rencontrait surtout dans les usines où dominait l'élément féminin. La proposition de loi déposée par M. Nadaud, le 10 décembre 1885 (2), tendait au même but. Celle de M. Camélinat, du 15 juillet 1886 (3), n'avait pas d'autre objet.

Le projet de loi qui fut présenté à la Chambre par le gouvernement, le 13 novembre 1886 (4), contenait également le principe de la réglementation du travail de toutes les femmes, même majeures. Mais ce projet ne fut pas voté sans difficulté.

A la Chambre, où il fut discuté en premier lieu, on souleva les éternelles objections qui avaient jusqu'alors fait échouer la réforme. La femme majeure n'était-elle pas libre de disposer d'elle-même? Pouvait-on l'empêcher de gagner sa vie? Son salaire n'était-il pas souvent nécessaire dans les ménages les mieux ordonnés? Enfin, « dans certains corps d'état, tels que ceux des couturières, des modistes, des fleuristes, n'y avait-il pas intérêt à permettre à la femme de prolonger les heures de travail pendant la bonne saison, afin de lui permettre de pouvoir passer plus facilement le moment de la morte-saison? » La Chambre ne se laissa pas convaincre par cette argumentation; elle repoussa un amendement de M. Yves Guyot, tendant à faire disparaître de l'article 1^{er} les mots : et des femmes.

Le Sénat, au contraire, sanctionnant les conclusions de son rapporteur, M. Charles Ferry, raya ces mots de l'article 1^{er} (5). Mais la commission ayant rétabli son texte

(1) Chambre, Documents parlem. 1881. Annexe 3268, p. 63.

(2) Ch. Docum. parlem. Annexe 197, p. 53.

(3) Ch. Docum. parlem. Annexe 1093, p. 591.

(4) Ch. Docum. parlem. Annexe 1244, p. 1057.

(5) *J. O.* du 3 janvier 1890. Annexe 182, p. 291.

primitif devant la Chambre (1), et celle-ci l'ayant de nouveau sanctionné par son vote, ne voulant pas céder sur un principe qui « était une des raisons d'être de la loi (2) », le Sénat finit par s'incliner. Le 22 mars 1892, l'article 1^{er} était voté par lui, tel qu'il l'avait été par la Chambre. Désormais, le principe de la réglementation des femmes majeures était admis.

Restait à s'entendre sur le point de savoir quelle serait la durée maxima de la journée de travail permise à la femme et à la fille mineure. Devait-on fixer uniformément cette durée pour les unes et pour les autres, ou bien devait-on édicter des règles différentes ? Les débats furent, là encore, très vifs entre les deux Chambres ; elles se firent des concessions mutuelles pour arriver à une entente si désirable sur la question urgente et grave qui leur était soumise. Le 18 juin 1892, le rapporteur de la Chambre, M. Sibille conclut au vote du projet tel qu'il revenait du Sénat, « afin de ne pas retarder l'application des réformes qu'il contenaient et qui portaient sur la limitation du travail des femmes ». Le 29 octobre 1892, la loi était adoptée dans son ensemble. Elle fut promulguée le 2 novembre suivant.

Sous l'empire de cette loi, la durée du travail était différente suivant l'âge des ouvrières. De seize à dix-huit ans, le travail effectif ne pouvait excéder soixante heures par semaine ni onze heures par jour. Au-dessus de treize ans, le travail pouvait durer onze heures chaque jour, c'est-à-dire soixante-six heures par semaine, un jour par semaine devant être obligatoirement consacré au repos.

(1) Rapport Waddington du 10 juin 1890. *J. O.* du 4 sept. Annexe 647, p. 1082.

(2) Rapport de M. Jamais. Ch. Doc. parlem. 1891. Annexe 1750, p. 2844.

La loi du 30 mars 1900 est venue modifier celle de 1892 dans quelques-unes de ces dispositions.

Ce sont ces deux lois qui, aujourd'hui, réglementent le travail des filles mineures et des femmes.

SECTION II. — LÉGISLATION ACTUELLE.

§ 1^{er}. — *Personnes visées*. — Depuis la loi du 30 mars 1900, les filles âgées de moins de dix-huit ans rentrent dans la catégorie des enfants, et se trouvent, dès lors, soumises aux dispositions spéciales précédemment examinées. Il faut donc entendre par *filles mineures*, les filles entre dix-huit et vingt et un ans, et par *femmes*, toutes les femmes majeures, mariées ou non. La protection accordée aux filles mineures et aux femmes n'étant pas toujours la même, il comportait de donner ces définitions.

Remarquons d'ailleurs que la loi vise exclusivement les usines, manufactures, mines, chantiers, ateliers et leurs dépendances. Les ouvrières employées dans d'autres établissements que ceux limitativement énumérés par l'article 1^{er} ne jouissent d'aucune protection. Mais dans les établissements visés, la loi s'applique à toutes les filles et femmes, quelle que soit leur nationalité.

§ 2. — *Durée du travail*. — A cet égard, la loi du 30 mars 1900 est venue sensiblement modifier celle de 1892. Tandis que cette dernière traitait différemment les ouvrières, suivant qu'elles étaient âgées de seize à dix-huit ans, ou avaient plus de dix-huit ans, la loi de 1900 soumet au même régime toutes les femmes et toutes les filles employées dans les établissements industriels. On ne distingue

plus suivant que l'ouvrière à tel ou tel âge, suivant qu'elle est mineure ou majeure; toutes les personnes du sexe féminin, à partir de dix-huit ans, sont assimilées aux enfants au point de vue de la durée du travail.

Il est dit, en effet, à l'article 1^{er} de la loi de 1900 : « Les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans, *et les femmes* (1), ne peuvent être employés à un travail effectif de plus de onze heures par jour coupées par un ou plusieurs repos, dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et pendant lesquels le travail sera interdit. Au bout de deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la durée du travail sera réduite à dix heures et demie, et au bout d'une nouvelle période de deux années à dix heures. »

Depuis le 1^{er} avril 1904, tout le personnel féminin des établissements indiqués par l'article 1^{er} de la loi de 1892 se trouve ainsi soumis à la journée de dix heures.

§ 3. — *Travail de nuit.* — Il avait été interdit, en principe, par la loi du 2 novembre 1892, à toutes les filles mineures et même aux femmes majeures. Cependant le législateur de cette époque n'avait pas voulu substituer sans transition au régime de liberté abusive de la loi de 1874 un système d'interdiction générale, et il avait admis en faveur de certaines industries, des dérogations, les unes permanentes, les autres temporaires. Le législateur de 1900 a cru devoir maintenir la règle tout aussi bien que les exceptions (2).

(1) On aurait mieux fait de dire : *les filles mineures et les femmes....*, mais il ressort des travaux préparatoires qu'on a ici compris sous le nom de femmes, les filles de plus de dix-huit ans.

(2) A la suite de la convention de Berne, signée le 26 septembre 1906, le gouvernement français a rédigé un projet de loi tendant à restreindre le travail de nuit des femmes. Ce projet a été déposé le 15 mars 1907. (*Ch. Doc.*

Une seule de ces exceptions a été supprimée par lui : c'est celle qui autorisait à commencer la journée à quatre heures du matin et à la terminer à dix heures du soir, lorsque le travail était réparti entre deux équipes ne travaillant pas plus de neuf heures chacune. Le paragraphe additionnel ajouté en 1900 à l'article 4 de la loi de 1892 est, en effet, ainsi conçu : « A l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, les dispositions exceptionnelles prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article cesseront d'être en vigueur, sauf pour les travaux souterrains des mines, minières et carrières ». Or, comme ni les filles ni les femmes ne peuvent être employées dans les mines, cette autorisation de commencer plus tôt la journée ou de la terminer plus tard, ne reçoit, pour elles, jamais application.

Mais il existe d'autres exceptions actuellement encore en vigueur. Ces exceptions sont ou permanentes, ou temporaires; en outre, tantôt elles sont applicables indistinctement à toutes les filles et femmes, qu'elles aient ou non atteint leur majorité, tantôt elles sont applicables aux personnes majeures seulement.

Exceptions permanentes. — 1° Le paragraphe 5 de l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892 prévoit une exception permanente en faveur de certains établissements (1). « Il sera accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique l'autorisation de déroger d'une façon permanente aux dispositions des para-

parlem., 1907. Annexe n° 841, p. 321 et suiv.) Aux termes du § 1^{er} de son article 1^{er} : « *Le repos de nuit des femmes employées dans l'industrie, sans distinction d'âge, aura une durée minimum de onze heures consécutives.* » Dans certains cas seulement, la durée de ce repos pourra être réduite à dix heures.

(1) Le projet du 13 mars 1907 abroge cette exception.

phes 1 et 2 du présent article, mais sans que le travail puisse, en aucun cas, dépasser sept heures par vingt-quatre. » La généralité des termes employés prouve que le législateur entendait faire bénéficier les filles mineures, tout aussi bien que les femmes majeures, de cette dérogation. Mais le décret réglementaire du 15 juillet 1893 a cru devoir la restreindre aux filles et aux femmes majeures seulement. Les filles mineures de dix-huit à vingt-et-un ans ne peuvent donc pas travailler la nuit dans les établissements visés par le décret de 1893 et par celui du 24 février 1898, qui est venu le compléter (1).

2° La deuxième exception permanente est visée par l'article 6 de la loi de 1892, qui est ainsi conçu : « Néanmoins, dans les usines à feu continu, les femmes majeures et les enfants du sexe masculin peuvent être employés tous les jours de la semaine, la nuit, aux travaux indispensables, sous la condition expresse qu'ils auront au moins un jour de repos par semaine... Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés seront déterminés par un règlement d'administration publique. » Donc, aux termes de cet article, le travail peut être autorisé la nuit dans les usines à feu continu pour *les femmes majeures* (2); les filles mineures ne sont pas, en effet, comprises dans l'énumération des personnes appelées à jouir de cette autorisation et s'en trouvent privées *ipso facto*.

Le décret du 15 juillet 1893 a indiqué, conformément à

(1) Les industries où le travail de nuit est autorisé sont : le brochage des imprimés, le pliage des journaux, l'allumage des lampes de sûreté dans les mines, le coulage et le séchage de l'amidon de maïs.

(2) Cette exception serait également abrogée par le projet de 1907 qui supprime de l'art. 6 de la loi de 1892 les mots : « *les femmes majeures et...* ».

la loi, ce qu'on devait entendre par usines à feu continu et quels travaux seraient autorisés aux femmes majeures, la nuit, dans ces établissements.

Exceptions temporaires. — Celle résultant du paragraphe 2 de l'article 4 de la loi de 1892 ayant été supprimée en 1900, il n'en reste plus aujourd'hui que trois.

1° La première résulte du paragraphe 4 de l'article 4 qui dispose : « Il sera accordé, pour les femmes et les filles âgées de plus de dix-huit ans, à certaines industries qui seront déterminées par un règlement d'administration publique et dans les conditions d'application qui seront précisées par le dit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à onze heures du soir, à certaines époques de l'année, pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours. En aucun cas, la journée de travail effectif ne pourra être prolongée au-delà de douze heures. »

Ici, ce ne sont plus seulement les femmes majeures qui peuvent être astreintes à veiller, mais aussi les filles mineures de plus de dix-huit ans. Le texte le dit expressément, il ne peut y avoir aucune controverse à ce sujet.

Le décret du 15 juillet 1893 fit bénéficier de cette tolérance dix-huit industries, dont quelques-unes n'avaient qu'un rapport bien lointain avec les industries saisonnières que le législateur avait uniquement en vue lors de la rédaction du paragraphe 4. De plus, le décret fixa lui-même les époques pendant lesquelles chaque industrie favorisée serait admise à prolonger le travail jusqu'à onze heures du soir. On comprit bientôt que le décret de 1893 méconnaissait l'esprit de la loi : d'une part, le nombre des industries autorisées à faire veiller étaient excessif, d'autre part, la période des veilles n'aurait pas dû être déterminée à

l'avance pour chacune de ces industries (1). En conséquence, le décret du 26 juillet 1895, modifiant celui de 1893, laissa aux patrons le choix des soixante jours, en supprimant la mention des périodes mensuelles, et restreignit le nombre des industries appelées à bénéficier de cette dérogation au travail de nuit. Toutefois, l'expérience ayant prouvé que l'énumération faite en 1895 n'était pas assez compréhensive, des décrets postérieurs sont venus la compléter.

Cette exception des veillées se justifie parce que les industries de saison doivent livrer les commandes à époque fixe, sous peine de mécontenter la clientèle (2).

2° Le paragraphe 6 du même article 4 prévoit une seconde exception temporaire. Cette exception est applicable aux filles mineures comme aux femmes majeures. Le décret de 1893 n'a pas cru devoir, en effet, la restreindre aux femmes et filles majeures comme l'exception permanente résultant du paragraphe précédent. Ce décret a pris la précaution de limiter à dix heures par vingt-quatre la durée du travail de nuit ainsi autorisé et de fixer, suivant les industries, le maximum de jours pendant lesquels il pourrait être exécuté, ce maximum allant de trente à cent-vingt jours par an. Le décret du 26 juillet 1895 a donné une nouvelle énumération des industries admises à bénéficier de cette dérogation temporaire au principe de l'interdiction du travail de nuit, en prenant également soin de fixer pour chacune d'elles le nombre maximum de journées

(1) Le rapporteur de la loi, à la Chambre, avait dit : « Il ne s'agit pas d'une période continue de soixante jours pendant laquelle l'effet de l'article 4 serait suspendu, mais d'une période qui, pour toute l'année, ne pourra dépasser soixante jours.

(2) D'après le projet du 13 mars 1907, les veillées ne seraient plus autorisées que jusqu'à dix heures du soir.

pendant lequel elle est permise, le chef d'industrie ayant le loisir de répartir ce total à son gré, suivant les nécessités de la fabrication. Les décrets du 29 juillet 1897, du 18 avril 1901, du 24 décembre 1904, sont venus ajouter à la liste quelques industries.

Pour user de cette faveur, le patron doit prévenir l'inspecteur divisionnaire, dans les formes prévues à l'article 6 du règlement de 1893.

3^e Enfin, aux termes du paragraphe 7 de l'article 4, « ... en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction ci-dessus (c'est-à-dire l'interdiction du travail de nuit) peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur pour un délai déterminé ». Cette exception s'applique aussi bien aux filles mineures qu'aux femmes majeures, elle a une portée générale. Le délai pendant lequel le travail de nuit est autorisé doit être fixé par l'inspecteur, il ne peut dépasser un mois sauf à être prorogé, s'il y a lieu. L'autorisation peut ne porter que sur une partie de l'établissement, tout dépend de l'étendue de l'accident.

APPENDICE.

§ 1^{er}. — *Femmes employées dans les magasins.* — Réglementer le travail des femmes employées dans les magasins est une idée déjà vieille de vingt années. Les débats auxquels donnèrent lieu la discussion et le vote de l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 ont, en partie, porté sur le point de savoir s'il ne fallait pas réglementer les établissements de commerce. La Commission était d'avis

d'introduire cette innovation dans la nouvelle législation, et elle avait ajouté dans le texte primitif de l'article premier, après les mots chantiers, ateliers, ceux ci : *et magasins*.

Sur la proposition de M. Yves Guyot, elle supprima ce mot, mais à regret, entre la première et la deuxième délibération qui eurent lieu à la Chambre en 1888 et en 1889. En 1891, M. Dumay tenta de faire rentrer les bureaux et magasins dans la catégorie des établissements à surveiller. Mais le rapporteur ayant fait remarquer que les prescriptions relatives aux usines et manufactures ne pouvaient s'appliquer aux magasins, et le ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, ayant été du même avis, l'amendement proposé ne fut pas pris en considération.

Depuis lors, à part la loi de 1906 qui est venue imposer aux magasins le repos hebdomadaire, aucune loi n'a été votée pour limiter la durée journalière du travail des femmes employées dans ces établissements. Il est vrai que la loi du 29 décembre 1900 (1) a ouvert aux inspecteurs du travail la porte des magasins et boutiques et on peut espérer que, si leurs rapports signalent trop d'abus, le législateur prendra soin d'intervenir pour réduire la journée de travail du personnel féminin qui y est employé.

§ 2. — *Femmes en couches*. — Lors de la discussion de la loi de 1892 on avait introduit, sous l'article 9, une disposition interdisant l'emploi des femmes en couches pendant un mois après la délivrance; mais cette disposition très critiquée, fut définitivement abandonnée. Cepen-

(1) Cette loi a pour but d'obliger les patrons à munir les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant, d'un nombre de sièges égal à celui des femmes qui y sont employées.

dant cette question n'a pas été complètement perdue de vue. Plusieurs projets, interdisant tout travail aux femmes pendant quatre semaines après leur accouchement, ont été déposés tant à la Chambre qu'au Sénat, et l'on peut espérer qu'ils seront votés prochainement (1).

Il serait, en effet, très utile de combler cette lacune vraiment regrettable et d'introduire dans notre législation des dispositions protectrices en faveur des ouvrières récemment accouchées. Car, « en l'état actuel des choses, l'ouvrière ne saurait se soumettre à une trêve que ne comporte pas la modicité de son gain. Bien loin d'arrêter ou même de diminuer son activité, la femme, redoutant à juste titre, un congé fatal à ses intérêts, dissimule sa grossesse jusqu'à la dernière heure ; aussitôt délivrée, elle reprend incontinent sa tâche (2). »

Il y aurait donc un réel intérêt à obliger les mères de familles à se reposer pendant les quelques jours qui précèdent et qui suivent leur accouchement.

(1) La proposition de loi déposée par M. Vaillant, le 5 novembre 1906, contient un article 8 ainsi conçu : *Tout travail industriel ou commercial ou agricole, est interdit aux femmes enceintes, huit semaines avant l'accouchement et six semaines après l'accouchement.* (Ch. Doc. parlem. 1907. Annexe n° 374, p. 58.)

(2) Benzacar. — *L'ouvrière au xx^e siècle.* Op. Cit., page 176.

CHAPITRE III

Travail des hommes adultes.

SECTION I. — HISTORIQUE.

La Révolution de 1848, en envoyant au pouvoir les représentants directs de la classe populaire, devait faire faire un pas immense et décisif à la législation du travail.

Jusqu'alors, les hommes adultes vivaient sous le régime de la liberté absolue et étaient dépourvus de toute espèce de protection. A peine peut-on citer une ordonnance du 26 septembre 1806 qui, à la suite de difficultés survenues entre les entrepreneurs et les ouvriers du bâtiment, avait limité la durée de la journée de travail de ces derniers (1). Mais c'était là une simple mesure de police, une disposition tout à fait spéciale. Aucun texte ne réglementait le travail des autres ouvriers.

(1) Cette ordonnance disposait : Du 1^{er} avril au 30 septembre la journée des maçons, couvreurs, charpentiers, paveurs, terrassiers est de six à sept heures. Repas de neuf à dix, de deux à trois heures. Du 1^{er} octobre au 31 mars, de sept heures au jour défaillant. Repas de dix à onze heures. Menuisiers de six à huit heures, toute l'année à la boutique ; à sept heures en ville. Serruriers de six à huit.

Sous la seconde République cet état de choses va changer. Le gouvernement provisoire, proclamé à Paris le 24 février, avait été nommé au suffrage universel. Poussé par les réclamations des ouvriers de qui il tenait le pouvoir, fortement imbu d'idées socialistes, il affirmait aussitôt son intention de donner au travail cette organisation qui, suivant le mot de Louis Blanc, devait être le « cachet de la Révolution ». Dès le 28 février, une proclamation dans ce sens était affichée sur les murs de la capitale, et quelques jours plus tard une Commission était nommée « avec mission expresse et spéciale de s'occuper du sort des travailleurs ».

Cette commission se réunit aussitôt sous la présidence de Louis Blanc et la première séance eût lieu dès le jour même, 1^{er} mars. Deux cents ouvriers environ y assistaient. L'un d'entre eux se levant, réclama, au nom de ses camarades, la réduction des heures de travail. Sans perdre de temps, la Commission convoqua devant elle les représentants les plus connus des principales industries de Paris, afin de recueillir leurs avis sur l'opportunité d'une telle mesure, puis, ayant rédigé un rapport circonstancié, elle sollicita le gouvernement provisoire de faire droit aux revendications ouvrières. Celui-ci, par crainte de voir la confiance du peuple lui échapper, sanctionna le lendemain même, la proposition qui lui avait été soumise, et décréta que la journée de travail serait de dix heures à Paris et de onze heures en province.

Le décret du 2 mars 1848 (1) ne pouvait avoir qu'une existence éphémère. Réduisant de une heure environ la journée de travail telle qu'elle était pratiquée en France

(1) Duvergier. T. XLVIII, p. 57.

jusqu'alors, sans période transitoire, sans délai, il ne pouvait manquer de soulever des protestations. C'est, en effet, ce qui se produisit. De nombreux industriels, menacés de la ruine par ce brusque changement de régime, qui se répercutait d'une façon inquiétante sur la production, durent ou bien fermer leurs portes, ou bien violer la loi. Et les ouvriers, souffrant de cette situation, ne trouvant plus à s'employer, réduits à la plus extrême misère, ne tardèrent pas non plus à maudire ce fameux décret qu'ils avaient cru, dans les premiers moments, devoir porter remède à leurs maux.

De tous côtés des doléances s'élevèrent, et bientôt l'Assemblée dût songer à rapporter la funeste mesure, prise dans des jours difficiles par le gouvernement provisoire, sous la pression du flot populaire.

Mais les avis étaient partagés sur le point de savoir si l'on devait abroger purement et simplement le décret du 2 mars et revenir au régime antérieur de la liberté du travail, ou bien si, au contraire, on devait maintenir la réglementation légale, mais alors sur des bases nouvelles (1).

Malgré l'éloquence des représentants du parti libéral, la majorité de l'Assemblée se prononça pour le maintien de la réglementation. Elle crut « dangereux de laisser à la volonté des individus le soin de régler les rapports d'intérêt privé », et trouva « juste et utile, conforme aux règles du droit et de l'économie politique, » de fixer un maximum de la journée de travail (2).

A ceux qui prétendaient que l'ouvrier n'était pas un

(1) M. Wolowski fut le plus ardent défenseur de la liberté du travail. Il faut citer aussi M. Duprat qui, le 5 juillet, déposait un rapport concluant à l'abrogation du décret du 2 mars, comme « nuisible aux intérêts de l'industrie et contraire à la liberté du travail ».

(2) V. *Bull. Inspection du travail* 1900 p. 361 et suiv.

esclave, un mineur, et qu'il fallait le « traiter en homme libre », il fut répondu que ce serait étrangement comprendre la liberté et la dignité de l'homme que de la faire consister dans le droit de s'anéantir, que la vraie liberté avait toujours des limites, et qu'enfin l'État avait intérêt à ne pas laisser s'annihiler les éléments de la force publique.

Finalement, il fut décidé qu'on ne reviendrait pas sur le principe de la réglementation, consacré en 1848, mais qu'on modifierait le décret du 2 mars dans celles de ses dispositions qui étaient relatives à la durée du travail. Les longues journées, constatées du temps de Villermé, n'avaient pas, en effet, complètement disparu. Au lendemain de la révolution, M. V. Grandin, à la fois député et industriel, rapportait qu'à Elbœuf et à Louviers les ouvriers, employés à la fabrication des laines, travaillaient quatorze heures et demie par jour (1). Et P. Leroux, à la même époque, pouvait dire à l'Assemblée nationale : « Dans tout le département de la Seine-Inférieure, dans ce grand centre industriel, et dans bien d'autres départements encore, la durée du travail quotidien varie entre treize heures et demie et quatorze heures, auxquelles il convient d'ajouter deux heures pour les repas, et deux heures pour aller du logis à l'atelier et retourner de l'atelier au logis (2) ».

D'autre part, l'expérience avait révélé que la journée de dix heures ou de onze heures était en général trop courte et qu'il y avait lieu d'adopter un maximum plus élevé.

Quel devait être ce maximum ? La majorité de l'Assemblée se prononça en faveur de la fixation à douze heures

(1) V. *Moniteur* de 1848, p. 2368. — Séance du 8 septembre.

(2) V. *Moniteur* de 1848, p. 2232. — Séance du 30 août.

de la durée normale du travail journalier. C'était là une limite que ne dépassaient pas, en fait, un grand nombre d'industries. De plus, les Chambres de Commerce et les Préfets consultés par le Gouvernement s'étaient presque tous prononcés en faveur de ce maximum (1). Enfin, la journée de douze heures avait le gros avantage de donner satisfaction aux desiderata de la classe ouvrière sans nuire aux intérêts de la production. Ainsi que le disait M. Ch. Dupin : « Les manufacturiers ne demandent rien de plus, les ouvriers, les bons ouvriers, les vrais ouvriers, c'est-à-dire les ouvriers qui travaillent, trouvent aussi que douze heures est une limite raisonnable ; ils sentent que si l'on veut leur donner douze fois le prix d'une heure, ce sera beaucoup plus avantageux pour eux, leurs femmes et leurs enfants, que dix fois le prix d'une heure (2).

La loi des 9-14 septembre 1848 (3), qui remplaça le décret du 2 mars, abrogé en ce qui concernait la limitation des heures de travail, fixa donc uniformément la durée quotidienne du travail de tous les ouvriers à douze heures (article premier). On ne distinguait plus entre la capitale et les départements, comme sous le décret du 2 mars, l'ensemble du pays était soumis à la même législation.

Le maximum de douze heures pouvait exceptionnellement être élevé par des règlements d'Administration publique (article 2).

(1) Sur cinquante-huit Préfets consultés, cinquante-six avaient, en effet, émis un avis favorable à la fixation de la journée à douze heures « en se fondant sur les renseignements pris auprès de toutes les personnes pouvant les éclairer sur les besoins du commerce et sur la position des ouvriers ». V. discours de Sénart, ministre de l'intérieur, *Moniteur* de 1848, p. 2251. — Séance du 31 août.

(2) V. *Moniteur* de 1848, p. 2248. Séance du 31 août.

(3) Duvergier, T. XLVIII, p. 489 et suiv.

Afin de supprimer toute contestation possible entre patrons et travailleurs, et empêcher le retour de ce qui s'était produit sous le régime antérieur, l'article 3 de la loi disparaît : « Il n'est porté aucune atteinte aux usages et conventions qui, antérieurement au 2 mars, fixaient pour certaines industries la journée de travail à un nombre d'heures inférieur à douze ».

Ainsi, d'une part, certaines industries se trouvaient soumises à moins de douze heures de travail par jour, tandis que d'autre part, les industries déterminées par les règlements pouvaient dépasser le maximum légal.

Conformément à l'article 2, on se préoccupa de préparer les règlements prévus. Une commission spéciale fut créée à cet effet, par décision ministérielle du 28 janvier 1850. Elle se mit aussitôt à l'œuvre, réunit les documents qui lui étaient nécessaires pour connaître les industries qui réclamaient, à raison de leur condition spéciale, une situation privilégiée, et déposa son rapport au début de 1851.

Le 17 mai 1851, le Gouvernement sanctionnant ce rapport, promulguait un décret qui apportait un nombre assez considérable d'exceptions au principe de la limitation légale à douze heures du travail journalier (1).

Pendant longtemps la loi des 9-14 septembre 1848 ne fut guère sérieusement appliquée. Grâce à la faculté d'organiser le travail en séries, les industriels pouvaient tenir leurs établissements en activité aussi longtemps qu'ils le jugeaient à propos. Au surplus, le manque absolu

(1) Plusieurs décrets postérieurs l'ont depuis modifié.

de contrôle rendait vaines les pénalités dont auraient pu être frappés les délinquants (1).

Enfin, le peu de précision des termes employés par l'article 1^{er} de la loi permit à un grand nombre d'établissements de contester qu'ils étaient visés par elle et leur facilita le moyen de l'éluder. Cet article, en effet, ne réglementait le travail des ouvriers que « dans les manufactures et usines ». Que devait-on entendre par ces mots ? Devait-on, pour en préciser la portée, se baser sur le nombre des ouvriers employés, sur la nature des opérations, sur les moyens de productions ou sur tout autre signe extérieur ? Les avis étaient partagés, les solutions laissées à l'arbitraire, et, dans bien des cas, les inspecteurs s'abstenaient de sévir plutôt que de tomber dans l'excès contraire. Ce n'est qu'en 1885 que l'Administration, ayant été déjà plusieurs fois consultée, donna des mots « usines et manufactures » une définition moins vague que celle qui avait été fournie jusque là. Une circulaire ministérielle du 25 novembre 1885 prescrivit aux inspecteurs de considérer comme soumises à la loi de 1848 les industries auxquelles s'appliquait la loi du 22 mars 1844 sur le travail des enfants, c'est à dire : 1^o les établissements à moteur mécanique et à feu continu ; 2^o les fabriques occupant plus de vingt ouvriers réunis en ateliers.

Jusqu'en 1870 la question de la réglementation du travail des adultes en resta là. Mais à partir de cette époque les propositions affluèrent aux deux Chambres pour réduire la durée de la journée de travail.

(1) Les prescriptions de la loi de 1848 ne furent sérieusement appliquées que lorsque les inspecteurs du travail des enfants furent, en 1886, chargés d'y veiller.

Le 22 juin 1880 M. Waddington, dans son premier rapport sur le projet de loi qui devait être voté en 1892, réclamait avec énergie cette réduction aussi bien pour les hommes que pour les femmes, pour les adultes que pour les enfants. La limite fixée en 1848 lui semblait excessive. « Tous les jours de l'année, disait-il, à l'exception des dimanches et fêtes, l'ouvrier passe douze heures, et quelquefois quatorze, dans l'usine où il travaille ; le labeur corporel n'est pas dans la plupart des cas bien considérable, cela est vrai, mais l'effort soutenu pendant un tel laps de temps, la nécessité d'une surveillance incessante sur la machine qui lui est confiée, la tension d'esprit,... produisent une lassitude physique et morale dont il est facile de se rendre compte. Si l'habitation est éloignée de l'usine, à la durée normale de quatorze heures que représentent les douze heures de travail et les deux heures réservées au repas, il faudra ajouter le temps nécessaire pour le trajet à accomplir. » Le 27 janvier 1881, dans son rapport supplémentaire, il rendait compte qu'une enquête ayant été faite auprès des syndicats composés d'ouvriers se rattachant aux industries textiles et métallurgiques, ceux-ci s'étaient déclarés partisans de la diminution du travail quotidien.

La Commission supérieure du Travail, au mois de mai 1887, concluait dans le même sens. Elle proposait de fixer à onze heures la durée de la journée de travail de tous les ouvriers, estimant que la production n'en serait pas sensiblement diminuée. Lorsqu'on aurait réduit le travail des enfants et des femmes, disait-elle dans son rapport, celui des hommes n'allait-il pas du même coup et par voie de conséquence se trouver en fait diminué ? Dès lors, pourquoi ne pas comprendre ces derniers dans la réglementation nouvelle et fixer pour tous la même durée de travail ?

Mais le gouvernement n'adopta pas cette manière de voir ; il supprima du projet de loi les dispositions relatives aux hommes adultes. Le 13 décembre 1887 (1), dans un nouveau rapport à la Chambre, M. Waddington se rangea à son avis : « Nous trouvons inutile, dit-il, de compliquer les mesures de protection pour les faibles et pour les mineurs, pour les femmes et pour les enfants, d'une proposition inspirée par des sentiments humanitaires, nous le reconnaissons volontiers, mais qui repose sur les principes d'un socialisme d'État que nous repoussons de toute notre énergie. »

L'innovation que l'on avait voulu introduire dans la réforme poursuivie se trouvait ainsi écartée et la loi du 2 novembre 1892 fut votée sans qu'on y ait compris les ouvriers âgés de plus de dix-huit ans (2).

La mise en vigueur de la loi de 1892 se heurta, ainsi que nous l'avons déjà dit, à de nombreuses difficultés provenant de ce que hommes, femmes et enfants avaient des longueurs de journée différentes. Pour remédier aux inconvénients qui en résultaient, les industriels eurent recours à un moyen détourné. Au mépris des prescriptions légales qui fixaient à dix heures la journée des enfants, les patrons exigèrent d'eux onze heures de travail effectif ; par contre, ils ne retinrent plus, dans les usines et ateliers, les hommes adultes que onze heures également, au lieu de les y employer douze heures, ainsi qu'ils en avaient le droit. Les uns gagnaient ainsi ce que perdaient les autres.

(1) Chambre. Doc. parlem. Annexe 2204, p. 656.

(2) Au cours de la discussion de l'article 3, divers amendements avaient été proposés pour faire rentrer les hommes adultes dans le champ d'application de la loi, mais ils furent repoussés. (Séances des 12 et 14 juin 1888.)

L'Administration ferma les yeux. Mais ce *modus vivendi* ne pouvait éternellement durer, il donnait lieu à l'arbitraire le plus absolu et les industriels étaient toujours sous le coup de poursuites, comme contrevenant à la loi de 1892. Aussi, songea-t-on bientôt à y mettre fin.

Pour cela, il fallait unifier la journée de tous les ouvriers. Comme il ne pouvait être question d'augmenter le labeur des femmes et des enfants, on décida de réduire la limite du travail quotidien des ouvriers adultes.

Seulement, afin d'éviter toute opposition, il fut convenu qu'on n'étendrait pas la réforme projetée aux hommes travaillant seuls, car, d'une part, les difficultés d'application de la loi de 1892 ne pouvaient pas être invoquées ici, et, d'autre part, il n'y avait guère d'inconvénient pratique à laisser cette catégorie de travailleurs assujettie à la loi de 1848.

Dans les établissements qui n'employaient que des hommes, en effet, la durée journalière du travail avait été assez fortement réduite depuis 1848, puisque, en 1892, M. Waddington reconnaissait que « la durée moyenne du travail, dans les usines où ne sont employés que des hommes, ne dépassait guère dix heures ».

La loi de 1848 continua donc exclusivement à régir les adultes mâles travaillant seuls, et la journée de douze heures resta pour eux légalement en vigueur.

Mais pour ceux travaillant en concours avec des femmes et des enfants, il en fut autrement. Le législateur de 1900 abaissa successivement le maximum de leur journée de travail jusqu'à dix heures, ainsi que nous allons le voir maintenant.

SECTION II. — LÉGISLATION ACTUELLE.

Les textes qui régissent actuellement la matière sont : la loi des 9-14 septembre 1848, celle du 30 mars 1900 et le décret du 28 mars 1902.

Au point de vue de la réglementation de la durée du travail des hommes adultes, il faut distinguer aujourd'hui ceux qui travaillent dans des établissements mixtes et ceux qui travaillent seuls.

A. — ADULTES TRAVAILLANT SEULS.

§ 1^{er}. — *Champ d'application de la loi des 9-14 septembre 1848.* — Les seuls établissements visés par la loi de 1848 sont les « usines et manufactures ». Il faut entendre par là, d'après l'interprétation donnée par la circulaire du 25 novembre 1885 : 1^o les établissements à moteur mécanique ou à feu continu ; 2^o toute fabrique occupant plus de vingt ouvriers réunis en atelier.

D'où il suit que les établissements qui ne rentrent pas dans l'une ou l'autre de ces catégories, et qui n'emploient que des ouvriers adultes, ne sont soumis à aucune loi réglementant le travail. Il suffit donc qu'un établissement ne possède pas de moteur mécanique, ne soit pas à feu continu, ou possède moins de vingt ouvriers, pour qu'il ait la faculté de faire travailler son personnel au-delà de douze heures. Il peut ainsi arriver qu'un tout petit atelier soit assujéti aux obligations de la loi de 1842, parce qu'il emploie un moteur mécanique, tandis qu'un établissement

important y sera soustrait, si ses machines sont actionnées à la main ou au pied. Et un patron pourra imposer quatorze heures et plus de travail à ses ouvriers, s'il n'en fait travailler que dix-neuf, alors qu'il lui sera interdit de les faire travailler plus de douze heures s'il en emploie vingt-et-un.

Remarquons également que la loi de 1848 ne visant que les « usines et manufactures », les travailleurs agricoles, les employés de commerce, et même, parmi les ouvriers industriels, ceux qui ne travaillent pas « en atelier », tels que terrassiers, maçons, etc., restent étrangers à ses prescriptions.

§ 2. — *Durée du travail.* — Les adultes travaillant seuls ne peuvent fournir en principe plus de douze heures de travail sur vingt-quatre. C'est ce qui résulte de l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848 ainsi conçu : « La journée de l'ouvrier, dans les manufactures et usines, ne pourra pas excéder douze heures de travail effectif. »

La rédaction de ce texte prouve que le temps de repos ne doit pas être compté dans les heures de travail. L'ouvrier peut donc rester à l'usine plus de douze heures, à condition qu'il ne fournisse que douze heures de « travail effectif ».

Les douze heures de travail fixées par la loi sont un simple maximum, et non pas une limite absolue. Cela résulte formellement de l'article 3 de la loi, lequel dispose que dans tous les cas où des conventions antérieures fixaient des limites inférieures à la journée de travail, ces conventions devaient être respectées.

La règle générale, qui est posée par l'article 1^{er} de la loi de 1848, souffre cependant quelques exceptions. L'article 2

de cette loi dispose, en effet, que : « Des règlements d'administration publique détermineront les exceptions qu'il sera nécessaire d'apporter à la disposition générale de l'article 1^{er}, à raison de la nature des industries ou des causes de force majeure. »

Le décret du 17 mai 1851, successivement modifié par ceux du 31 janvier 1866, du 3 avril 1889, du 10 décembre 1899, indiquait autrefois les industries admises au bénéfice de ces dérogations. Il a été remplacé par le règlement du 28 mars 1902 qui, au lieu d'énumérer les industries privilégiées, désigne seulement certains travaux à l'occasion desquels les chefs d'établissements peuvent obtenir des prolongations de travail (1).

En résumé, les adultes travaillant seuls ne sont pas tous soumis à la même durée de travail. Ceux qui sont employés dans les « usines et manufactures » ne peuvent fournir plus de douze heures de travail par jour, aux termes de l'article 1^{er} de la loi de 1848. Ceux qui effectuent certains travaux indiqués par le décret du 28 mars 1902 peuvent, en vertu de ce même décret, travailler au-delà de douze heures. Enfin, les ouvriers adultes qui sont employés dans des établissements autres que les « usines et manufactures », au sens que nous avons donné plus haut, ne sont soumis à aucune espèce de réglementation : la durée de leur travail est illimitée.

Le travail de nuit est permis sans restriction à tous les ouvriers adultes.

(1) V. le décret et le tableau énumérant ces travaux. *J. O.* du 17 mai 1902, p. 3470.

B. — ADULTES TRAVAILLANT DANS DES ÉTABLISSEMENTS MIXTES.

§ 1^{er}. — *Personnel protégé.* — La loi du 30 mars 1900 a soumis les adultes mâles, travaillant dans les mêmes établissements que les femmes ou les enfants, aux mêmes mesures de protection que ceux-ci, en ce qui concerne, du moins, la durée de leur travail.

Ici, la réglementation ne s'applique pas seulement aux hommes travaillant dans les « usines et manufactures ». Elle s'étend à tous les ouvriers employés dans les établissements énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 ou dans leurs dépendances. Nous connaissons déjà quels sont ces établissements ; ce sont, d'une façon générale, tous ceux ayant un caractère industriel. Les établissements commerciaux, au contraire, restent en dehors de toute réglementation.

Pour que le personnel masculin jouisse des dispositions édictées en faveur des femmes et des enfants, la loi exige qu'il soit employé non seulement en concours avec ces derniers, mais encore « *dans les mêmes locaux* ».

Que doit-on entendre par ces mots « mêmes locaux » ? Des difficultés se sont élevées à ce sujet et des interprétations très différentes ont été données. La Cour de Cassation a enfin fixé la jurisprudence, en décidant que, par l'expression « mêmes locaux », on devait entendre : « l'atelier où le travail se fait simultanément et en commun, et qu'on ne saurait y comprendre les ateliers séparés et distincts d'une même usine (1) ». L'Administration, de son côté, a décidé

(1) Cassation, arrêt du 20 février 1902. *Dalloz périod*, 1903-1-256.

que le sens du mot atelier ne devait pas être restreint à une seule pièce, mais être étendu à l'ensemble des pièces contiguës où s'exécutent des travaux de même nature ou bien connexes (1).

§ 2. — *Durée du travail.* — La loi de 1900 a ajouté à l'article 1^{er} du décret-loi de 1848 la disposition suivante :

« Toutefois dans les établissements énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par la dite loi, la journée de ces ouvriers ne pourra excéder onze heures de travail effectif.

« Dans le cas du paragraphe précédent, au bout de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à dix heures et demie, et, au bout d'une nouvelle période de deux ans, à dix heures. »

Les hommes adultes, occupés dans un établissement où sont employés en même temps des enfants et des femmes, échappent donc désormais à la loi de 1848 et ne peuvent plus travailler douze heures, ainsi qu'il leur était loisible autrefois.

La journée de dix heures leur est légalement acquise depuis le 1^{er} avril 1904.

Exceptions. — Cette limite de dix heures peut être dépassée dans deux cas.

1° L'article 2 de la loi de 1900 s'étant bornée à compléter l'article 1^{er} de la loi de 1848 sans rien changer à l'article 2 de cette loi, et cet article 2 autorisant la détermination, par des décrets, d'exceptions à apporter à la durée du travail, il semble qu'on doive décider que le décret du 28 mars 1902

(1) Circul. minist. du 23 janvier 1902.

s'applique aux adultes travaillant dans les établissements mixtes, comme à ceux travaillant seuls. Pour les travaux énumérés par ce décret, la durée du travail des adultes peut donc dépasser dix heures et même douze. Cette solution semble s'imposer, la loi de 1848 restant en vigueur dans toutes ses dispositions non abrogées en 1900, même pour les adultes des établissements mixtes (1).

2° Il y avait difficulté de savoir, jusqu'en 1902, si le travail des hommes adultes, employés avec des femmes et des enfants, pouvait bénéficier, au point de vue de l'extension de sa durée, des mêmes exceptions que le travail de ces femmes et de ces enfants. Une circulaire du 17 mai 1900, interprétant la loi du 30 mars, avait résolu la question dans le sens de l'affirmative et décidé que l'on devait accorder aux adultes le bénéfice éventuel des exceptions que le législateur avait autorisées pour des ouvriers et ouvrières moins vigoureux et plus étroitement protégés. Le décret du 28 mars 1902, qui a donné la nouvelle liste des travaux propres à motiver des dérogations, s'est formellement prononcé dans ce sens. Son article 2 dispose, en effet : « Les facultés d'augmentation de la durée du travail journalier accordées pour les enfants, les filles mineures et les femmes, en vertu de la loi du 2 novembre 1892, s'appliquent de plein droit aux ouvriers adultes employés dans les mêmes locaux ». Ainsi, pour les travaux désignés par ce décret, la durée journalière du labeur des adultes peut être augmentée au delà de dix heures.

§ 3. — *Question des repos.* — Le décret du 9 septembre 1848 ne prévoit aucun repos pour les ouvriers qu'il régit.

(1) Cf. *Lois Nouvelles* 1900, p. 248.

Il est donc certain que les adultes travaillant seuls, pour lesquels ce décret-loi est le seul texte en vigueur, ne sont légalement astreints à aucun repos. Le patron peut les employer douze heures de suite, sans arrêt, ou faire alterner de courtes périodes de travail et de repos; tout est laissé à sa discrétion.

La situation des ouvriers travaillant dans les établissements mixtes est-elle la même? L'article 3 paragraphe 3 de la loi de 1892, modifié en 1900, dispose que : « Dans chaque établissement, sauf les usines à feu continu et les mines, minières et carrières, les repos auront lieu aux mêmes heures pour toutes les personnes protégées par la présente loi ». Quelle est la loi visée par cet article? S'il s'agit de celle de 1892, la règle de la simultanéité des repos ne s'appliquera qu'aux enfants et aux femmes; s'il s'agit, au contraire, de celle de 1900, cette règle devra être étendue aux hommes adultes travaillant dans les établissements mixtes.

La Cour de cassation s'était prononcée dans ce dernier sens par arrêt en date du 26 janvier 1901 (1). Cela était sans doute conforme à l'esprit de la loi qui, en unifiant la durée du travail, avait voulu permettre aux membres d'une même famille ouvrière, employée dans un même atelier, de pouvoir se réunir aux heures de loisir, mais le texte était violé d'une façon si flagrante que la Cour suprême ne tarda pas à modifier sa jurisprudence. Le 30 novembre de la même année (2), elle décidait que la loi du 2 novembre 1892 restait, suivant son titre, exclusivement applicable aux enfants, aux filles mineures et aux femmes,

(1) *D. P.* 1901-1-177.

(2) *D. P.* 1902-1-17.

de même que le décret de 1848 s'appliquait uniquement aux ouvriers mâles et adultes ; que l'article 1^{er} de la loi de 1900, qui avait modifié les articles 3, 4 et 11 de la loi de 1892, et l'article 2 de la même loi de 1900, qui avait modifié le décret du 9 septembre 1848, étaient deux dispositions distinctes s'incorporant respectivement chacune dans celle des lois qu'elles modifiaient, mais sans relations nécessaires entre elles au point de vue juridique, et que, par conséquent, sauf en ce qui concernait la durée de la journée du travail, rien n'était innové quant aux autres dispositions, telles que la simultanéité des repos et l'interdiction des relais. Un autre arrêt du 27 décembre 1901 (1) est venu confirmer cette interprétation, et la jurisprudence semble aujourd'hui définitivement fixée dans ce sens.

Il faut donc conclure que pour les hommes employés dans les établissements mixtes, pas plus que pour ceux travaillant sans le concours de femmes ni d'enfants, le repos n'est obligatoire pendant les heures de travail effectif.

En vertu des mêmes principes, il y a lieu de décider que les ouvriers adultes, même s'ils sont employés dans des établissements mixtes, peuvent exécuter des travaux de nuit.

SECTION III. — RÉGLEMENTATIONS SPÉCIALES.

§ 1^{er}. — *Adultes employés dans les mines.* — Jusqu'à ces derniers temps, la durée du travail des hommes adultes dans les mines n'était réglementée par aucune loi spéciale. Il y avait lieu alors de distinguer, au point de vue de la protection, deux classes d'ouvriers mineurs. D'une part,

(1) *D. P.* 1903-1-286.

ceux qui, travaillant en concours avec des enfants (1), tombaient sous le coup de la loi de 1900 et ne devaient pas fournir plus de dix heures de travail effectif, et d'autre part ceux qui, travaillant seuls, n'étaient soumis à aucune réglementation, même pas à celle édictée par le décret de 1848 qui ne visait que les usines et manufactures, et pouvaient par conséquent être employés pendant plus de douze heures.

Il est vrai de dire qu'en fait le travail souterrain n'atteignait pas souvent la limite de dix heures, même dans les mines qui ne rentraient pas dans le champ d'application de la loi de 1900. D'après l'enquête de l'Office du Travail, la durée moyenne du travail général dans les mines était de neuf heures quatorze minutes, en 1897 ; douze entreprises minières comprenant 8.860 ouvriers travaillaient huit heures et moins ; trente et une entreprises avec 53.593 ouvriers, de huit à neuf heures ; dix-sept avec 11.672 ouvriers, de neuf à dix heures ; deux entreprises seulement travaillaient de dix à onze heures. Le travail ne dépassait onze heures dans aucune mine (2).

Plus récemment M. Cotte, secrétaire général de la Fédération des ouvriers mineurs, déclarait que 41.000 mineurs demeuraient moins de neuf heures dans les fosses ; 41.000 y séjournaient de neuf heures à neuf heures trente ; 14.000 seulement de dix à douze heures. D'où il résultait que, pour tout le pays, la moyenne générale de présence dans les mines ne dépassait pas neuf heures vingt-sept.

Malgré cela on estimait que cette moyenne était encore

(1) Nous savons que les femmes sont totalement exclues des travaux souterrains.

(2) Office. du Travail. — *Salaires et durée du travail dans l'industrie française.* — Résultats généraux 1897, T. IV, tableaux IV (p. 38-39) et IX (p. 64-65).

trop élevée et qu'il fallait imposer à tous les exploitants de mines une durée journalière de travail uniforme. Les conditions exceptionnellement pénibles du travail sous terre n'étaient-elles pas suffisantes pour motiver une disposition législative spéciale, et l'exemple de quelques nations étrangères n'était-il pas là pour décider les plus timides à fixer au-dessous de dix heures le maximum du labeur quotidien des mineurs ?

Diverses propositions furent soumises aux Chambres, tendant à fixer à huit heures la durée de la journée de travail dans les mines. La plus importante de ces propositions est celle dont M. Basly fut l'auteur, et qui est devenue la loi du 29 juin 1905.

Déposé le 29 mars 1900 sur le bureau de la Chambre (1), le projet de M. Basly fit l'objet d'une étude approfondie de la part de la Commission du travail, à laquelle il avait été renvoyé. Cette commission ne négligea rien pour s'éclairer : elle sollicita et obtint du gouvernement qu'il soit procédé à une enquête spéciale sur les conditions du travail dans les mines françaises.

Le 12 décembre 1901 (2), M. Odilon Barrot faisait son rapport et, conformément aux conclusions de ce rapport, la Chambre des députés votait la journée de huit heures pour tous les ouvriers employés dans les mines. Mais le Sénat se montra moins hardi ; il se contenta d'accorder le bénéfice des huit heures aux mineurs employés à l'abatage seulement. La Chambre dut céder ; le 27 juin 1905 elle adoptait le texte que le Luxembourg avait voté.

Ce texte est devenu la loi du 29 juin 1905 (3).

(1) *J. O. Ch. Doc. parlem. Annexe 1564.*

(2) *J. O. Ch. Doc. parlem. S. E. de 1901. Annexe 2827.*

(3) *J. O. du 2 juillet 1905, p. 4053.*

Personnel protégé. — La loi de 1905 ne s'applique ni à toutes les mines, ni à tous les mineurs (1).

Les mines auxquelles la loi s'applique sont les « mines de combustibles » c'est-à-dire les mines de charbon. Les mines métallurgiques, les carrières souterraines ou à ciel ouvert, ne sont pas soumises à ses prescriptions. Encore y a-t-il, à l'égard des mines de combustibles, certaines restrictions.

Les articles 3 et 4 prévoient, en effet, des exceptions à la règle posée par l'article 1^{er} ; car si l'on avait voulu imposer à une exploitation toute entière, qui se manifeste sous des formes si variées, une réglementation trop étroite, c'eût été « courir de gaieté de cœur à un échec » et consacrer « une injustice nécessaire entre les mines florissantes du Nord et les houillères malades du Midi (2) ». L'article 3 s'exprime ainsi : « Des dérogations aux prescriptions de l'article 1^{er} pourront être autorisées par le ministre des travaux publics, après avis du Conseil général des mines, dans les mines où l'application de ces prescriptions serait de nature à compromettre, pour des motifs techniques ou économiques le maintien de l'exploitation ». Quant à l'article 4, il autorise les ingénieurs en chef de chaque arrondissement minéralogique à accorder des dérogations temporaires en cas d'accident à éviter ou à réparer, en cas de nécessités occasionnelles, ou en cas d'accord entre les ouvriers et l'exploitant pour le maintien de certains usages locaux.

Dans les mines de combustibles visées par la loi du 29 juin, tous les ouvriers ne jouissent pas de la journée de huit heures. Le législateur de 1905 n'a entendu admettre à

(1) V. Commentaire : *Lois Nouvelles* 1906-1-97.

(2) *La question de huit heures dans les mines* par L. de Seilhac. *Revue pol. et parlem.* Mars 1902

son bénéfice que les « ouvriers employés à l'abatage » soit du charbon, soit du rocher (1), c'est-à-dire les piqueurs. Les ouvriers qui sont employés au jour, à la surface de la mine, et ceux qui remplissent, au fond, des emplois divers autres que l'abatage, ne rentrent pas dans le champ de la nouvelle loi.

Cette solution, non seulement est conforme au texte de l'article 1^{er}, mais encore elle résulte des explications très précises fournies à ce sujet par le rapporteur de la loi au Sénat. Enfin, c'est dans ce sens que s'est prononcée la circulaire ministérielle du 20 octobre 1905 : « Pour tout le personnel autre que les ouvriers employés à l'abatage — y est-il dit — que ce personnel soit occupé au fond ou au jour, les règles sur la durée du travail découlant des lois des 2 novembre 1892 et 30 mars 1900,... continuent à être appliquées sans aucune modification et sans qu'on ait à se préoccuper d'une superposition éventuelle de la loi du 29 juin 1905, puisque cette loi ne s'applique en aucun cas à ce personnel (2) ».

« Pour les ouvriers employés à l'abatage dans les travaux souterrains — ajoute la même circulaire — les dispositions de la loi du 29 juin 1905 doivent éventuellement se combiner avec les deux autres lois précitées, de façon qu'il soit satisfait simultanément, suivant les circonstances à l'une et à l'autre de ces deux catégories de dispositions...»

Il suit de là, d'une part, que les mineurs employés à

(1) « Les ouvriers employés à l'abatage doivent s'entendre tant des mineurs et piqueurs au charbon que des mineurs au rocher... Ce qui caractérise l'abatage visé par la loi, c'est que les ouvriers qui y sont occupés font de l'avancement et sont les seuls à en faire dans une mine ». Art. 4 de la circulaire du 20 octobre 1905. — V. L. N. 1906-3-86.

(2) Circul. du 20 octobre 1905, loc. cit.

l'abatage sont à la fois assujettis aux prescriptions de la loi de 1905 et à celles des lois qui réglementent en général le travail industriel, de telle sorte que, même dans les mines autres que celles de combustibles, la durée de leur labeur quotidien est limitée à dix heures, s'ils travaillent en concours avec des enfants; et, d'autre part, que les mineurs non employés à l'abatage sont toujours et dans tous les cas régis par la loi du 30 mars 1900.

Il n'y a donc plus, dans l'état actuel de notre législation que les mineurs adultes employés seuls qui peuvent travailler au delà de dix et même de douze heures, la loi de 1848 n'étant pas, en effet, applicable à cette catégorie d'industrie.

Durée du travail. — La durée journalière du travail des ouvriers employés dans les mines de combustibles a été réduite par étapes successives, au lieu d'être abaissée tout d'un coup à huit heures.

L'article 1^{er} de la loi décide que cette durée ne pourra excéder neuf heures, six mois après sa promulgation, qu'elle sera réduite à huit heures et demie deux ans après la date précitée, et qu'elle sera définitivement fixée à huit heures au bout d'une nouvelle période de deux ans.

Depuis le 1^{er} janvier 1906 les ouvriers visés ne travaillent donc plus que neuf heures, le 1^{er} janvier 1908 ils travailleront huit heures et demie, et le 1^{er} janvier 1910 huit heures seulement.

Nous retrouvons dans la loi de 1905 une disposition analogue à celle insérée dans le décret-loi de 1848. Le paragraphe 3 de son article 1^{er} spécifie que : « Il n'est porté aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalents à des conventions qui, dans certaines exploitations ont fixé

pour la journée normale une durée inférieure à celle fixée par le paragraphe précédent ». Le législateur a voulu ainsi empêcher les exploitants, qui déjà avaient mis en usage la journée de huit heures, d'allonger cette journée pendant la période transitoire, en s'appuyant sur la nouvelle loi.

Le législateur de 1905 a adopté un système spécial pour calculer la durée du travail des mineurs protégés, c'est celui *du trait au trait*. La durée est comptée « depuis l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendant, jusqu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontant », c'est-à-dire de la dernière benne descendante à la première benne remontante. Dans les mines où l'accès a lieu par galeries, cette durée est calculée « depuis l'arrivée au fond de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point ». Ainsi, la durée légale du travail de la loi de huit heures n'est pas la durée effective du travail d'abatage, puisqu'elle comprend aussi le temps employé par le mineur pour se rendre de l'accrochage ou de la galerie d'accès à son chantier, par les voies souterraines.

Mais le repos pris, suivant le règlement de la mine, soit au fond, soit au jour, ne compte pas dans la durée légale ; le temps qui s'y trouve consacré doit être ajouté à cette durée. L'ouvrier peut donc demeurer dans la mine au-delà du nombre d'heures fixé par la loi ; le temps de présence ne doit pas être confondu avec la durée du travail effectif.

Disons, en terminant sur ce sujet, que M. Basly a déposé le 12 juin 1906 (1), une nouvelle proposition tendant à supprimer les exceptions admises par la loi de 1905 et à étendre le bénéfice de la loi de huit heures à toutes les mines et à tous les mineurs.

(1) Ch. Doc. parlem. 1906, p. 486. Annexe 32.

§ 2. — *Employés et agents des Compagnies de chemins de fer.* — Aucune loi spéciale ne réglemente encore la durée du travail des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains. Diverses propositions ont bien été transmises au Parlement, mais elles n'ont pu aboutir jusqu'à ce jour.

Le Sénat et la Chambre ne sont pas, en effet, d'accord sur le mode de réglementation qu'il convient d'adopter ici. Tandis qu'au Palais-Bourbon un projet, limitant à dix heures la durée de travail normal de tous les agents et employés de chemins de fer, avait été voté sans difficulté à la fin de 1897, au Luxembourg on hésita devant une pareille réforme, et la Commission sénatoriale estima qu'il fallait fixer la durée du travail par période et non par jour. M. Godin fit remarquer dans son rapport (1) que « si dans une usine le travail a une régularité, une uniformité qui permettent d'en déterminer la durée d'une façon précise, il n'en est pas de même en ce qui concerne les chemins de fer », que, dans ce dernier cas, « il s'agit non pas d'un travail fixe et déterminé, mais d'un travail intermittent qui consiste à conduire un train d'un endroit à un autre » et qu'il ne pouvait être question, par suite, de limiter à dix heures la journée de travail des agents des trains (2).

Le texte voté par le Sénat revint à la Chambre où il fut discuté le 14 novembre 1901 et vivement critiqué. M. Bertheaux insista sur l'utilité qu'il y avait à réduire la durée quotidienne du travail des employés de chemins de fer,

(1) Sénat. Débats parlem., 1901, p. 703.

(2) L'auteur du rapport sur le fonctionnement du service du contrôle du travail des agents de chemins de fer, pour l'année 1906, conclut également dans ce sens. « Le service des agents des trains, dit-il, présente souvent des différences telles que la nécessité d'appliquer des régimes différents s'impose. » V. Annexe au J. O. du 30 mars 1907, p. 173.

tant dans leur propre intérêt que dans celui des voyageurs, et obtint le rétablissement du texte primitif.

Depuis lors, des ordres du jour ont été votés au Palais-Bourbon pour faire aboutir la limitation légale dans le plus bref délai, mais le Sénat s'obstine à laisser dormir la future loi dans ses cartons.

En l'absence de tout texte législatif, ce sont des arrêtés ministériels qui règlent actuellement la durée du travail des agents des Compagnies de chemins de fer. La réglementation est différente suivant le genre de travail exécuté par ces agents.

1^o *Mécaniciens et chauffeurs*. — Leur situation est réglée par l'arrêté du 4 novembre 1899, modifié par celui du 20 mai 1902, qui vient d'être à son tour modifié par l'article 1^{er} de l'arrêté du 9 mai 1906 (1). Pour ces agents, la durée du travail est fixée par période et non par journée. L'arrêté du 9 mai 1906 dispose, en effet : « La journée de travail doit contenir, en moyenne, dix heures de travail effectif au plus et dix heures de grand repos au moins, de telle sorte que neuf jours consécutifs quelconques d'un roulement, compté de minuit à minuit, ne contiennent pas plus de quatre-vingt-dix heures de travail effectif et renferment un total de grand repos au moins égal à quatre-vingt-dix heures. »

La limite fixée pour la journée de travail à dix heures n'est pas une limite absolue mais une moyenne. Cela ressort de l'alinéa 2 de l'article 2 de l'arrêté du 4 novembre 1899, non modifié en 1906, qui est ainsi conçu : « Chaque période de travail doit être comprise entre deux grands

(1) Voir pour ces arrêtés : *Bulletin de l'Office du Travail*, 1899, p. 1029, et 1902, p. 414, et *Lois Nouvelles*, 1906-3-235.

repos, séparés par un intervalle d'au plus dix-sept heures, et ne pas contenir plus de douze heures de travail effectif. » A raison du caractère irrégulier du travail de ces agents, on peut osciller autour du point moyen de dix heures, exiger d'eux tantôt plus, tantôt moins, pourvu qu'au bout de la période de neuf jours, ils n'aient pas travaillé plus de quatre-vingt-dix heures. Les mécaniciens et chauffeurs de route ont droit, tous les dix jours en moyenne, à un grand repos de trente heures au moins ; ceux de manœuvre ont droit, si le mécanicien est aidé d'un chauffeur, à un grand repos de trente heures tous les quinze jours, ou de vingt-quatre heures tous les dix jours, et si le mécanicien est seul, à un repos de trente heures tous les douze jours ou de vingt-quatre heures tous les huit. L'intervalle entre deux repos consécutifs ne peut être supérieur à vingt jours. Ce congé remplace le repos hebdomadaire qui ne s'applique pas aux agents des chemins de fer (1).

2° *Autres agents des trains.* — Ils sont régis par l'arrêté du 4 novembre 1899, modifié par l'article 2 de l'arrêté du 9 mai 1906 (2). La durée de leur travail est fixée par période, non plus de neuf, mais de quatorze jours. La moyenne de leur service quotidien est évaluée à dix heures, mais cette moyenne peut être dépassée certains jours, à condition de n'être pas atteinte certains autres, de façon à ce que, tout compte fait, ces agents n'aient pas fourni plus de cent quarante heures de travail effectif pendant la période de quatorze jours, et aient eu au moins cent quarante heures de grand repos. Toutefois, pour ceux de ces agents dont le service ne comporte pas de découcher hors

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*, 1907, p. 60 et 64.

(2) Voir *Bulletin Off. du Travail*, pages 1030 et 1107 et *Lois Nouvelles*, 1906, loc. cit.

de la résidence, la durée moyenne du travail effectif est portée à onze heures et peut même être augmentée d'une demi-heure, sous certaines conditions. Tous les quinze jours en moyenne, et tous les trente jours au plus, ces agents doivent jouir d'un grand repos de vingt-quatre heures au minimum.

3° *Agents des gares, stations et haltes.* — Un arrêté du 23 novembre 1899 (1) réglemente les conditions de leur emploi. La durée de leur travail n'est pas fixée par période, mais par journée. Cette durée ne doit pas excéder douze heures sur vingt-quatre avec grand repos de neuf heures au moins. Ces agents ont droit à un jour de congé par mois ; leur travail de nuit est réglementé.

4° *Agents chargés de la surveillance et de l'entretien des voies.* — L'arrêté du 10 octobre 1901 (2) leur a étendu la même protection qu'aux employés de la classe précédente ; jusqu'alors ils étaient en dehors de toute réglementation spéciale.

Remarque. — Une circulaire du 15 février 1901 (3) a prescrit aux préfets de prendre, en ce qui concerne les chemins de fer d'intérêt local et les tramways, des dispositions se rapprochant autant que possible de celles prises par les arrêtés ministériels pour les grandes Compagnies. Conformément à ces instructions, le préfet de police de la ville de Paris a rendu un arrêté, en date du 18 octobre 1901 (4), relatif aux agents du chemin de fer métropolitain ; cet arrêté fixe, pour tout le personnel de cette Compagnie, la journée de travail à dix heures et exige que, chaque

(1) *Bulletin Off. du Travail*, 1899, p. 1103.

(2) *Id.* 1901, p. 795.

(3) *Id.* 1901, p. 208.

(4) *Id.* 1901, p. 796.

semaine, chaque agent jouisse au total de soixante-dix heures au moins de grand repos de neuf heures par jour et d'un congé de vingt-quatre heures consécutives.

Notons, en terminant, que la loi sur le repos hebdomadaire s'applique aux tramways et aux chemins de fer industriels (1).

§ 3. — *Travail à bord des navires de commerce.* — Dans la loi sur la Marine marchande du 17 avril 1907 nous trouvons des dispositions spéciales touchant la réglementation du travail à bord des navires de commerce (2).

Avant d'indiquer quelles sont ces dispositions, il importe de bien délimiter le champ d'application de la loi nouvelle.

Malgré la généralité de son titre (3), cette loi ne vise pas, en effet, tous les navires de commerce en ce qui concerne la réglementation du travail. L'article 32 prend soin de déclarer que cette réglementation ne s'applique ni aux « navires armés à la pêche, quel que soit le tonnage de ces navires, et quel que soit le genre de pêche qu'ils pratiquent », ni aux « bâtiments de commerce de moins de deux cents tonneaux de jauge brute et pratiquant des navigations autres que le long cours et le cabotage international ». Seuls, les navires de plus deux cents tonneaux de jauge et qui ne se livrent ni à la pêche, ni au cabotage ordinaire, ni à la navigation fluviale, sont donc soumis à la loi de 1907.

Cette réserve faite, voyons comment, à bord des navires visés, le législateur a réglementé la durée du travail.

(1) *Bulletin Off. du Travail*, 1901, p. 60 et 64.

(2) Ces dispositions font l'objet du titre II de la loi.

(3) Ce titre est : « *Loi concernant la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce.* » *J. O.* du 20 avril 1907.

Trois classes de marins sont envisagées par la loi.

1° *Officiers.* — A la mer, les officiers du pont ne doivent pas fournir plus de douze heures de service par jour et ceux des machines plus de huit heures. Dans les ports et rades abritées, le personnel officier, quel qu'il soit, ne doit qu'un service de dix heures par jour. Cependant, les jours d'arrivée et de départ, les périodes cumulées de service en rade ou dans le port et de service à la mer peuvent, pour tous les officiers, atteindre douze heures, à condition que cela ne se reproduise pas plus de deux fois par semaine.

Malgré cette limitation, aucun officier ne peut refuser son concours quand il en est requis par le capitaine, et cela quelle que soit la durée des heures de service commandées. Mais, hors les circonstances de force majeure et celles où le salut du navire, des personnes embarquées ou de la cargaison, est en jeu, circonstances dont le capitaine est seul juge, toute heure de service accomplie en plus du service normal donne droit à une allocation supplémentaire proportionnelle.

Ainsi, le maximum légal de la journée de travail peut être dépassé, soit au cas de force majeure, sans indemnité, soit pour toute autre cause, mais alors à charge d'indemnité. On n'a pas voulu qu'une limite fatale enlève au capitaine le concours de ses auxiliaires au moment où il peut en avoir besoin.

2° *Equipage.* — L'équipage du pont ne doit pas fournir plus de douze heures de travail sur vingt-quatre. Le personnel des machines ne peut être astreint à un travail de plus de huit heures par jour; cependant ce personnel doit en plus assurer la tenue en état des machines, en dehors des heures de quart et sans allocation supplémentaire, pourvu qu'aucun homme n'y soit employé plus d'une

heure sur vingt-quatre, si ce personnel est divisé en trois quarts; si, au contraire, il n'est divisé qu'en deux quarts, le travail de tenue en état des machines, effectué en dehors des huit heures, donne lieu à une allocation supplémentaire.

Telle est la durée du service à la mer. Dans les ports et rades, le personnel du pont ne doit pas travailler plus de dix heures par jour ni celui des machines plus de huit heures, sauf les jours d'arrivée et départ où la durée du travail peut atteindre douze heures. Mais cette dérogation n'est permise que deux fois par semaine au plus; elle ne s'applique, d'ailleurs, pas au personnel des machines.

De même que les officiers, aucun homme de l'équipage ne peut refuser ses services, quelle que soit la durée du travail qui lui est commandé. Il aura simplement droit à une allocation supplémentaire, à raison des heures qu'il aura fournies en dehors de son travail normal, à moins qu'il n'y ait eu force majeure, auquel cas rien ne lui sera dû.

3° *Novices et mousses.* — En tant que membres de l'équipage, les mousses et novices sont évidemment soumis aux prescriptions générales que nous venons d'indiquer. Ils sont, en plus, l'objet de quelques dispositions particulières que la loi de 1907 édicte en leur faveur. Les seules qui nous intéressent ici sont les suivantes: les mousses et les novices ne peuvent être employés au travail des chaufferies ni des soutes; de plus, il est interdit de leur faire faire le service des quarts de nuit, de huit heures du soir à quatre heures du matin.

La réglementation de la durée du travail à bord des navires aurait pu avoir, dans certains cas, des inconvénients. C'est pourquoi l'article 54 prévoit que des règle-

ments d'administration publique pourront autoriser des dérogations, soit permanentes, soit temporaires, aux prescriptions édictées par les articles 21 à 30 inclus, à raison de la brièveté des traversées, de la fréquence et de la durée des séjours dans les ports, de la nature du service auquel le navire est destiné, ou de toute autre cause.

Observons également que si la loi doit, en principe, entrer en vigueur six mois après la promulgation des règlements prévus, le ministre de la marine pourra accorder aux navires en service des délais (art. 56-3°), afin de faciliter l'application progressive des dispositions légales.

§ 4. — *Ouvriers employés dans les établissements de l'Etat.*

— Il n'existe, en faveur des ouvriers et employés de l'Etat, aucune loi spéciale réglementant la durée de leur travail. Mais la plupart d'entre eux échappent, en fait, au droit commun.

Les ouvriers des ateliers relevant du ministère de la guerre travaillent neuf heures seulement, depuis le 15 février 1904; ceux de l'imprimerie nationale ont également eu leur journée réduite de dix à neuf heures au mois d'avril de la même année. Diverses lois des finances, en relevant les crédits de certaines administrations, ont permis d'introduire une réforme identique dans quelques autres établissements de l'Etat (1).

La journée de huit heures existe dans les ateliers des postes du boulevard Brune, à Paris, depuis 1901 (arrêté du 9 février); elle a été étendue au personnel ouvrier des équipes téléphoniques des départements par un arrêté du

(1) Ce sont les manufactures de tabac et d'allumettes et l'Hôtel des monnaies et médailles. V. *Bull. Off. du trav.* 1903, p. 1107.

9 mai 1902. Les ouvriers des arsenaux et des établissements de la Marine situés hors des ports ne travaillent également que huit heures par jour (Circul. minist. du 7 janvier 1903).

Disons, en terminant, que diverses propositions de loi tendant à l'établissement de la journée de huit heures pour tous les ouvriers et employés de l'Etat ont été déposées par M. Vaillant le 13 janvier 1905 (1) et le 5 novembre 1906 (2). Ces projets renvoyés à la Commission du Travail n'ont encore fait l'objet d'aucune discussion devant le Parlement.

(1) Ch. Annexe au procès-verbal de la séance du 13 janvier 1905, n° 2198.

(2) Ch. Doc. parlem. 1907. Annexe n° 373, p. 61.

DEUXIÈME PARTIE

Limitation de la durée du travail dans la semaine.

LE REPOS HEBDOMADAIRE.

CHAPITRE PREMIER

Aperçu historique.

§ 1^{er}. — *Le repos hebdomadaire jusqu'en 1906.* — Jusqu'à ces derniers temps, l'obligation du repos hebdomadaire était loin d'être générale en France.

Depuis l'abrogation (1), au nom de la liberté de conscience, de la loi du 18 novembre 1814 sur le repos du dimanche (2), certaines catégories de travailleurs seulement jouissaient légalement d'un jour de repos par semaine ; c'étaient les filles mineures, les femmes et les enfants.

Les enfants avaient été les premiers à bénéficier de cette faveur. Aux termes de l'article 4 de la loi du 22 mars 1844,

(1) C'est la loi du 12 juillet 1880 qui abrogea celle de 1814.

(2) Cette loi disposait dans son article 1^{er} : « *Les travaux ordinaires sont interrompus les dimanches et fêtes reconnues par la loi de l'État* », mais un certain nombre de professions étaient exceptées. Cf. Levasseur. *Histoire des classes ouvrières après 1789*, t. I, p. 388.

en effet, les enfants au-dessous de seize ans ne pouvaient « être employés les dimanches... » dans les usines et manufactures à moteur mécanique ou à feu continu, ni dans les usines occupant plus de vingt ouvriers réunis en atelier. Les contrevenants étaient passibles d'une amende de 15 francs prononcée par le tribunal de simple police. Les amendes pouvaient être cumulées jusqu'à un maximum de 500 francs. En cas de récidive, c'est-à-dire de nouvelle contravention dans les douze mois, le tribunal correctionnel devenait compétent et pouvait frapper le délinquant d'une amende de 16 à 100 francs.

Les apprentis s'étaient vu étendre bientôt la disposition votée en 1841 pour les jeunes ouvriers. La loi du 22 février 1851 interdit aux maîtres de leur imposer le travail du dimanche, si ce n'est pour le rangement de l'atelier jusqu'à midi.

La législation de 1874 réalisa un nouveau progrès. Dans les établissements visés par son article 1^{er}, elle prescrivit le repos dominical non plus seulement pour les jeunes travailleurs de moins de seize ans, mais aussi pour toutes les filles mineures qui y étaient employées.

Enfin, la loi du 2 novembre 1892 avait étendu l'obligation du repos hebdomadaire aux ouvriers jusqu'à l'âge de dix-huit ans et à toutes les ouvrières quel que soit leur âge. Mais cette nouvelle loi s'était abstenue de désigner le dimanche comme jour de repos. Son article 5 portait simplement que les personnes protégées ne pouvaient être occupées « plus de six jours par semaine » (1). Chaque

(1) Cette règle souffrait cependant quelques dérogations : l'article 7 autorisait l'inspecteur divisionnaire à lever temporairement l'obligation du repos hebdomadaire pour certaines industries que devaient déterminer les règlements d'administration publique.

chef d'établissement avait donc le droit de choisir tel jour qu'il lui plaisait pour donner aux ouvriers le repos qu'il leur devait. Il pouvait même leur assigner des jours de congé différents, moyennant que l'affiche, prescrite par le paragraphe 2 de l'article 5, indiquât clairement quel était le jour adopté pour chacun d'eux, afin que le service de l'inspection pût exercer un contrôle efficace.

On avait toujours hésité à étendre la même faveur aux hommes adultes. La loi du 30 mars 1900 qui avait fixé pour la durée de leur journée de travail les mêmes limites que pour les femmes et les enfants, lorsqu'ils étaient employés en concours avec eux, n'avait, en effet, rien innové en ce qui concernait le repos hebdomadaire.

Cependant, l'habitude de ne faire travailler les ouvriers adultes que six jours par semaine tendait à se généraliser. Les rapports officiels sur l'application des lois réglementant le travail en 1904 et en 1905 constataient que cette tendance s'accroissait de plus en plus.

Le rapport pour l'année 1904 nous apprend, par exemple, que dans les établissements industriels les hommes adultes bénéficiaient généralement du repos hebdomadaire, ou tout au moins jouissaient d'une demi-journée de liberté par semaine, et que dans le commerce de gros le repos hebdomadaire, s'il était loin d'être la règle, se rencontrait toutefois assez souvent (1).

Des constatations analogues étaient faites l'année suivante. « L'octroi d'une journée ou tout au moins d'une demi-journée de repos par semaine tend à se développer dans le commerce. Mais dans les établissements de cette nature les habitudes varient d'une ville à l'autre. La Jér-

(1) Rapport de 1904. Paris, Imp. Nationale, 1905.

meture des établissements d'alimentation du dimanche midi au lundi midi semble le mode le plus généralement tenté en vue de satisfaire tout ensemble aux exigences de la clientèle et aux réclamations des employés » (1).

Néanmoins, malgré les grands progrès réalisés à cet égard par les mœurs publiques, il était évident que le repos hebdomadaire ne deviendrait général que si le législateur l'imposait. Aussi, de nombreux efforts furent faits pour aboutir au vote d'un texte défendant aux patrons d'employer leurs ouvriers plus de six jours sur sept. Ces efforts furent couronnés de succès; le 13 juillet 1906 une loi était votée qui rendait le repos hebdomadaire obligatoire pour tous les travailleurs, quel que soit leur âge et leur sexe, et cela aussi bien dans le commerce que dans l'industrie.

§ 2. — *Travaux préparatoires de la loi du 13 Juillet 1906.*

— La loi du 13 juillet 1906 est issue d'une proposition déposée par M. Zévaès sur le bureau de la Chambre, le 6 avril 1900 (2). Cette proposition était très simple; elle avait seulement pour objet d'assurer le repos hebdomadaire des employés de bazars et de magasins. Mais la Commission du travail, à qui elle avait été renvoyée, estima qu'elle était trop étroite et que, du moment qu'il s'agissait d'une loi, il fallait rendre accessible à son bénéfice le plus grand nombre possible de travailleurs. Aussi, sur le rapport déposé par M. G. Berry, le 16 janvier 1902 (3), elle soumit à la Chambre un contre-projet que cette dernière adopta le 27 mars suivant (4) presque sans discussion.

(1) Rapport de 1905. Paris, Imp. Nationale, 1906.

(2) Ch. Doc. parlem. p. 798, Annexe 1592.

(3) Ch. Doc. parlem. p. 20, Annexe, 2881.

(4) Ch. Débats parlem., p. 1572.

Ce projet ne fixait pas obligatoirement le repos à un jour uniforme ; il visait non plus seulement les employés de bazars et de magasins, mais tous les travailleurs du commerce et de l'industrie.

Afin de savoir si le moment était venu pour le législateur d'intervenir dans la question du repos hebdomadaire, une vaste enquête fut alors entreprise. La presque unanimité des représentants des ouvriers et employés, et beaucoup de représentants des patrons, se prononcèrent en faveur d'une obligation législativement imposée. Il n'y avait donc plus à hésiter ; la proposition votée par la Chambre fut transmise au Sénat et, le 21 février 1905 (1), M. Poirier déposait son rapport.

Aux termes de ce rapport la Commission acceptait le principe du repos hebdomadaire, sans désignation de jour. Cependant, en cas d'accord entre les quatre cinquièmes des chefs de maison d'une même commune exerçant le même commerce ou la même industrie, les maires pouvaient fixer, par arrêté, le repos au même jour pour tous les employés ou ouvriers de tous les établissements de ce commerce ou de cette industrie.

Le projet de la Commission sénatoriale fut discuté les 25 et 26 mai 1905 et les débats se terminèrent par le renvoi à la Commission d'un contre-projet qui fixait en principe le repos au dimanche. Ce nouveau projet fit l'objet d'un rapport supplémentaire qui fut présenté au Sénat par M. Prévot, le 20 mars 1906 (2). La discussion occupa plusieurs séances aux mois d'avril, de juin et de juillet.

Le 5 juillet 1906 la loi était votée par le Sénat, et dès le

(1) Sénat, Doc. parlem., p. 48, Annexe 28.

(2) Sénat, Doc. parl., p. 228, Annexe 108.

lendemain elle était transmise au Palais-Bourbon. Le même jour M. Zévaès déposait son rapport (1). La discussion se termina dans une seule séance, le 10 juillet, après déclaration d'urgence (2). Pour ne pas retarder l'application de la réforme si impatiemment attendue par les travailleurs, le texte du Sénat fut adopté sans modifications à l'unanimité de 547 votants (3).

Ce texte est devenu la loi du 13 juillet 1906 (4).

(1) Ch. Doc. parlam. p. 2175, Annexe 221.

(2) Ch. Débats parlam., p. 2210.

(3) *J. O.* du 11 juillet 1906, Ch. Déb. parlam. p. 2235. Chiffres rectifiés.

(4) *J. O.* du 14 juillet 1906.

CHAPITRE II

Loi du 13 Juillet 1906

établissant le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers.

SECTION I. — CHAMP D'APPLICATION DE LA LOI.

§ 1^{er}.

A. — *Établissements visés par la loi.* — Aux termes de l'article 1^{er} § 1^{er} de la loi du 13 Juillet 1906 : « Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance ».

1^o *Etablissements industriels ou commerciaux.* — Jusqu'ici, nous l'avons vu, les lois réglementant la durée du travail était applicables exclusivement aux ouvriers des établissements industriels. Voici le premier texte qui s'applique aux salariés de toutes catégories qu'ils soient employés dans le commerce ou dans l'industrie, et l'on ne saurait trop féliciter le législateur de 1906 d'avoir accompli cette heureuse

innovation qui marque le point de départ d'une ère nouvelle, et semble indiquer qu'on se préoccupera désormais des employés de commerce, dont la condition n'est souvent pas meilleure que celle des ouvriers de l'industrie, et que cependant on négligeait jusque là.

Il ne peut guère s'élever de difficultés sur le point de savoir ce que le législateur a entendu par les mots « *établissement industriel ou commercial* ». Si, en effet, l'article 1^{er} ne définit pas la portée de ces termes, il n'en reste pas moins certain que son champ d'action est le même que celui de la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité dans les établissements industriels et commerciaux (1). C'est ce qu'a fait remarquer M. le Ministre du commerce dans une circulaire du 3 septembre 1906, adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail (2); c'est aussi ce qui résulte des travaux préparatoires de la loi. Le projet primitif voté par la Chambre des députés reproduisait, en effet, l'énumération de l'article 1^{er} de la loi de 1893, tel qu'il avait été modifié en 1903, et si la Commission sénatoriale supprima cette énumération comme inutile, M. Poirrier reconnut formellement que, sous la rubrique générale « *établissement industriel ou commercial* », il fallait « *comprendre toutes les entreprises désignées dans le projet de la Chambre des Députés* » (3). Il faut donc comprendre dans les termes généraux de l'article 1^{er}: les manufactures, fabriques, usines, chantiers, laboratoires, cuisines, caves et

(1) La loi de 1903 a eu pour but d'étendre les dispositions de la loi de 1893 aux petites industries de l'alimentation, aux magasins, boutiques, bureaux et autres établissements similaires.

(2) *Bull. Off. du Trav.*, 1906, p. 945.

(3) Rapport Poirrier, Sénat, Doc. parlem., Annexe n° 28, p. 42.

chais, magasins, bureaux, boutiques, entreprises de chargement et de déchargement.

Mais ce ne sont pas là les seuls établissements qui tombent sous le coup de la loi, comme on pourrait le croire tout d'abord. Car, à côté de ces établissements *industriels ou commerciaux* visés par l'article 1^{er}, il y a certaines entreprises qui n'ont aucun caractère industriel ou commercial, et qui, cependant, en vertu de l'article 3 de la loi, se trouvent assujetties à l'obligation du repos hebdomadaire.

C'est ainsi, par exemple, que les hôpitaux, hospices et cliniques (art. 3-4^o), que l'on ne peut assurément pas regarder comme des industries ou des maisons de commerce, rentrent sans contestation possible dans le champ de la loi nouvelle (1).

Bien que l'article 1^{er} soit limitatif, ne vise que l'industrie et le commerce, il faut donc décider que quelques entreprises, n'ayant aucun caractère industriel ou commercial, sont cependant visées par lui. M. Séblin, au cours des débats devant le Sénat (2), fit observer le défaut d'harmonie qu'il y avait entre le texte de l'article 1^{er} et celui de l'article 3 ; mais l'article 1^{er} était adopté et pour ne pas retarder le vote de la loi, le législateur n'opéra pas la rectification demandée.

Il importe donc de ne pas oublier les précisions apportées par l'article 3, et ajouter, aux établissements visés par l'article 1^{er}, ceux qu'il énumère pour connaître le champ d'application de la loi de 1906.

2^o *Etablissements de bienfaisance ou d'enseignement professionnel*. — La loi du 13 juillet 1906 s'applique encore, en

(1) Cf. Circul. 3 septembre 1906, *loc. cit.*

(2) Sénat Déb. parlem. J. O. 4 avril 1906, p. 333.

vertu de l'article 1^{er}, aux établissements qui ont « *un caractère de bienfaisance ou d'enseignement professionnel* ». Ce n'est pas la première fois que les établissements de bienfaisance tombent sous le coup des lois réglementant la durée du travail. Déjà la loi du 2 novembre 1892 les atteignait, en ce qui concernait les femmes et les enfants, lorsqu'ils avaient un caractère industriel. La loi nouvelle, au contraire, frappe même ceux qui pratiquent exclusivement le commerce, ce qui sera du reste assez rare, ces maisons se livrant en général à des travaux exécutés chez elles et ayant par suite un caractère industriel.

Quant aux établissements d'enseignement, ils ne sont soumis à la loi que s'ils donnent l'enseignement professionnel, ce qui exclut les lycées, collèges et écoles quelconques où ne se pratique pas cet enseignement spécial. Si dans un même établissement existait un enseignement professionnel fonctionnant distinctement à côté d'un enseignement ordinaire, la loi de 1906 s'appliquerait au service consacré à l'enseignement professionnel seulement.

3° *Établissements de l'État*. — L'article 1^{er}, en décidant que tout établissement « *public ou privé* » doit donner le repos hebdomadaire, vise sans contredit les établissements de l'État. On l'a toujours entendu ainsi et même, dans le second projet de la commission sénatoriale, on avait ajouté à l'article 1^{er} ces mots : « ... même lorsque cet établissement est exploité par l'État ». Mais ce membre de phrase fut supprimé lors de la discussion, le ministre du commerce ayant fait observer que l'expression « établissement public », qui précédait, renfermait déjà la même idée.

Il était naturel que l'État fut le premier à appliquer dans ses établissements la loi qu'il imposait aux autres, ses employés et ouvriers ayant autant besoin d'un jour de repos

par semaine que ceux de l'industrie privée. Une réserve doit être faite cependant. Ce sont seulement, parmi les établissements de l'État, ceux qui ont un caractère industriel, qui sont assujettis à l'obligation du repos hebdomadaire. « En ce qui concerne l'État, lit-on dans la circulaire du 3 septembre, la distinction s'impose, comme pour l'exécution de la loi de 1903, entre la puissance publique et les exploitations industrielles et commerciales » (1). Aussi doit-on décider que les administrations publiques échappent à la loi de 1906. « Il faut, disait M. Poirrier, que ces administrations puissent apporter, outre les dérogations prévues par la présente loi, des dérogations supplémentaires jusqu'à ce que les crédits inscrits au budget permettent toute l'augmentation nécessaire du personnel ». Au contraire, les établissements de l'État où sont exécutés par lui ou pour lui des travaux industriels, qu'il s'agisse de manufactures de produits industriels ou de fabrication d'armes, de construction de navires, etc., sont compris dans la catégorie des établissements publics visés par l'article 1^{er}.

4° *Dépendances*. — Le législateur de 1906 a pris le soin de décider qu'il était interdit d'occuper un employé ou un ouvrier plus de six jours par semaine, non seulement dans les établissements que nous venons d'énumérer, mais également dans leurs « *dépendances* ». Le texte est formel et ne peut donner lieu à aucune controverse.

Que faut-il entendre par dépendances ? Il suffit, pour être fixé, de s'en référer aux différentes solutions intervenues à ce sujet à propos soit de la loi de 1892, soit de celle de 1893. Les dépendances sont les locaux accessoires de

(1) *Bull. Off. du Trav.* 1906, p. 946.

l'établissement principal utilisés tant pour le personnel que pour le matériel ; peu importe qu'ils soient séparés par un espace plus ou moins grand.

Remarque. — Pour que les établissements que nous venons d'énumérer puissent être assujettis à la loi, ils doivent avoir un fonctionnement normal et quotidien. Par application de ce principe, le tribunal de simple police de Paris a renvoyé des fins de la poursuite un marchand de nouveautés dont le magasin n'ouvrait que deux jours par semaine, car « dans un semblable établissement un ouvrier ne travaille pas plus de six jours chaque semaine, et les conditions prévues par l'article 1^{er} § 1^{er} de la loi de 1906 ne sont pas réalisées » (1).

Par conséquent, tout établissement réalisant les conditions prévues par la loi, mais ne fonctionnant pas d'une façon continue au cours de la semaine, échappe à l'obligation légale du repos hebdomadaire.

B. — *Établissements non visés.* — Le texte de l'article 1^{er} devant être interprété restrictivement et l'énumération faite par l'article 3 étant limitative, il est certain que les établissements qui n'ont pas un caractère industriel ou commercial, ou qui ne se livrent pas aux divers genres de travaux expressément visés par l'article 3, ne peuvent être soumis à l'obligation du repos hebdomadaire.

1° *Travaux agricoles.* — Les établissements où s'exécutent des travaux agricoles se trouvent exclus de plein droit de l'application de la loi, puisque le législateur les a passés sous silence. Les conditions spéciales dans lesquelles ces travaux sont accomplis, et la difficulté de contrôle, sont

(1) Trib. simp. pol. Paris 19 février 1907, *Gaz. Trib.* 17 mars 1907.

les principales raisons pour lesquelles on n'a pas voulu les réglementer (1), et en cela le législateur de 1906 n'a fait que suivre la tradition, aucune des lois ouvrières n'ayant jamais touché à cette matière.

« Le travail agricole est celui qui a pour but la culture et la récolte des productions de la terre et l'élevage des animaux. Il cesse au moment où commence le travail destiné à l'utilisation industrielle des produits ainsi obtenus ou recueillis » (2).

Toute exploitation dont le but est de cultiver la terre ou d'en récolter les produits échappe donc à la loi de 1906, même si on avait recours à des moyens industriels, à des moteurs mécaniques, pour exécuter ces travaux. Le fait seul que le travail a un caractère agricole rend la loi inapplicable : ainsi un établissement où l'on élèverait des animaux domestiques, même dans le but de les revendre pour en tirer un bénéfice, devrait être considéré comme un établissement agricole, non assujéti à donner le repos hebdomadaire à son personnel.

Mais, dès que cesse le travail agricole, c'est-à-dire « au moment où commence le travail destiné à l'utilisation industrielle des produits agricoles », la loi de 1906 doit recevoir application. Cette distinction entre le travail agricole et la transformation des produits obtenus par le travail agricole avait été signalée par M. Poirrier dans son rapport : « Nous entendons, disait-il, comprendre dans la loi les

(1) « Les ouvriers agricoles ne sont pas astreints à un travail aussi absorbant que celui des ouvriers et employés de commerce et de l'industrie ; ils ne vivent pas comme ceux-ci dans une atmosphère trop souvent viciée. On ne pouvait d'ailleurs soumettre à l'inspection tous les établissements agricoles, petits ou grands, de toutes les communes de France ». Rapport Poirrier, p. 42.

(2) Mesnard et Lenoury. — *La protection du travail industriel, Lois Nouvelles*, 1904-1-39, n° 18.

ouvriers et employés des industries qui transforment les produits agricoles ». Par suite, il faut considérer comme soumis à l'obligation du repos hebdomadaire le personnel d'une sucrerie, d'une distillerie, annexées à une ferme, et aussi d'une beurrerie distincte de toute ferme, car il y a la transformation totale du produit agricole et prédominance du travail industriel, tandis que n'y sera pas soumis le personnel d'une laiterie se bornant à recueillir un produit du travail agricole sans lui faire subir aucune transformation.

Il faut également décider que les ouvriers jardiniers ne sont pas soumis à la loi pour les travaux horticoles, tandis que les employés d'un magasin où se vendent des fleurs et des graines au détail s'y trouvent soumis, car un magasin de ce genre, ayant pour objet la vente et non la culture des graines ou des fleurs, fait un travail commercial et non pas un travail agricole. Il semble toutefois que s'il s'agissait de plantes vendues dans les jardins ou dans les serres de l'horticulteur la solution doive être différente ; l'horticulteur qui vendrait ainsi ses plantes d'une façon accessoire n'en pourrait pas moins être considéré comme un travailleur agricole. Dès lors, il ne saurait être contraint à donner à ses auxiliaires le repos hebdomadaire.

Quant à la pêche, que l'on doit rapprocher de l'agriculture puisqu'elle se borne à prendre et à utiliser des produits naturels, il semble légitime de lui appliquer les solutions précitées. C'est ainsi, par exemple, que les magasins ou halles, où se vend le produit de la pêche, tomberont sous le coup de la loi, tandis que le pêcheur vendant lui-même son poisson sur le port y échappera parce qu'il vend alors le produit de son propre travail.

2° *Travaux intellectuels.* — Prise dans un sens large, l'expression « travail intellectuel » signifie tout travail où

l'intelligence joue un rôle prédominant et pour ainsi dire exclusif. Mais la signification n'est pas la même dans le cas qui nous occupe, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de savoir qu'elles sont les professions, parmi celles où l'intelligence humaine est le principal élément d'action, qui échappent à la loi de 1906.

D'après les décisions que les tribunaux ont été appelés à émettre à propos de l'application de la loi de 1903, il semble que l'on doit distinguer, en pareil cas, les professions qui ont un objet industriel ou commercial de celles qui n'ont pas un objet de ce genre. C'est ainsi que la jurisprudence admet comme professions commerciales, soumises à la loi, les agents de change et les courtiers, tandis qu'elle ne reconnaît pas le caractère commercial aux avoués, huissiers et autres officiers ministériels.

En ce qui concerne les études de notaires la question a été spécialement tranchée par un vote explicite du Sénat. Un amendement ayant, en effet, été présenté par M. Delahaye pour ajouter au texte de l'article 1^{er} les mots : « une étude, un bureau », fut repoussé par le Sénat, M. Prévét, rapporteur, ayant fait observer que les employés de bureaux, relevant du commerce, étaient déjà visés par la loi, tandis que les clercs de notaire ne pouvaient se voir étendre les dispositions de cette loi qui était faite uniquement pour le commerce et l'industrie (1). Les agréés près les tribunaux de commerce, quoique n'étant pas légalement des officiers ministériels, offrent en fait trop de similitude avec les avoués pour ne pas être traités de la même façon ; leurs clercs ne peuvent donc, eux non plus, réclamer le bénéfice de la loi.

(1) *J. O.* du 30 juin 1906. — Sénat Déb. parlam. p. 717 à 720.

Pour les mêmes motifs, et conformément d'ailleurs à l'esprit général de la réforme de 1906, on doit décider que toutes les professions, dites libérales, dans lesquelles le travail intellectuel prédomine, ne sont pas soumises à l'obligation du repos hebdomadaire. Il s'en suit que les professeurs, médecins, avocats, journalistes, artistes, acteurs ne sont pas obligés de donner congé un jour par semaine à leurs secrétaires ou aides quelconques. Et nous assimilons aux médecins les vétérinaires et les dentistes, à cause de l'analogie de leurs professions.

Quant aux pharmaciens, la question de savoir s'ils exerçaient ou non une profession libérale, s'était posée à propos de l'application de la loi du 12 juin 1893 lorsque, en 1903, elle fut étendue aux établissements de commerce. Par arrêt du 25 mai 1905, la Cour de cassation décida que la profession de pharmacien était commerciale, « attendu que l'exercice de la pharmacie consiste à acheter des médicaments ou substances médicamenteuses pour les revendre dans un but de spéculation, soit dans le même état, soit après leur avoir fait subir une préparation » (1). Aujourd'hui donc, aucun doute ne peut subsister ; l'officine et le laboratoire d'un pharmacien rentrent dans la catégorie des établissements commerciaux visés par l'article 1^{er} de la loi de 1906. L'article 3-4^e de cette même loi les mentionne d'ailleurs expressément, ce qui suffirait, en dehors de la décision précitée de la Cour de cassation, à éviter toute controverse, étant donné qu'il faut tenir compte des précisions apportées par cet article, comme nous l'avons dit plus haut, pour connaître le champ d'application de la loi. Les pharmaciens, en leur qualité de vendeurs de marchandi-

(1) Cass. Crim. 25 mai 1905. — *D. P.* 1905-1-399.

ses, doivent par conséquent donner le repos hebdomadaire à leur personnel.

Puisque, ainsi, les professions libérales, celles où s'exercent des travaux intellectuels, restent étrangères aux prescriptions légales, le service de l'inspection n'aura pas accès dans les études des officiers ministériels, ni dans les cabinets des avocats, médecins, dentistes, etc.

3° *Industries de transport.* — Toutes les industries de transport ne sont pas soustraites à l'obligation du repos hebdomadaire. L'article 3-9° indique formellement que les entreprises de transport par terre autres que les chemins de fer sont admises de plein droit à donner le repos par roulement à leur personnel. Quelles sont donc celles de ces entreprises qui échappent à la loi ?

Il résulte, tant du paragraphe 9 de l'article 3, par *a contrario*, que de l'article 17 de la loi, que ce sont les entreprises de transport par eau et les chemins de fer (1).

Entreprises de transport par eau. — Il s'agit ici de la navigation sur les fleuves et canaux aussi bien que de la navigation sur mer, soit au long cours, soit au cabotage, soit pour la pêche, sans aucune restriction. Les grandes compagnies maritimes, comme les plus petits bateliers sont soustraits à la loi.

Les raisons pour lesquelles le législateur de 1906 a excepté de la réforme les transports par eau ont été indiqués par M. Poirrier dans son rapport : « non seulement, y est-il dit, leur nature même rend impossible d'imposer

(1) Art. 3. — « Sont admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement... 9° Entreprises de transport par terre autres que les chemins de fer... ».

Art. 17. — « Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux employés et ouvriers de transport par eau, non plus qu'à ceux des chemins de fer, dont les repos sont réglés par des dispositions spéciales. »

l'obligation d'accorder au personnel un jour de repos par semaine, mais encore les dérogations qu'il serait indispensable d'accorder pour ne pas entraver le fonctionnement de ces services seraient telles qu'il ne resterait plus rien du principe de la loi ».

Mais si la loi de 1906 ne vise pas les entreprises de transport par eau il est bon de noter que la loi du 17 avril 1907 a comblé en partie cette lacune (1). Cette loi prescrit, en effet, qu'à bord des navires de commerce qu'elle vise, le personnel doit jouir d'un jour de repos par semaine. Ce jour doit être autant que possible le dimanche, mais le capitaine peut en choisir un autre pour tout une partie de l'équipage (art. 28).

Le jour du repos, aucun travail ne peut être effectué dans les ports et rades. A la mer, ne peuvent être exécutés ce jour là que « les travaux indispensables pour la sécurité et la conduite du navire, le service des machines, les soins de propreté quotidiens, l'approvisionnement et le service des personnes embarquées ».

Le repos hebdomadaire peut être supprimé dans les circonstances de force majeure; il peut être également supprimé pour tout autre cause, mais alors moyennant une allocation supplémentaire.

Chemins de fer. — Ainsi que le fait remarquer l'article 17 *in fine*, si les chemins de fer sont exclus des dispositions légales, c'est qu'il existe pour eux une réglementation spéciale. Plus que tous les autres travailleurs, les agents et employés de chemins de fer ont besoin non seulement de repos périodiques, mais encore de repos quotidiens, et l'on

(1) Cf. Dugarçon, *Le repos hebdomadaire à bord des navires de commerce*, Revue économique de Bordeaux 1907, t. XVII, p. 208 à 228.

comprend, dès lors, que ces repos aient été réglés avant 1906. Il importe de remarquer toutefois que les repos de ces employés sont fixés par période de dix jours au lieu d'être hebdomadaires, et l'on se demande si, dans l'intérêt tant de leurs forces que de la sécurité du public, on n'aurait pas bien fait de les faire rentrer dans le droit commun. Malgré les difficultés que cela aurait pu soulever il semble qu'il n'eût pas été impossible de limiter à six jours, au lieu de neuf, la période pendant laquelle il peuvent se livrer à leur travail pénible.

Au cours de la discussion générale sur le budget des Travaux publics, M. Arthur Groussier a posé, à ce sujet, une question au Ministre des Travaux publics. Celui-ci a répondu : « J'ai demandé aux Compagnies de chemins de fer de me saisir dans le plus bref délai de leurs propositions. Ces propositions je les examinerai. Si je trouve dans mes droits de Ministre des Travaux publics la possibilité de réaliser cette mesure qu'il faut faire aboutir le plus rapidement possible, je me contenterai bien entendu des droits que je tiens ou de la loi ou des décrets. Si j'estime que ces droits sont insuffisants, ou que les propositions des Compagnies ne donnent pas satisfaction aux ouvriers et employés des chemins de fer, je saisisrai le Parlement d'un projet de loi rendu nécessaire » (1).

On peut espérer, en présence d'un engagement si formel, qu'une réglementation spéciale interviendra bientôt pour assurer le repos hebdomadaire à cette catégorie si intéressante de travailleurs.

Tramways. — En excluant les chemins de fer de l'application de la loi de 1906, a-t-on du même coup exclu les

(1) Séance du 11 Décembre 1906, Ch., Déb. parlem. *J. O.* du 12 Décembre.

tramways et autres entreprises assimilables? La question fut soulevée au cours des débats, et il résulta des explications très nettes fournies par le rapporteur devant le Sénat que, le mode d'exploitation des chemins de fer étant tout différent de celui des tramways, ces derniers ne pouvaient être traités de la même façon. En conséquence, il fut entendu que les tramways rentraient dans la catégorie des entreprises de transport par terre autres que les chemins de fer, visées par l'article 3-9°, et tombaient sous le coup de la loi.

C'est ce que décida une circulaire du Ministre des Travaux publics et de son collègue du Travail, en date du 17 décembre 1906 (1). Cette circulaire assimila même, à ce point de vue, aux tramways « les chemins de fer industriels et miniers n'assurant pas de service public de voyageurs et de marchandises ».

Conformément à l'interprétation donnée par la circulaire ministérielle, le tribunal de simple police de Brest jugeait, le 9 janvier 1907, « qu'il n'y a pas lieu d'assimiler, au point de vue de l'application de la loi sur le repos hebdomadaire, la situation du personnel des Compagnies de tramways à celle du personnel des Compagnies de chemin de fer, bien que d'une façon générale les tramways tiennent, dans le régime des voies ferrées, la même place que les chemins de fer d'intérêt local » (2).

Mais bientôt des difficultés naquirent sur le point de savoir si certains tramways ne devaient pas, à raison de leur importance et de leur caractère incontestable d'utilité publique, être assimilés aux chemins de fer qu'ils rempla-

(1) *Bull. Off. du Trav.* 1907, p. 60.

(2) *D. P.* 1907-5-24.

cent souvent. Devant l'intérêt évident qu'il y avait à laisser fonctionner comme par le passé ces grandes entreprises de tramways, le Ministre du Travail n'a pas hésité à se prononcer en faveur de l'assimilation. La circulaire du 22 mai 1907 (1) distingue, en effet, deux sortes de tramways. D'une part, les tramways qui relient des centres éloignés et qui ont pour objet de permettre le transport, entre ces points, non seulement de voyageurs mais encore de marchandises; ceux-là ne peuvent être différenciés des chemins de fer ni au point de vue des conditions d'établissement, ni au point de vue du mode d'exploitation, « ils sont en réalité, malgré leur dénomination, de véritables chemins de fer d'intérêt local », et sont par conséquent soustraits à la loi de 1906. D'autre part, les tramways établis dans les villes ou leur banlieue et comportant des voyages journaliers très fréquents; ceux-là « constituent en quelque sorte des services d'omnibus sur rails » et tombent sous le coup de la loi. Mais, il faut le reconnaître, le critérium de la distinction proposée par le Ministre est assez vague; quand est-ce que la distance qui sépare deux centres sera suffisante pour motiver l'assimilation des tramways qui les desservent aux chemins de fer? Il y a là une question de fait que les tribunaux seuls pourront trancher.

Observons, en terminant sur ce point, que, dans les entreprises de tramways non assimilables aux chemins de fer, il n'y a pas lieu de distinguer entre le personnel non attaché à la conduite des voitures et les conducteurs de voiture. Un jugement du tribunal de simple police de Brest (2) qui avait fait cette distinction, déclarant les con-

(1) *Bull. Off. du Trav.* 1907, p. 611.

(2) Trib. s. pol. de Brest, 9 janvier 1907 précité.

ducteurs de voitures seuls non soumis à la loi, a, en effet, été annulé par la Cour de Cassation, laquelle a déclaré que tous les employés de tramways étaient assujettis au repos hebdomadaire (1).

Au contraire, une différence devrait être faite, pour l'application de la loi du 13 juillet, « entre le personnel employé à une entreprise de transport proprement dite, et celui qui peut être occupé dans de véritables industries ou commerce, exercés en fait par l'entreprise de transport, mais qui pourraient être exercés sous une autre raison sociale, sans compromettre le fonctionnement de l'industrie de transport » (2). Ce personnel, qui ne coopère en rien au transport proprement dit, jouit donc du bénéfice de la loi de 1906.

§ 2.

A. — *Personnes assujetties.* — Les personnes assujetties à la loi du 13 juillet 1906 sont, ainsi que nous le dit l'article 1^{er}, les *employés* et les *ouvriers*. Ces termes sont absolument généraux et il faut comprendre sous cette dénomination « toute personne employée par un patron à un travail concourant à l'objet de son entreprise industrielle ou commerciale », suivant les termes de la circulaire du 3 septembre 1906.

De la généralité de ces termes il résulte tout d'abord que la loi s'applique aux ouvriers et aux employés quel que soit leur âge et leur sexe. Primitivement, l'article 1^{er} portait qu'il était interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même ouvrier ou employé « de l'un ou l'autre

(1) Cassation crim., 16 mai 1907.

(2) Circul. 3 septembre 1906, loc. cit., p. 952.

sexe ». Bien que la rédaction définitivement adoptée ne contienne pas la même précision, il semble qu'on méconnaîtrait l'intention du législateur en donnant un sens restrictif aux mots « employés » et « ouvriers », alors que certainement celui-ci a entendu viser les femmes comme les hommes, les adultes comme les enfants.

D'ailleurs, l'article 18 de la loi de 1906 en décidant que « sont abrogées les dispositions des articles 5 et 7 de la loi du 2 novembre 1892 en ce qui touche le repos hebdomadaire » (1) confirme cette opinion. Il est évident que ces dispositions n'ont été abrogées que parce qu'elles étaient remplacées par celles de la loi de 1906, sans quoi les personnes protégées par la loi de 1892, c'est à-dire les femmes et les filles de tout âge et les garçons de moins de dix-huit ans, ne seraient plus du tout astreints à l'obligation du repos hebdomadaire.

Il faut par conséquent décider que les hommes, les femmes et les enfants rentrent tous sans exception dans le champ d'application de la loi du 13 juillet.

Pour les hommes adultes l'obligation du repos hebdomadaire est un fait nouveau; jusqu'alors ils ne jouissaient, en fait, de ce repos que s'ils travaillaient dans les mêmes locaux que les femmes et les enfants, tandis que désormais ils ont acquis la possibilité légale de se reposer un jour par

(1) Il est essentiel d'observer que ces articles 5 et 7 ne sont abrogés que « en ce qui touche le repos hebdomadaire ». Les dispositions spéciales contenues dans ces articles et qui concernent le chômage des jours fériés subsistent donc et restent en vigueur. Le commissaire du gouvernement fit, en effet, remarquer que l'abrogation totale de ces articles aurait eu pour résultat, d'une part, d'enlever aux femmes et aux enfants le droit que leur reconnaissait l'article 5 *in fine*, de se reposer les jours fériés, et d'autre part de supprimer toutes les dérogations accordées à l'industrie relativement à la durée du travail journalier de ces mêmes personnes en vertu de l'article 7. (Sénat, Déb. parlem., J. O. 15 juin 1906, p. 758.)

semaine dans tout établissement industriel ou commercial.

Quant aux enfants et aux femmes, la loi de 1906 a apporté une double innovation au régime de leur repos hebdomadaire. D'une part, ce repos est devenu obligatoire dans le commerce comme dans l'industrie, tandis que la loi de 1892 ne l'imposait que dans les établissements industriels ; d'autre part, le repos doit être normalement pris le dimanche, la fixation du jour n'est plus laissée au choix du patron. Mais nous ajouterons que la loi de 1906, si elle est applicable aux femmes et aux enfants comme aux hommes, dans ses dispositions générales, ne l'est pas dans quelques-unes de ses dispositions spéciales, soit aux enfants, soit aux femmes, soit à la fois ni aux enfants ni aux femmes. Les paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 18 s'expliquent à ce sujet ; ils signalent les dérogations qui ne s'étendent pas à ces personnes. Le législateur de 1906 n'a pas voulu, en effet, mettre les personnes protégées par la loi de 1892 dans une situation moins favorable que celle qu'elles avaient antérieurement.

Nous déciderons également que le fait pour un ouvrier de n'être pas salarié ne suffit pas pour priver celui-ci du repos hebdomadaire. Les termes généraux de la loi n'autorisent aucune distinction entre les travailleurs salariés et ceux qui ne le sont pas. Du moment qu'une personne est employée par un patron à un travail concourant à l'objet de son entreprise, elle doit être considérée comme rentrant dans la définition de l'article 1^{er} et tombant sous le coup de la loi. On n'a pas à se préoccuper du point de savoir si elle touche ou non un salaire.

Ainsi, « un apprenti, d'après les termes même du contrat d'apprentissage (art. 1^{er}, loi du 22 mai 1851), rentre forcément dans la catégorie, sinon des ouvriers, du moins

des employés désignés par l'article 1^{er} de la loi », et son patron « alors même qu'on le considérerait comme le représentant de la puissance paternelle, doit, tout en surveillant l'emploi de la journée de son apprenti, lui accorder le repos hebdomadaire prévu par la loi », (Trib. s. pol. de Toulouse, 8 décembre 1906) (1). Ce jugement, on le voit, laisse complètement de côté la qualité de salarié, pour s'attacher exclusivement à celle d'employé, et reconnaît spécialement aux apprentis non salariés le droit de revendiquer la faveur légalement reconnue en 1906 à tous les travailleurs du commerce et de l'industrie.

La Cour de Cassation a d'ailleurs consacré cette jurisprudence par arrêt du 7 mars 1907 (2).

Le fait de ne travailler que quelques heures par jour ne constitue pas non plus un obstacle à l'application de la loi de 1906, l'article 1^{er} de cette loi, en édictant qu'il est défendu d'occuper plus de six jours par semaine un même ouvrier ou employé, ne faisant aucune restriction en ce qui concerne la durée de la journée de travail. On ne saurait donc soutenir qu'un patron n'est pas obligé d'assurer un jour de repos par semaine à ses employés lorsque ceux-ci restent à son service une demi-journée seulement. Il a été jugé dans ce sens que les porteuses de pain « bien que terminant leur travail à midi, sont, pour le repos hebdomadaire, assimilées aux autres ouvrières » (3).

Ainsi, tout ouvrier ou employé travaillant dans l'un des

(1) *Gaz. Trib. Midi*, 10 février 1907.

(2) Cass. crim., 7 mars 1907. Sirey, 1907-1-64.

(3) Trib. simp. pol. Paris, 21 février 1907, *Gaz. Trib.* 17 mars 1907. M. Cosnard a proposé cependant de soustraire à la loi les ouvriers et employés dont le travail n'excédait pas cinq heures par jour. (Ch. Doc. parlem. Séance 20 mars 1907, p. 246. Annexe 863.)

établissements rentrant dans le champ d'application de la loi de 1906, a droit au repos hebdomadaire.

Nous remarquerons cependant que, dans certains établissements, il faut distinguer entre ceux qui ont la qualité d'employé ou d'ouvrier et ceux qui, n'ayant pas cette qualité, ne peuvent invoquer les dispositions légales pour réclamer le repos hebdomadaire. Par exemple, dans les hôpitaux, asiles et hospices, alors que les médecins, internes, externes et étudiants adjoints au service ou admis à y pénétrer pour leurs études, échappent à la loi, les infirmiers, garde-malades, domestiques, et tout le personnel de service ou administratif, y sont soumis. Il en est de même dans les journaux ; à part les rédacteurs, le reste du personnel est assujéti à la loi. De même encore, dans les théâtres, les acteurs, n'étant ni des employés ni des ouvriers, ne sont pas soumis à la loi ; il en est autrement pour les machinistes, ouvreuses, caissiers et autres employés préposés à des services accessoires (1). Pour les musiciens et les figurants la question est plus délicate : sont-ce des artistes ou de simples employés ? On tombe forcément ici dans l'arbitraire et c'est aux tribunaux d'apprécier cette infinie variété de situations que le législateur n'a pu préciser, mais en donnant aux mots « employés » et « ouvriers » une compréhension aussi vaste que possible.

B. — *Personnes non assujetties.* — Si toute personne qui concourt par son travail à l'objet d'une entreprise industrielle ou commerciale, en qualité d'ouvrier ou d'employé, se trouve soumise aux prescriptions de la loi, par contre,

(1) Cf. Circul. 3 septembre, loc. cit. p. 948.

toute personne employée par un patron à des travaux ne présentant pas ce caractère n'est pas admise à son bénéfice. En d'autres termes : tous les employés et ouvriers ont droit au repos hebdomadaire, mais il n'y a que les employés et ouvriers qui y ont droit.

Nous allons donc voir maintenant quelles sont les personnes qui ne peuvent se prévaloir de la loi de 1906.

1^o *Ouvriers travaillant chez eux.* — D'après les principes que nous venons d'énoncer on pourrait croire que toute personne employée par un patron, rentre dans la catégorie des « employés » et « ouvriers » visés par la loi et soumis à l'obligation du repos hebdomadaire, même si elle emporte chez elle l'ouvrage qui lui est confiée pour l'y exécuter. Il n'en est rien cependant. L'article 1^{er} exige, pour que l'employé ou l'ouvrier ne puisse travailler plus de six jours par semaine, une condition essentielle : l'ouvrier doit être employé « dans un même établissement ».

L'ouvrier qui travaille pour un patron, mais qui ne travaille pas chez son patron, n'est donc pas assujéti à se reposer obligatoirement un jour par semaine. Il peut travailler tous les jours, l'industriel ou le commerçant qui lui a donné sa besogne n'a pas qualité pour le surveiller, il n'a sur lui aucune autorité. De même que les autres lois réglementant le travail, la loi de 1906 ne s'applique pas à l'industrie à domicile, et un patron ne saurait être poursuivi pour avoir fait travailler le dimanche des ouvriers qu'il emploie, fût-ce d'une manière habituelle, si ces ouvriers exécutent leur ouvrage en dehors de ses ateliers. Il en serait de même d'un propriétaire d'usines qui loue des emplacements et des métiers à des ouvriers pour y venir procéder à leurs travaux, pourvu que leur réunion dans ces locaux, l'organisation générale de l'entreprise et

l'autorité exercée sur eux n'en fassent pas un véritable chef d'industrie (1).

2° *Patrons travaillant seuls.* — Les patrons ne sont bien certainement pas astreints à l'obligation du repos hebdomadaire. La loi a été faite uniquement pour les ouvriers et employés. S'il avait dû en être autrement d'ailleurs, le législateur aurait prescrit la fermeture de tous les établissements le dimanche; or, il résulte formellement des travaux préparatoires qu'on n'a pas entendu porter une si grave atteinte à la liberté du travail. Un amendement déposé dans ce sens par M. Berger, devant le Sénat, fut repoussé à une forte majorité.

Le petit patron qui tient seul sa boutique a donc le droit de travailler plus de six jours par semaine; celui-là même qui a des employés peut, le jour du repos, continuer seul son commerce, il ne viole pas la loi, du moment qu'il donne congé à son personnel. De cette façon, il est vrai, les petits commerçants peuvent, en continuant leur vente, porter préjudice aux établissements similaires plus importants, mais cette considération ne doit pas empêcher de les soustraire à une loi qui n'a pas été faite pour eux.

3° *Parents du patron.* — Bien qu'aucun article de la loi de 1906 n'exclue les ateliers de famille de son champ d'application, il faut décider cependant que ces sortes d'ateliers ne sont pas visés par elle. En conséquence, un industriel ou un commerçant peut, le jour du repos hebdomadaire, se faire assister des membres de sa famille pour continuer son travail.

Mais une question se pose à ce propos. Que faut-il enten-

(1) C'est ce qui a été décidé par la Cour de Cassation à propos de la loi de 1892. *D. P.* 1897-1-304.

dre par « les membres de la famille » ? S'agit-il de tous les parents et alliés, à quelque degré qu'ils soient ; ou s'agit-il seulement de certains parents ? La question est importante puisqu'il y a lieu d'exiger l'application de la loi aux membres de la famille du patron, lorsqu'ils sont véritablement des employés ou des ouvriers (1), tandis que cette application ne se fait pas si les parents n'ont pas ce caractère.

Dans une circulaire du 30 novembre 1906 (2), le ministre du travail et de la prévoyance sociale, interprétant les termes de sa précédente circulaire du 6 du même mois, a décidé que seuls les enfants et la femme d'un chef d'entreprise rentraient dans la catégorie des « membres de la famille » non soumis à la loi. « La femme — est-il dit dans la circulaire — est en effet l'associée du mari... Les enfants concourent, avec la femme, à la gestion commerciale ou industrielle du patrimoine dont la garde appartient au père ». C'est à raison de cette association de fait, de cette communauté d'intérêts, que l'on a admis cette latitude pour un commerçant de se faire aider dans son travail de sa femme et de ses enfants tous les jours de la semaine ; on présume d'ailleurs que l'affection qu'il porte à ces personnes l'empêchera d'abuser de leurs forces et qu'il leur donnera, de son propre gré, le repos dont elles ont besoin. Il paraît logique d'appliquer la même solution à la concubine d'un patron et à ses enfants naturels, au moins lorsqu'ils ont une sorte de possession d'état. S'il en était autrement des constatations trop indiscrètes pourraient venir jeter le trouble chez certains commerçants et leur causer

(1) Circul. du Ministre du Travail du 6 novembre 1906. *Bull. Off. du Trav.* 1906 p. 1261.

(2) *Bull. Off. du Trav.* 1906, p. 1263.

un préjudice irréparable. Les pupilles doivent également être assimilés aux enfants.

Ainsi, lorsqu'un inspecteur rencontre dans un magasin des personnes travaillant le jour du repos, et qu'il résulte des explications du commerçant que ces personnes sont sa femme ou ses enfants, aucune contravention ne peut être dressée. Les inspecteurs n'ont pas à demander à voir le contrat de mariage pour, au cas de séparation de biens par exemple, soutenir que la femme n'est pas l'associée du mari ; la circulaire du 30 novembre le leur a formellement interdit (1).

En dehors de ces personnes, les « membres de la famille » doivent être considérés et traités comme de simples ouvriers ou employés. Ainsi, un patron doit le repos hebdomadaire aux parents en ligne collatérale qu'il emploie, tels que frères, neveux ou cousins, et cela alors même qu'il ne leur donnerait aucun salaire. Le fait d'habiter depuis longtemps avec ce patron ne changerait rien non plus à l'obligation dans laquelle celui-ci se trouve d'accorder le repos hebdomadaire à ces mêmes parents (2). Il n'y aurait d'exception que dans le cas où ces parents seraient en même temps associés du patron, au sens civil ou commercial du mot, mais alors ils échapperaient à la loi non pas en qualité de « membres de la famille », mais en qualité d'associés (3). Sous cette réserve on peut dire, avec la circulaire ministérielle, que « les membres de la famille (autres que la femme, les enfants, les associés), s'ils sont

(1) « Il ne s'agit pas ici d'association civile ou commerciale, et votre contrôle n'a pas à connaître des contrats de mariage ». Circul. 30 novembre 1906, loc. cit.

(2) Dans ce sens : Cass. Crim. 7 mars 1907. — Sirey 1907-1-64.

(3) Cf. Circul. 30 novembre 1906, loc. cit. n° 3.

employés ou ouvriers, ont droit au repos hebdomadaire. Aucune exception n'est faite à ce sujet dans la loi » (1).

Il résulte de là qu'un chef d'établissement pourrait, le jour du repos collectif, continuer son commerce non seulement en travaillant lui-même, mais aussi en se faisant aider de sa femme et de ses enfants, tandis qu'il ne pourrait employer ce jour-là les autres membres de sa famille, fût-ce d'une façon accidentelle et à titre purement gratuit. C'est très probablement ce qu'a entendu le ministre du travail en disant qu'on ne doit, sous aucun prétexte, tolérer « la violation de la loi consistant, pour un chef d'établissement, à demander à ses parents le travail du dimanche et à accroître ainsi, sous une forme illégitime, l'activité de l'établissement » (2). Les parents dont il s'agit ici sont, croyons-nous, les parents collatéraux n'ayant aucun droit de participation dans l'entreprise ou d'association de fait dans le groupement de la famille, et non la femme ou les enfants du patron qui pourraient l'assister le dimanche et peuvent, par conséquent, remplacer ce jour-là les ouvriers absents, alors même que l'établissement ne serait pas admis au roulement (3).

4° *Associés*. — Les associés d'un chef d'entreprise ne sont pas compris dans la catégorie des personnes auxquelles doit être donné le repos hebdomadaire. La circulaire du 30 novembre 1906, en le décidant formellement, ainsi que nous l'avons vu, pour les membres de la famille, n'a fait qu'étendre un principe plus général. Que l'associé soit parent ou étranger, il représente une part dans la gérance ou

(1) Circul. précitée n° 4.

(2) Circul. précitée.

(3) Dans ce sens : V. Mesnard. — *Etude sur la loi du 13 juillet 1906*. — *Lois nouvelles* 1907-1-13.

dans la direction, il est, pour cette part, patron. Si minime que soit son intérêt, on ne peut l'assimiler à un employé, puisque, en réalité, il n'en remplit aucune des conditions ; en effet, il travaille pour son propre compte, ne touche pas de salaire, donne des ordres au lieu d'en recevoir, etc.

Le chef d'établissement poursuivi, qui prouve que ceux qu'il employait le jour du repos étaient ses associés, ne peut pas être condamné. Mais c'est à lui de faire cette preuve ; et, à cet égard, il importe d'observer qu'il ne lui suffira pas toujours pour se défendre de produire un acte de société conclu avec les auxiliaires qu'on lui reproche d'employer. S'il en était autrement, il deviendrait extrêmement facile d'éluder la loi toutes les fois que les employés seraient d'accord avec le patron pour en abdiquer le bénéfice. Ce sera donc au juge, à qui l'on soumet un contrat de ce genre, de rechercher si c'est un simple subterfuge imaginé pour les besoins de la cause ou si c'est un acte sérieux, et il ne pourra condamner le chef d'entreprise si l'acte d'association passé entre lui et ses auxiliaires n'est pas prouvé être de mauvaise foi. La Cour de Cassation, faisant application de ces principes, a rejeté le pourvoi formé par le ministère public contre un jugement qui avait relaxé des fins de la poursuite un patron, lequel avait invoqué comme moyen de défense un contrat de société entre lui et ceux qu'on lui reprochait d'employer, ce contrat ayant, d'autre part, été reconnu avoir été passé de bonne foi par les parties et non dans le but de se soustraire à la loi (1).

Ce que nous venons de dire des associés ne doit pas être étendu aux commis intéressés dans une entreprise, ceux-ci conservant leur caractère d'employés malgré ce mode

(1) Cass. crim. 2 février 1907. — *D. P.* 1907-1-409.

spécial de rémunération, qui n'est d'ailleurs qu'une augmentation de salaire.

5° *Gérants de succursales.* — Pas plus que les associés, les gérants de succursales ne tombent sous le coup de la loi de 1906, car ils ressemblent beaucoup plus à des patrons qu'à des employés. La question délicate est de savoir à quoi on reconnaîtra un gérant véritablement chef d'entreprise, d'un gérant simple employé ; car, tous ceux qui sont placés par un patron à la tête d'un de ses magasins, ne peuvent évidemment pas être assimilés à ce patron et échapper par suite à l'obligation du repos hebdomadaire. Certains de ces préposés sont et demeurent de véritables employés.

Les tribunaux ont été très rapidement amenés à préciser sur ce point et, à part quelques exceptions, leurs décisions sont semblables lorsqu'il s'agit des mêmes espèces. De l'ensemble de ces décisions il semble résulter que la circonstance capitale qui soustrait un gérant à l'obligation du repos hebdomadaire et lui enlève son caractère d'employé, c'est l'indépendance qui lui est laissée dans l'établissement, annexe ou succursale, qu'il dirige, c'est l'autorité qui lui a été déléguée par le patron et qu'il est appelé à exercer sur le personnel de cet établissement. A défaut de cette autonomie, il serait impossible de justifier la qualification de gérant donnée à un salarié, quelle que fût d'ailleurs l'importance de ses fonctions. Par conséquent, un gérant qui n'a ni autorité, ni participation dans l'entreprise, qui ne jouit pas d'une complète liberté d'action, reste, malgré sa dénomination, un simple employé astreint à la loi du 13 juillet 1906.

Ainsi, il a été jugé par le tribunal de simple police de Châlons-sur-Marne qu'une personne « exerçant une véri-

table direction et ayant l'autorité nécessaire pour donner ou refuser au personnel de l'établissement le repos hebdomadaire », devait être considérée comme un gérant non soumis à la loi (1). Jugé aussi par le tribunal de simple police de Reims que les gérants d'une société d'alimentation ne pouvaient être considérés comme des « employés » ou des « ouvriers », au sens de l'article 1^{er} de la loi de 1906, quand le contrat qui les liait à cette société n'entraînait aucune des obligations essentielles qui dérivent du louage d'ouvrage ou du louage de service, ne les astreignait pas à un travail déterminé et leur laissait la liberté d'organiser leur succursale à leur guise, de se faire aider ou remplacer à leur gré (2).

La Cour de Cassation a confirmé cette jurisprudence. Dans un arrêt du 19 janvier 1907 (3), elle a décidé que l'employé « qui est libre et seul dans son magasin » devait être regardé comme non soumis au repos hebdomadaire. Par un autre arrêt, en date du 19 avril 1907, elle a confirmé un jugement du tribunal de simple police de Creil, en s'appuyant sur les motifs suivants : ceux qui — dit la Cour — « gèrent des magasins sous leur responsabilité personnelle », qui « ont fourni un cautionnement » et dont « la rétribution consiste dans le logement et dans des remises sur le prix de vente des marchandises » ; ceux qui « choisissent eux-mêmes le personnel utile à leur commerce, fixent librement les jours et heures d'ouverture des magasins et doivent souffrir qu'il soit procédé à des inventaires », sont « des gérants ayant mandat de diriger

(1) Trib. simpl. pol. Châlons-sur-Marne, 24 novembre 1906. *Gaz. Trib.* 23 novembre 06.

(2) Trib. simp. pol. Reims 4 février 1907, *D. P.* 1907-2-68.

(3) *Rec. Gaz. Trib.* 1907-2-82.

des succursales et non des employés auxquels le repos hebdomadaire doit être assuré » (1).

A raison des difficultés qui se produisent dans un certain nombre de petites entreprises pour assurer la continuité nécessaire des opérations de fabrication et de vente pendant l'absence, pour une période d'instruction militaire, du chef de l'établissement, le ministre du travail a décidé qu'« il y aurait lieu d'admettre, pour ces cas particuliers, qu'un des employés pût être, pendant l'absence du chef d'établissement, considéré comme gérant et non astreint à l'obligation du repos » (2).

La femme du gérant doit être traitée comme le gérant lui-même. Elle est son associée de fait, comme l'est la femme d'un chef d'entreprise vis-à-vis de celui-ci, elle se borne à lui faciliter, par son assistance, l'exercice de ses fonctions, elle ne fait pas partie du personnel assujéti au repos hebdomadaire. Il en serait autrement dans le cas où elle aurait été personnellement engagée par le patron et recevrait de lui un salaire; elle rentrerait alors dans la catégorie des employés visés par l'article 1^{er} de la loi (3).

6^o *Voyageurs de commerce*. — Avec le juge du tribunal de simple police de Nancy nous déciderons que les voyageurs de commerce « sont des employés d'un genre particulier; qu'ils ne sont pas employés toute la semaine dans l'établissement et ses dépendances..., qu'ils échappent toute la semaine à la surveillance directe du patron et peuvent travailler ou se reposer selon leur bon plaisir » et que, en conséquence, ils ne rentrent pas dans la catégorie

(1) *Bull. Off. du Trav.*, mai 1907 p. 469 et *D. P.* 1907-5-39.

(2) *Circul.* 10 Avril 1907, *Bull. Off. du Trav.* 1907, p. 381.

(3) *Cass. crim.* 2 février 1907. *Gaz. Trib.* 17 mars 1907.

des employés pour lesquels le repos hebdomadaire est obligatoire (1).

Les voyageurs de commerce peuvent donc non seulement continuer leurs opérations tous les jours de la semaine, mais même se rendre le dimanche au bureau de leur patron pour causer avec lui des affaires conclues et de celles à entreprendre, sans qu'on puisse relever aucune infraction à la charge de ce patron.

7° *Gens de service*. — En ce qui concerne les domestiques ou gens de service, une observation importante doit être faite préalablement, à savoir qu'une foule de personnes qui semblent présenter le caractère de domestiques, sont en réalité devrais employés au sens de l'article 1^{er} de la loi de 1906.

Des décisions les plus récentes qui ont été rendues à ce sujet par la jurisprudence, il semble résulter qu'on doit ranger en deux catégories les gens dits de service. D'une part, les domestiques attachés à la profession, et l'on entend par là ceux qui, attachés au service d'un commerçant, l'aident d'une manière ou d'une autre dans les affaires commerciales, c'est-à-dire s'engagent vis-à-vis de lui non pas à lui fournir des soins personnels, mais à exercer dans son établissement ou son entreprise une certaine profession. D'autre part, les domestiques attachés à la personne, que l'on pourrait encore appeler gens de maison, parce qu'ils sont employés dans la maison, dans le domicile privé de celui qui les engage et non pas dans son établissement industriel ou commercial. Ceux-ci se placent chez un maître, ceux-là embauchent chez un patron. Les premiers tombent sous le coup de la loi de 1906, les seconds échappent à ses prescriptions.

(1) Trib. simp. pol. Nancy. 1^{er} Décembre 1906, Rec. *Gaz. Trib.* 1907-2-94.

Conformément à cette distinction il faut décider que tout le personnel des établissements de consommation sur place, tels que cafés, restaurants, hôtels, rentrent dans la catégorie des salariés visés par l'article 1^{er}, en tant que domestiques attachés à la profession. Il n'y a même pas lieu de distinguer, au point de vue de l'obligation au repos, entre les domestiques faisant le service particulier des voyageurs (valets et femmes de chambre, lingères, etc.), et ceux employés par le patron pour les services généraux de l'hôtel (cochers, cuisiniers, maîtres d'hôtel, etc.), pour soutenir que les seconds seuls bénéficient de la loi de 1906. Tous concourent à la marche régulière de l'hôtel et doivent, par suite, jouir du repos hebdomadaire, puisqu'ils ne sont pas attachés au service particulier du propriétaire de l'hôtel (1). Et, en effet, le domestique d'hôtel, rémunéré par l'hôtelier et non par le voyageur, est au service d'une exploitation commerciale et doit être considéré comme un employé.

Rentrent également dans la catégorie des domestiques attachés à la profession les cochers au service d'une entreprise de louage, ainsi d'ailleurs que tout le personnel qui concourt au fonctionnement de cette entreprise par l'entretien des chevaux et du matériel; tandis qu'il en serait autrement du cocher au service d'un particulier, voire même du cocher privé du directeur d'une entreprise de fiacres.

Seuls, donc, les gens de maison, c'est-à-dire tous ceux qui sont par leur emploi attachés à la personne, échappent à la loi. La raison de cette exclusion est fort légitime;

(1) Cf. Trib. simp. pol. Lille 3 novembre 1906. *D. P.* 1906-2-374. Trib. simp. pol. Lyon 5 Décembre 1906. *Recueil Gaz. Trib.* 1907-2-124.

si on avait assujetti à l'obligation du repos hebdomadaire cette catégorie de travailleurs, « l'inspection pour le contrôle se serait ingérée dans chaque maison, dans chaque famille, c'est-à-dire dans la vie privée » (1).

Tous les autres gens de service spécialement attachés à la profession doivent, au contraire, être assimilés aux employés, le repos hebdomadaire leur est dû.

On peut aller plus loin et décider qu'un domestique, attaché au service personnel de son patron, mais qui l'aide à un travail ressortissant de l'entreprise industrielle ou commerciale, cesse d'être soustrait à la loi de 1906. Il a été jugé dans ce sens qu'un commerçant qui emploie sa domestique à la vente dans son magasin, le jour consacré au repos hebdomadaire, commet une infraction. Le fait de « n'être pas exclusivement attachés au service particulier du maître », de ne pas rester « exclusivement confinés dans leur besogne de gens de maison » enlève aux domestiques le bénéfice de l'exception dont ils jouissent (2). En d'autres termes, la loi, qui ne vise pas en principe, les gens de maison, leur devient applicable dès qu'ils sont détachés de ce service pour remplir un emploi commercial.

Toutefois, il nous semble qu'on ne doit pas pousser les choses à bout et décider, ainsi que l'a fait le jugement précité, qu'un domestique, qui remplacerait son maître pendant un moment d'absence et d'une façon toute fortuite, retomberait aussitôt sous l'empire du droit commun. Cela constituerait, à notre avis, une excessive et inutile rigueur, car on ne saurait raisonnablement soutenir qu'un domestique qui

(1) Rapport Poirrier, loc. cit. p. 24.

(2) Trib. simp. pol. Paris 29 décembre 1906. *Gaz. Trib.* 30 décembre.

rend un service de ce genre à son maître, devient un employé. Celui qui partage son temps entre le magasin et les appartements de son maître rentre dans le domaine de la loi, c'est certain ; nous ne saurions en dire autant de celui qui, accomplissant sa besogne domestique et entendant un client entrer dans la boutique de son patron, va voir si celui-ci est-là pour le servir, et au besoin le sert lui-même.

En résumé, un patron ne peut se faire aider, d'une façon habituelle, dans l'exercice de son industrie ou de son commerce par ses gens de maison, sous peine de leur voir étendre les dispositions de la loi de 1906. Spécialement, un chef d'établissement serait punissable s'il employait, le jour du repos hebdomadaire, ses domestiques à un travail industriel ou commercial. Mais inversement, ne constituerait pas une infraction le fait pour un patron d'employer, ce jour-là, à un service privé un ouvrier de son usine ou un commis de son magasin. Car, du moment qu'on s'accorde à reconnaître que la loi de 1906 ne s'applique pas aux travaux d'ordre essentiellement privé, il semble logique de décider que jamais un tel travail ne peut constituer une infraction au repos hebdomadaire, quelle que soit la personne qui l'accomplisse (1).

SECTION II. — EN QUOI CONSISTE LE REPOS HEBDOMADAIRE.

§ 1^{er}. — *Caractères constitutifs du repos.* — La loi du 13 juillet 1906 a établi le repos « hebdomadaire » en faveur des employés et ouvriers. La première caractéristique de

(1) Dans ce sens : V. Mesnard, op. cit. L. N. 1907-1-3, n° 6.

ce repos est donc d'être « hebdomadaire ». Cela veut dire que ce repos doit être pris une fois par semaine, ou, en d'autres termes, que chaque période de sept jours, comptée d'un dimanche minuit au dimanche minuit de la semaine suivante par exemple, doit comprendre au moins un repos légal. Autant de semaines de travail, autant de repos sont nécessaires. Un ouvrier reste-t-il au service de son patron une semaine, on lui doit une fois le repos légal, y reste-t-il deux semaines, on le lui doit deux fois, et ainsi de suite. Par conséquent, on doit décider, à raison de ce caractère hebdomadaire du repos organisé par le législateur de 1906, que ce repos ne peut être donné par périodes plus longues, par exemple une fois par quinzaine ou par mois, même si on en augmentait la durée de façon que celle-ci soit égale au total des heures de repos accordées chaque semaine (1).

L'article 1^{er}, en décidant qu'il est interdit d'employer un même ouvrier « plus de six jours par semaine », confirme ce que nous venons de dire, et précise que le repos hebdomadaire consiste dans un repos de un jour par semaine, c'est-à-dire que dans chaque période de sept jours, toute personne tombant sous le coup de la loi, doit bénéficier d'une journée de repos. Le paragraphe 2 de ce même article ne laisse aucun doute à ce sujet ; il prescrit formellement que « le repos hebdomadaire devra avoir une durée minima de vingt-quatre heures consécutives ».

L'obligation imposée par ce texte aux patrons de ne pas fractionner le repos de vingt-quatre heures qu'ils doivent à leur personnel est parfaitement légitime. « Autre chose

(1) Il a été jugé dans ce sens qu'un patron, même du consentement des ouvriers ne pouvait remplacer la journée de repos qu'il doit leur donner chaque semaine, par deux jours de repos par quinzaine. (Trib. s. pol. de Paris, 30 janv. 1907. Gaz. trib. 31 janv., et 12 février 1907, Gaz. trib. 17 mars).

est d'avoir un repos pendant tout un jour, que d'avoir un repos réparti sur plusieurs jours de la semaine » (1). Jugé, en conséquence, par la Cour de Cassation que le patron « qui ne donne pas chaque semaine à ses employés un repos de vingt-quatre heures consécutives commet une infraction à la loi du 13 juillet 1906, alors même que le total des heures de repos qu'il leur laisserait chaque jour dépasserait le chiffre fixé par la loi » (2).

Ainsi donc, et dans tous les cas, les personnes rentrant dans le domaine de la loi peuvent se prévaloir de celle-ci pour réclamer, au besoin, devant les tribunaux, la journée de repos à laquelle elles ont droit. Nous observerons même, que la disposition de l'article 1^{er} étant d'ordre public, il ne peut y être dérogé pas plus expressément que tacitement. Serait nulle toute convention intervenue entre un patron et ses employés par laquelle ceux-ci renonceraient au bénéfice de la loi. Les ouvriers ne peuvent être occupés « plus de six jours par semaine » dans un établissement industriel ou commercial ; la défense est formelle, l'interdiction absolue, on ne peut s'y soustraire sans commettre une infraction (3).

Toutefois, la loi prescrit seulement la cessation du travail. Elle n'impose pas aux intéressés de quitter, le jour de leur repos, l'établissement où ils sont occupés les autres jours de la semaine. Spécialement, l'employé qui loge chez

(1) Rapport Poirrier, loc. cit., p. 43.

(2) Cass. Crim. 31 janvier 1907, cité par *L. N.* 1907-4-32.

(3) Néanmoins, le commerçant qui, se trouvant dans l'impossibilité absolue d'assurer le service de son établissement, par suite de congés et de maladies survenus subitement dans son personnel, supprime le repos hebdomadaire d'un de ses employés, cède à un cas de force majeure et doit être relaxé des fins de la poursuite. — Trib. simp. pol. de Toulouse 22 décembre 1906. — *D. P.* 1907-3-38.

son patron n'est pas obligé de sortir le dimanche, ni celui qui y prendrait habituellement ses repas d'aller se nourrir ailleurs ce jour-là. La simple présence d'un employé dans un magasin ou d'un ouvrier dans une usine ne saurait donc constituer *ipso facto* une infraction. Mais les patrons ne peuvent abuser de cette règle pour faire demeurer leurs employés dans leurs établissements, sauf à prétendre qu'ils n'y font rien au cas de visite d'un inspecteur. La loi serait trop facilement éludée sans cela, et les agents chargés du contrôle peuvent dresser contravention à un patron chez qui ils trouvent un employé, alors même qu'ils ne l'auraient pas vu travailler, s'ils ont des raisons sérieuses de supposer que le travail a cessé à leur arrivée pour recommencer après leur départ (1). C'est aux tribunaux à trancher ces questions de fait, à dire, suivant les circonstances, si l'employé, rencontré dans le magasin de son patron, disposait librement de son temps, jouissait d'un repos effectif, ou, au contraire, était soumis à un travail occulte et déguisé.

§ 2. — *Comment se donne le repos.*

A. — RÉGIME NORMAL

Le paragraphe 1^{er} de l'article 2 de la loi du 13 juillet pose en règle générale que « le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche ».

Les premiers projets parlementaires ne contenaient pas fixation du jour de repos. Il fallut vaincre de vives résis-

(1) « Lorsque, par exemple, l'employé d'hôtel se trouve en costume de travail dans une chambre où il a les yeux fixés sur un cadran afin de savoir quels sont les voyageurs qui l'appellent par un coup de sonnette, ce n'est pas une raison parce qu'il ne porte pas un fardeau pour qu'on puisse le considérer comme n'étant pas au travail. » (Paroles de M. Viviani, ministre du trav. Séance du 23 mars 1907. *J. O.* du 24, Ch. Doc. parl. p. 803, 3^e colonne).

tances pour adopter le principe du repos dominical. C'est ainsi que la Commission sénatoriale chargée d'examiner la proposition Zéyaés, adoptée par la Chambre des députés le 27 mars 1902, s'était prononcée en faveur de la liberté pour le choix du jour de repos, quoique, au dire de son rapporteur, M. Poirrier, elle fut « convaincue que le repos du dimanche était de beaucoup préférable au point de vue moral et social à celui des autres jours ». Et dans sa crainte de nuire à certains intérêts très respectables elle avait laissé les chefs d'industries libres de fixer à leur guise le jour de repos de leur personnel, avec cette exception toutefois que, au cas d'accord entre les quatre cinquièmes des chefs de maisons d'une même commune, le repos pourrait avoir lieu le même jour de la semaine. Mais si cet accord ne se réalisait pas, chaque patron conservait la faculté de donner le repos à ses employés et ouvriers tel jour qu'il lui semblait préférable.

Ce fut seulement plus tard, en raison des avantages sérieux qu'offrait le repos obligatoirement fixé à un certain jour et de l'intérêt évident qu'il y avait à désigner le dimanche pour être ce jour, que l'on adopta enfin le vœu du Conseil supérieur du travail, et qu'on vota le principe du repos dominical.

Ainsi donc, sauf les exceptions que nous étudierons bientôt, le repos hebdomadaire doit être donné non pas un jour quelconque de la semaine mais le dimanche, de minuit à minuit.

D'autre part, si la règle générale est que le repos est légalement fixé au dimanche, il importe de remarquer que ce jour-là il est en principe aussi collectif. Cela ressort du paragraphe 2 de l'article 2 qui autorise certaines dérogations, « lorsqu'il est établi que le repos simultanément, le diman-

che, de tout le personnel d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement ». Si donc un chef d'entreprises ne jouit pas d'une des exceptions prévues et autorisées par la loi, il doit donner, le dimanche, le repos à tout son personnel à la fois.

Il y a encore là une différence sensible entre les propositions primitivement soumises au vote des Chambres et le texte définitivement adopté, puisque ce dernier fait du repos collectif la règle, au lieu de lui laisser le caractère facultatif et exceptionnel qu'il avait aux termes des premières rédactions.

Les prescriptions légales sont formelles, nul ne peut se soustraire à l'obligation de donner le repos le dimanche à l'ensemble de son personnel, s'il n'est dans l'un des cas d'exceptions prévus par la loi. Et s'il naît des difficultés entre un chef d'établissement et le service de l'inspection au sujet du régime adopté, du moment que le repos collectif du dimanche est le régime de droit commun, ce sera au chef d'établissement, qui use d'une des dérogations, à prouver, soit qu'il a rempli les formalités nécessaires, soit qu'il réunit les conditions exigées par la loi pour ne pas suivre la règle générale. La circulaire ministérielle du 3 septembre dit à ce propos : le repos collectif le dimanche est « le régime que le service de contrôle doit présumer avoir été adopté sans qu'il soit besoin de l'en avertir » (1). Nous verrons d'ailleurs plus tard que c'est pour cela que le décret du 24 août 1906 n'exige aucune formalité d'affichage ou autre dans les établissements où ce régime est en usage.

Mais si un patron, soumis à l'obligation du repos collec-

(1) Circul. 3 sept. loc. cit. p. 933-II.

tif, ne peut faire travailler le dimanche aucun de ses ouvriers ou employés, ne peut-il ce jour-là continuer son commerce ou son industrie en employant un personnel d'extra, c'est-à-dire en utilisant des personnes qui n'auraient pas travaillé chez lui les six jours précédents ? La question est délicate et a soulevé de vives controverses. D'une part, en effet, cette manière de faire ne paraît pas contraire à l'article 1^{er} paragraphe 1^{er}, tandis que, d'autre part, elle semble violer le paragraphe 1^{er} de l'article 2 qui pose le principe du repos dominical ; en d'autres termes, comme le dit la circulaire ministérielle du 9 août 1906 adressée aux préfets, « si la disposition générale de l'article 1^{er} reçoit satisfaction par l'emploi dans un établissement d'un personnel permanent pendant six jours, et d'un personnel d'extra le septième jour, il n'en est pas de même de la disposition du paragraphe 1^{er} de l'article 2 » (1).

Dans une première opinion, aujourd'hui condamnée par la Cour de Cassation, il avait été décidé, par le tribunal de simple police de Lille, que les ouvriers et employés à qui le contrat de louage de services impose un travail d'une durée moindre que six jours par semaine, et spécialement les extras, engagés pour le jour du repos collectif, pouvaient être employés ce jour-là au travail de l'établissement (2).

Le tribunal de simple police de Paris jugea, au contraire, qu'un commerçant, ne rentrant pas dans la catégorie de ceux admis à donner à leur personnel le repos par roulement et n'ayant pas obtenu l'autorisation nécessaire pour

(1) *Bull. Off. du trav.* 1906, p. 942.

(2) *Trib. s. pol.* Lille 15 décembre 1906. *Rec. Gaz. trib.* 1907-2-183.

ce faire, ne saurait ouvrir son magasin le dimanche en faisant travailler des employés d'extra (1).

La Cour de Cassation, appelée à se prononcer, a adopté une solution intermédiaire. Elle distingue entre l'emploi accidentel d'un personnel d'extra et son emploi d'une façon continue (2), et elle décide que la contravention existe dans ce second cas seulement. Ainsi, un patron n'est pas punissable si, par hasard, un seul dimanche, il remplace son personnel ordinaire par des employés ou ouvriers d'extra car il y a là coopération accidentelle d'un tiers, et « l'emploi accidentel d'un tiers dans une maison de commerce pendant le jour fixé pour le repos hebdomadaire ne rentre pas dans les prévisions de la loi du 13 juillet 1906 » (3). Au contraire, pourrait être poursuivi et condamné le patron qui fait travailler un personnel d'extra deux ou plusieurs dimanches de suite, car ce personnel devient alors un personnel de rechange tombant sous le coup de la loi. Les remplaçants qui, d'une façon habituelle, louent leurs services pour le dimanche, font partie du personnel de l'établissement, « ... il n'y a pas de distinction à faire entre ceux qui sont occupés habituellement les jours ouvrables, et les extras qui ne sont occupés habituellement que le dimanche » (4).

C'est là, en définitive, une interprétation indulgente de la loi, car, rigoureusement, on pourrait soutenir que quiconque est occupé dans l'établissement, ne fût-ce que d'une manière accidentelle et pour une seule fois, fait partie du personnel de cet établissement. Mais la Cour de Cas-

(1) Trib. simp. pol. Paris 23 janvier 1907. — *Gaz. trib.* 25 janvier 1907.

(2) Cass. crim. 19 janvier 1907 (2 arrêts) et 2 février 1907. *D. P.* 1907-1-405.

(3) Cass. crim. 4 mai 1907. — *Gaz. trib.* 12 mai 1907.

(4) Cf. note de M. Léon Lacour sous les arrêts précités. *D. P.* 1907-1-405.

sation n'est pas allée jusque-là ; elle estime que le fait qu'un employé a été engagé exceptionnellement pour un seul dimanche, étant exclusif de l'habitude, ne pourrait être relevé à la charge du chef d'entreprise (1), tandis, au contraire, que le fait d'avoir, indépendamment du personnel employé durant toute la semaine, un personnel de rechange travaillant régulièrement le dimanche, violerait la règle du repos collectif dominical et constituerait une infraction.

B. — RÉGIMES EXCEPTIONNELS

Les dérogations à la règle générale que le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche et simultanément à l'ensemble du personnel des établissements industriels et commerciaux sont de plusieurs sortes. Tantôt il n'est dérogé à la règle qu'en ce qui concerne la fixation du jour de repos : le repos reste alors collectif mais est pris un autre jour que le dimanche. Tantôt le repos n'est pas donné à la fois à l'ensemble du personnel : il y a roulement, c'est-à-dire fractionnement du personnel, certains ouvriers se reposent le dimanche et certains un autre jour. Dans quelques cas, enfin, l'obligation du repos hebdomadaire disparaît : elle est momentanément suspendue.

Dans un premier paragraphe, nous allons étudier les divers modes exceptionnels de repos organisés par l'article 2 de la loi et les conditions requises pour en bénéficier (art. 2

(1) Par application de ces principes il a été jugé que la loi de 1906 n'était pas applicable aux individus qui, n'ayant pas de métier déterminé, acceptaient de faire un travail momentané quelconque, moyennant une rétribution laissée à la générosité de celui qui utilisait leurs services. (Trib. simp. pol. de Montluçon. *D. P.* 1907-5-39).

et 3). Nous verrons ensuite les autres régimes dérogatoires spéciaux prévus par les articles 4 à 7.

I. — *Dérogations prévues par l'article 2.*

Aux termes du paragraphe 2 de l'article 2 : « Lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tout le personnel d'un établissement serait préjudiciable au public en compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le repos peut être donné, soit constamment, soit à certaines époques de l'année seulement :

a) Un autre jour que le dimanche à tout le personnel de l'établissement;

b) Du dimanche midi au lundi midi;

c) Le dimanche après-midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine;

d) Par roulement à tout ou partie du personnel. »

Le mode de repos organisé sous la lettre a) est celui qui se rapproche le plus du régime normal. Le repos reste en effet collectif, seulement au lieu d'être fixé au dimanche il est transporté à un jour quelconque de la semaine. Cette dérogation se comprend surtout pour les établissements qui, à raison de leur situation ou du genre d'affaires qu'ils pratiquent, font leurs principales recettes le dimanche, et ont besoin, par conséquent, de conserver ce jour-là au complet leur personnel, généralement peu nombreux (1). Le repos doit être pris de minuit à minuit puisqu'il doit avoir une durée de vingt-quatre heures consécutives;

(1) « L'exception a) peut être accordée largement, en raison du caractère collectif du repos qu'elle prévoit; elle est particulièrement utile dans les localités où le marché se trouve fixé au dimanche ». Circul. 10 avril 1907. *Bull. Off. du trav.* 1907, p. 379.

d'ailleurs, comme l'observe la circulaire du 3 septembre, « s'il en était autrement, le législateur n'aurait pas eu besoin d'autoriser par une stipulation expresse le repos collectif du dimanche midi au lundi midi (1) ». La journée de repos normal coïncide donc avec la durée du jour civil de midi à minuit, que ce repos soit donné le dimanche ou un autre jour de la semaine.

Sous la lettre b), l'article 2 organise encore une variété de repos collectif. Au lieu d'être pris pendant le dimanche tout entier, le repos n'est pris que pendant une partie du dimanche. Pour compenser la perte, le repos est prolongé le lundi, d'une durée égale à celle supprimée le dimanche. La durée de la journée de repos ne coïncide plus ici avec la durée du jour civil, puisqu'elle va de midi à midi (2) et non de minuit à minuit. La raison pour laquelle le législateur a cru devoir autoriser exceptionnellement le travail du dimanche matin est fort légitime. Certains établissements, tels que les petites maisons de nouveautés, les magasins de vente de denrées alimentaires, sont très fréquentés durant la matinée du dimanche, surtout par la population ouvrière qui n'a pas le temps de faire ses achats un autre jour (3).

La dérogation c) constitue un régime mixte, elle comporte tout à la fois un repos collectif le dimanche après-midi et un repos non collectif d'une journée par quinzaine. C'est

(1) Circul. 3 septemb. 1906 précitée p. 947.

(2) Quelques sénateurs avaient demandé que le repos allât du dimanche neuf heures du matin au lundi à la même heure. Mais le rapporteur fit observer que pour donner un résultat appréciable la continuation de la vente devait durer une demi-journée, que l'exception deviendrait sans effet si l'employé devait cesser son travail à une heure trop matinale pour la commodité de nombreux acheteurs (Séance du 29 juin 1906. Sénat. Déb. parlem. J. O. du 30 Juin, p. 726).

(3) Cf. Circul. 10 Avril 1907. *Bull. Off. du Trav.* Avril 1907, p. 378.

comme l'exception précédente, une mesure transitoire qui ménage « les habitudes du public et les usages du commerce » et qui « pour les établissements de vente au détail doit être octroyée de la façon la plus libérale » (1). Le repos collectif est donné à l'ensemble du personnel le dimanche de midi à minuit ; le jour de repos compensateur est donné par roulement et tous les quinze jours seulement, mais il est compté de minuit à minuit, puisqu'il doit durer vingt-quatre heures consécutives. Toutefois, et bien que la loi n'autorise nullement cette manière de faire, le ministre du travail, dans sa circulaire du 10 avril 1907 a décidé qu'il pourrait y avoir avantage à appliquer ici, dans certains cas, la disposition spéciale du paragraphe 2 de l'article 5, et « tolérer, tout au moins à titre provisoire, que le repos compensateur soit donné, pour tout le personnel, en deux demi-journées représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail. Mais ce fractionnement du repos n'est pas légale ; elle ne saurait être imposée par les ouvriers à leur patron.

Il importe d'observer que ces trois modes exceptionnels de repos, organisant le repos collectif, soit un autre jour que le dimanche (lettre *a*), soit du dimanche midi au lundi midi (lettre *b*), soit le dimanche après-midi (lettre *c*), n'autorisent pas plus l'emploi d'extras le jour du repos collectif, que si ce repos était donné collectivement le dimanche. La solution donnée à ce sujet à propos du régime normal s'applique également aux dérogations dont nous venons de parler ; la Cour de Cassation, dans les arrêts sus-indiqués, a eu soin de le déclarer formellement. Que le personnel ordinaire se repose tout le dimanche, ou une

(1) Circul. du 10 avril, p. 379.

partie du dimanche, ou un jour quelconque de la semaine, le chef d'entreprise ne peut, en aucun cas, le remplacer par des auxiliaires du dehors, au moins d'une façon habituelle. Il n'y a lieu de s'écarter de ce principe que dans le cas où le repos a lieu par roulement, comme nous le verrons par la suite.

Le repos par roulement, organisé par l'article 2 sous la lettre *d*), est la dérogation « qui s'éloigne le plus de l'esprit de la loi, qui permet le plus aisément de déjouer le contrôle et, par là, de concurrencer, sous une forme illégitime, les très nombreux commerçants qui observent scrupuleusement le repos hebdomadaire » (1). Les avantages qui l'avaient fait préférer au repos collectif dans les premières propositions législatives n'ont pas paru suffisants au législateur de 1906 pour l'admettre concurremment, à titre de règle, avec celui-ci, il a été relégué au rang d'exception; encore occupe-t-il, dans l'énumération, la dernière place, ce qui prouve la défaveur avec laquelle il est considéré.

Le roulement consiste à donner le repos hebdomadaire non pas collectivement le même jour, mais successivement à des jours différents; c'est-à-dire que le patron, à qui il est loisible de suivre ce système, peut répartir les congés de ses ouvriers sur tous les jours de la semaine, de telle sorte qu'il en ait toujours de présents pour assurer le fonctionnement de son industrie, la continuation de son commerce. Du moment que chacun des ouvriers ou employés n'est pas occupé plus de six jours par semaine et jouit d'un repos d'une durée minima de vingt-quatre heures consécutives, la loi est obéie. En un mot, le repos par roulement est l'obligation pour chaque ouvrier de

(1) Circul. du 10 avril 1907, *loc. cit.*, p. 379.

cesser son travail une fois par semaine ; ce mode de repos satisfait aux prescriptions de l'article 1^{er}, mais ne tient pas compte de celles de l'article 2.

Le repos par roulement peut être donné à tout ou partie du personnel. Un chef d'entreprise peut donc fractionner son personnel et donner à une partie le repos collectif, à l'autre le repos par roulement.

Quant à l'emploi des extras, loin d'être prohibé ici, il constitue un procédé normal. Le roulement ayant été organisé pour permettre le fonctionnement permanent de certains établissements, rien ne s'oppose à ce que le patron remplace ou complète son personnel absent par des auxiliaires étrangers.

Il reste à se demander ce que l'on doit entendre par « repos hebdomadaire » dans l'hypothèse du roulement. La loi en décidant que tout ouvrier et employé a droit à un jour de repos par semaine a-t-elle voulu dire que le même employé ne peut travailler plus de six jours de suite, et, par conséquent, doit se reposer le septième ? Ou bien, exige-t-elle simplement que, dans chaque semaine normale du dimanche au samedi, cet employé jouisse d'un jour de repos ? Par suite, la loi se trouve-t-elle obéie si un employé, ayant pris son repos une semaine, le dimanche par exemple, attend le samedi de la semaine suivante pour se reposer de nouveau, travaillant ainsi douze jours de suite, mais ayant eu néanmoins un jour de repos dans chacune des périodes hebdomadaires envisagées ?

Rien n'indiquant que le législateur ait entendu le mot « hebdomadaire » dans un sens étroit, nous croyons pouvoir adopter la seconde interprétation « qui permet beaucoup de combinaisons utiles, non seulement aux patrons, mais aussi aux ouvriers, et leur donne notamment la

faculté d'avoir deux jours de congé de suite que beaucoup d'entre eux peuvent préférer à un jour isolé par semaine » (1). Le ministre du travail et de la prévoyance sociale a d'ailleurs adopté cette manière de voir ; dans une lettre adressée par lui à un syndicat de conducteurs et de receveurs de tramways, il s'exprime ainsi : « L'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire interdit d'occuper un employé plus de six jours par semaine et non plus de six jours de suite. Les conducteurs et receveurs de tramways peuvent dès lors, à mon avis, avoir successivement des repos espacés de plus ou moins de six jours, à la condition qu'aucune semaine ne soit dépourvue de repos » (2).

Au cas de roulement, il est assez difficile de décider quand commence et quand finit le repos. « Le repos hebdomadaire n'est plus défini ici que par l'article 1^{er} sans que soient applicables les précisions apportées pour ce dernier par l'article 2 » (3) et c'est pourquoi l'on ne peut affirmer que le repos doit coïncider, dans ce cas, avec la durée du jour civil et aller, par conséquent, de minuit à minuit. D'autre part, le paragraphe 2 de l'article 1^{er} décidant que le repos doit avoir une durée « de vingt-quatre heures consécutives », il semble que l'on obéisse à la loi si l'on fait durer le repos de chaque ouvrier et employé durant ce laps de temps quelle que soit l'heure prise

(1) Cf. Mesnard, *L. N.* 1907-1-20.

(2) *Bull. Off. du Trav.* mai 1907, p. 492.

(3) *Circl.* 3 sept. *loc cit.* p. 947. Le ministre fait d'ailleurs observer que si, dans le cas de roulement, on faisait nécessairement commencer le repos à minuit, on forcerait les usines à feu continu, dont les relèves se font en général à six heures du matin et à six heures du soir, à les reporter à midi et à minuit, ce qui serait fort incommode pour les ouvriers, ne cadrerait pas avec la législation sur le travail des femmes et des enfants, et jetterait une grande perturbation dans les travaux de ces usines.

pour point de départ. Nous croyons pouvoir décider, en conséquence, que, toujours au cas de roulement, le repos hebdomadaire peut commencer à n'importe quelle heure, pourvu qu'il ait une durée minima et ininterrompue de vingt-quatre heures.

Déroptions acquises en vertu d'autorisations.

Tous les établissements industriels et commerciaux peuvent, dans certains cas et sous certaines conditions, user des dérogations de l'article 2; ceux-là même qui, de plein droit, bénéficient d'une des autres exceptions organisées par la loi, ont la faculté d'y renoncer pour solliciter celles prévues à l'article 2. Car, ainsi que le dit la circulaire du 9 août 1906 « les régimes exceptionnels légaux sont proposés et non imposés aux chefs d'établissements qui réunissent les conditions exigées pour y prétendre » (1).

1^o *Conditions*. — Aux termes du paragraphe 2 de l'article 2, tout industriel, tout commerçant, qui désire faire profiter son établissement d'une des exceptions énumérées aux paragraphes *a*, *b*, *c* ou *d* de cet article, doit prouver que le repos simultané de tout le personnel le dimanche « serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement ».

Il y a donc deux cas seulement qui peuvent servir de base à une demande de dérogation : le préjudice causé au public et l'atteinte au fonctionnement normal d'un établissement.

Dans une série d'arrêts des 23-30 novembre et 28 décembre 1906, le Conseil d'État a précisé le sens et la portée des

(1) Circul. 9 août 1906. — *Bull. Off. du Trav.*, 1906, page 941.

termes employés par l'article 2. De ces arrêts, il résulte tout d'abord que la loi, en parlant du « fonctionnement normal », suppose une atteinte profonde à ce fonctionnement, et que, par l'expression « préjudiciable au public », elle a entendu viser un préjudice grave, une gêne réelle pour le public. Comme le disait le ministre du commerce, dans ses instructions aux préfets : « Il ne s'agit point ici de pures préférences ou de simples commodités, tendant à faire échec aux intentions formelles du législateur, mais d'inconvénients graves » (1).

Le préjudice causé au public et l'atteinte au fonctionnement normal d'un établissement peuvent résulter de circonstances fort diverses. Il peut y avoir nécessité pour le public à trouver un établissement ouvert le dimanche, soit à cause de sa situation au centre d'une ville, dans la banlieue, près d'une gare ; soit à raison de la nature des marchandises ou fournitures qu'il renferme, ou encore à cause des habitudes locales, des besoins de la clientèle, de l'existence de marchés urbains à dates fixes auxquels les paysans viennent s'approvisionner, voire de la nature de la clientèle elle-même suivant qu'elle se compose de bourgeois ou d'ouvriers (2).

Quant à l'atteinte au fonctionnement normal de l'établissement, elle résultera d'abord et nécessairement des circonstances sus-énoncées, car là où il y a préjudice grave au public, il y a toujours atteinte profonde au fonctionnement de l'établissement. Mais ces circonstances ne sont pas les seules. « Il faut y ajouter, lit-on dans les remarquables conclusions de M. Romieu, toutes les circonstan-

(1) Circul. 20 juillet 1906. — *Bull. Off. du Trav.*, 1906, p. 843.

(2) Cf. — Conclusions de M. Romieu, commissaire du gouvernement, *Gaz. Trib.*, 4 décembre 1906.

ces économiques, industrielles, commerciales, techniques, ou, le cas échéant, administratives, qui seraient spéciales à l'établissement ou à un groupe d'établissements similaires, et qui seraient assez graves pour motiver la dérogation... Quel que soit le moyen invoqué, on ne devra jamais perdre de vue que seuls un préjudice certain, une atteinte profonde au fonctionnement de l'établissement, ou un trouble sérieux dans les habitudes du public, justifient la dérogation dont ils sont la condition nécessaire et suffisante » (1).

Le Conseil d'État, faisant application de ces principes, a décidé qu'un industriel dont l'établissement, situé près d'une gare, a presque exclusivement comme clients des voyageurs de passage peut être autorisé à donner le repos par roulement (2); que de même on pouvait tenir compte pour accorder cette autorisation de l'obligation où se trouve un usinier sur un cours d'eau, en vertu même du titre de son usine, d'avoir continuellement des agents préposés à la manœuvre de ses vannes sous peine de contravention (3). Il a encore jugé que si les opérations de vente et de recouvrement effectuées par un commerçant le dimanche représentent un chiffre exceptionnellement élevé dans le total de ses affaires annuelles, ce fait constitue un élément d'appréciation important de la demande en dérogation formée par lui (4). Dans ce dernier cas, toutefois, on devra avoir soin de distinguer entre la perte apparente qui, subie le dimanche, peut se compenser par le bénéfice résultant d'une répartition nouvelle des ventes entre les autres jours

(1) Concl. Romieu, *loc. cit.*

(2) Affaire Denis, *D. P.* 1907-3-7.

(3) Aff. Rage-Roblot *D. P. id.*

(4) Aff. Arnaud et Robert Jacob, *D. P. ibid.*

de la semaine, et la perte sèche et définitive provenant par exemple des ventes faites dans certains cas le dimanche aux voyageurs de passage, que rien ne viendra atténuer.

De même, devrait-on tenir compte, pour accorder la dérogation, de la possibilité pour certains magasins, à raison de la nature de leurs marchandises et de leurs clients, d'être concurrencés, s'ils ferment le dimanche, soit par des boutiquiers aidés des membres de leur famille auxquels l'obligation du repos hebdomadaire ne s'applique pas, soit par des forains ou marchands ambulants qui, se transportant à la campagne un jour quelconque de la semaine, enlèveront à la ville la clientèle rurale qui venait s'y approvisionner le dimanche.

Des motifs d'ordre privé, au contraire, ne suffiraient pas à motiver une dérogation, par exemple une simple convention personnelle résultant d'une prescription religieuse désignant pour le repos un autre jour que le dimanche (1). S'il en était autrement, le principe de la loi ne serait jamais appliqué, sa conséquence nécessaire étant d'occasionner à ceux qui y sont soumis une certaine gêne dont le législateur a prévu l'existence et qui reste normale lorsqu'elle n'atteint pas de sérieuses proportions, lorsqu'elle ne cause pas un préjudice grave au public ou ne compromet pas d'une façon inquiétante le fonctionnement normal de l'établissement.

2° *Procédure.* — Lorsqu'un commerçant ou un industriel estime se trouver dans l'un des deux cas sus-énoncés, il peut user de la faculté que lui accorde la loi de demander à déroger à la règle du repos collectif du dimanche. La

(1) Aff. Emmanuel Léon. D. P. *Ibid.*

demande et l'obtention de ces dérogations sont soumises à des formalités particulières. C'est ce que nous dit le paragraphe dernier de l'article 2: « Des autorisations nécessaires devront être demandées et obtenues, conformément aux articles 8 et 9 de la présente loi ».

Demande. — La demande doit être formée individuellement par chaque intéressé; alors même que la dérogation devrait être étendue plus tard à tous les établissements similaires d'une même localité, il n'en reste pas moins nécessaire que chaque patron renouvelle la demande primitive. Le Conseil d'État a jugé dans ce sens (1) qu'un syndicat de patrons ne pouvait, au nom de tous ses membres, former une demande collective en dérogation à la loi du 13 juillet 1906. Il pourrait intervenir simplement en tant que mandataire de chacun des intéressés; mais alors il devrait former autant de demandes qu'il y a de syndiqués désireux d'user de la dérogation, ou, tout au moins, si la dérogation sollicitée est la même pour tous, adjoindre à l'unique demande l'indication du nom et du siège de l'établissement de chaque patron ainsi que le mandat spécial dont ceux-ci l'ont investi pour les représenter. Dans ce dernier cas, en effet, sous l'aspect d'une demande collective, il n'y aura en réalité qu'une simple réunion de demandes individuelles.

La demande n'est expressément soumise à aucune forme particulière, mais elle doit, pour remplir le vœu de la loi de 1906, mentionner les causes qui motivent la dérogation, c'est-à-dire expliquer pourquoi la fermeture de l'établissement le dimanche préjudicierait gravement à son fonctionnement normal ou au public. C'est, en effet, à celui qui

(1) Arrêt du 28 décembre 1906, *Recueil. Gaz. Trib.*, 1907-2-148.

demande une dérogation de prouver la nécessité pour le public de trouver son établissement ouvert le dimanche, ou l'impossibilité pour la catégorie d'établissements dont il fait partie de fonctionner normalement en donnant ce jour-là le repos à son personnel. On doit aussi préciser dans la demande quelle dérogation on sollicite et indiquer les raisons pour lesquelles on demande celle-là. Il est utile que la signature du pétitionnaire soit légalisée.

Le paragraphe 1^{er} de l'article 8 indique que la demande doit être adressée au préfet du département (1). Il s'agit évidemment du préfet dans le département duquel se trouve l'établissement auquel la dérogation s'appliquera. Si le même industriel avait plusieurs établissements dans des départements différents, il devrait adresser la demande spéciale à chacun d'eux aux divers préfets compétents. A Paris, le préfet compétent est, non pas le préfet de la Seine, mais le préfet de police, ainsi que l'a décidé le Conseil d'État, conformément aux conclusions de M. Romieu (2).

Le préfet instruit la demande. Il recherche si les motifs allégués concordent bien avec la réalité des choses, apprécie l'importance du préjudice causé à l'établissement ou au public par l'application de la règle de droit commun et voit si le pétitionnaire a un intérêt réel à obtenir la déroga-

(1) Art. 8 § 1^{er} « Lorsqu'un établissement quelconque voudra bénéficier de l'une des exceptions prévues au § 2 de l'article 2, il sera tenu d'adresser une demande au préfet du département ».

(2) A propos de la controverse qui s'était élevée sur le point de savoir qui, du préfet de police ou du préfet de la Seine, devait accorder les autorisations, on lit dans ces conclusions : « Il faut procéder par assimilation avec les matières plus ou moins analogues où ils (ces deux préfets) exercent déjà leur autorité. Il est bien vrai que la loi du 13 juillet 1906 n'est pas une « loi de police » ; mais il nous semble que les questions dont elle s'occupe ne ressemblent nullement à celles sur lesquelles le préfet de la Seine est généralement compétent, tandis qu'elles ont beaucoup d'analogie avec un certain nombre de matières qui rentrent dans les attributions du préfet de police ».

tion. Pour s'éclairer, le préfet peut faire pratiquer une enquête ; il doit même, avant de statuer, « demander d'urgence les avis du Conseil municipal, de la Chambre de commerce de la région, et des syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la commune. Ces avis doivent être donnés dans le délai d'un mois » (art: 8 § 2).

On a voulu que les préfets accordent ou refusent à bon escient les autorisations qui leur sont demandées. C'est pourquoi le législateur de 1906 les a obligés à prendre les avis de certains corps constitués, plus aptes et mieux placés pour connaître les besoins de l'industrie et du commerce, et aussi pour apprécier le bien fondé des demandes en dérogation. Les Chambres de commerce avaient, dans le projet primitivement déposé devant le Sénat, un rôle beaucoup plus important que celui qui leur est actuellement reconnu ; c'étaient elles qui étaient appelées à statuer sur les demandes, le préfet n'ayant qu'à rendre exécutoires leurs décisions. Quant aux Conseils municipaux on les avait tout d'abord repoussés, de crainte qu'ils ne s'inspirent de questions de personnes ou de partis ; mais le Sénat finit par les admettre à raison de l'intérêt que présentent les dispenses non seulement pour le commerce, mais aussi pour le public de la localité tout entier. Par contre, le Sénat repoussa l'adjonction des Bourses du travail comme n'ayant aucune espèce d'autorité légale (1). Par l'expression chambre de commerce « de la région », il faut entendre la Chambre de commerce dans la circonscription de laquelle est comprise la commune où l'autorisation est demandée ; quant aux syndicats patronaux et ouvriers « intéressés », ce sont ceux auxquels se rattachent les

(1) Sénat, Déb. parlem. *J. O.* du 4 Juillet 1906, p. 741 à 743.

établissements qui sollicitent la dérogation. Rien ne s'oppose d'ailleurs à ce que les préfets consultent d'autres personnes ou conseils compétents et notamment les sous-préfets, leurs agents ordinaires d'information (1).

Les avis des conseils municipaux, chambres de commerce et syndicats intéressés sont requis à peine de nullité. En conséquence, si un Conseil municipal n'est pas réuni lorsque le préfet a besoin de le consulter, il doit en informer le maire pour que celui-ci le convoque en session extraordinaire, et au besoin, si le maire refuse ou néglige de faire la convocation, il devra la faire lui-même en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 47 de la loi du 5 avril 1884 (2). Remarquons aussi que, la loi parlant de l'avis du Conseil municipal, l'avis d'une simple délégation que ce Conseil aurait désignée avant de se séparer pour se prononcer éventuellement sur les demandes qui lui seraient transmises avant sa prochaine réunion, ne suffirait pas dans le cas qui nous occupe. Le Conseil d'État, dans l'affaire Durand, a, le 30 novembre 1906, sanctionné sur ce point les conclusions de M. Romieu (3) et donné la solution que nous venons d'indiquer.

Le préfet n'est pas tenu de se conformer aux avis qui lui sont donnés, il reste juge de l'opportunité de la demande et maître de sa décision.

Si les assemblées ou compagnies énumérées à l'article 8, ou l'une d'entre elles, ont par négligence ou mauvais vouloir omis de donner leur réponse à l'autorité préfectorale dans le délai d'un mois qui leur est accordé par la loi, il peut être passé outre. La décision du préfet ne pourrait

(1) Cass. crim., 1^{er} mars 1907.

(2) Concl. Romieu, *loc. cit.*

(3) *Ibid.*

pas être attaquée pour vice de forme puisque, d'une part, il a consulté les autorités prescrites, et que, d'autre part, il a statué après l'expiration du délai. Il en serait autrement si le préfet avait rendu sa décision sans avoir pris l'avis des corps compétents ou si, le leur ayant demandé, il n'avait pas attendu leur réponse pendant le mois de grâce.

Autorisation. — Lorsque ces formalités préalables ont été remplies, le préfet a en mains les éléments nécessaires pour prendre une décision. Jusqu'à ce qu'il l'ait prise, l'établissement est dans la même situation que s'il n'avait formulé aucune demande (1). « S'il en était autrement, un même établissement pourrait indéfiniment retarder, en ce qui le concerne, par des demandes successives et variées, l'application de la loi » (2). Toutefois, conformément aux instructions ministérielles, il fut convenu que dans le début de l'application de la loi, on userait de tolérances jusqu'à ce que le préfet ait statué.

Le préfet statue par arrêté motivé, ainsi que l'indique le § 3 de l'article 8. L'arrêté peut porter autorisation ou refus de la dérogation suivant que les motifs invoqués dans la demande ont paru sérieux ou insuffisants et que les avis des corps consultatifs ont été ou non favorables. L'autorisation peut être accordée pour l'année tout entière ou limitée à certaines époques seulement. L'article 2 laisse, à cet égard, aux préfets toute latitude, ce qui leur permet « de tenir compte de la situation spéciale dans laquelle peuvent se trouver certains établissements de stations

(1) « Tant que le préfet n'a pas statué — lit-on dans la circulaire du 6 novembre 1906 — le pétitionnaire n'acquiert aucun droit nouveau du fait qu'il a formulé une demande ». *Bull. Off. du Trav.* 1906 p. 1261.

(2) Circul. 3 sept. précitée p. 952.

balnéaires et de leur accorder un peu plus largement des autorisations, en les limitant aux jours pendant lesquels ces établissements ont à faire face à une affluence anormale de visiteurs et surtout de visiteurs de passage » (1).

L'arrêté ne saurait être remplacé par une autorisation verbale et provisoire donnée par le préfet en attendant l'accomplissement des formalités; celui qui userait d'une dérogation sans qu'un arrêté préfectoral l'y ait régulièrement autorisé, serait en contravention.

L'arrêté, devant être *motivé*, doit contenir une réponse aux moyens particuliers sur lesquels s'appuyait la demande. Faute de motifs ou même de motifs suffisants, le Conseil d'État, saisi d'un recours, peut ordonner un supplément d'instruction (2). L'emploi de formules de style rédigées uniformément et à l'avance serait, par conséquent, contraire à la règle que nous venons d'énoncer (3). L'arrêté doit aussi viser expressément les avis des Conseils et Compagnies dont la consultation est obligatoire, mais il n'est pas tenu de relater les termes des avis précités. Si un avis obligatoire n'est pas parvenu dans le délai légal, le préfet doit le mentionner également dans les visas.

Pour éviter toute contestation, le préfet doit, dans l'arrêté, non pas se borner à déclarer que la dérogation sollicitée est accordée, mais définir exactement la dérogation dont on pourra user, en se servant des termes employés par la loi sous les lettres *a*, *b*, *c*, *d*, de l'article 2. De plus, pour la dérogation *a*), il fera bien, autant que possible,

(1) Circul. 9 août 1906, p. 943, n° 8.

(2) Cons. d'État 30 novembre 1906, *Rec. Gaz Trib.*, 1907-2-73.

(3) Cf. Jèze. *Régimes juridiques organisés par la loi du 13 juillet 1906*. *Revue de Droit public*, 1907, T. XXIV, p. 43.

d'indiquer le jour de repos accordé, et pour la dérogation *d)* de définir nettement la partie du personnel à laquelle le roulement est accordé, s'il ne l'est pas à la totalité (1).

De même que les demandes doivent être spéciales, les arrêtés doivent être individuels. Toutefois, le préfet pourrait dans un même arrêté accorder une dérogation à plusieurs pétitionnaires, à condition de désigner par noms et adresses les établissements qui sont compris au même régime. Ces arrêtés collectifs seront en général assez fréquents; ils seront employés notamment lorsque plusieurs chefs d'entreprise, faisant le même genre d'affaires, sollicitent une même dérogation, car alors, s'appuyant sur les mêmes motifs, il n'y aura aucun inconvénient à ce que le préfet, au lieu de répéter la même formule chaque fois, l'énonce une fois pour toutes et se borne ensuite à énumérer individuellement les patrons admis à bénéficier du régime exceptionnel.

Lorsqu'un arrêté a été pris, il doit être porté à la connaissance des pétitionnaires par voie de notification individuelle. La notification doit avoir lieu dans la huitaine. Une circulaire du 19 novembre 1906 (2) prescrit aux préfets de communiquer les arrêtés d'autorisation aux conseils municipaux, chambres de commerce et associations professionnelles consultées, en même temps qu'ils sont notifiés aux intéressés, afin de sauvegarder les droits des tiers de déférer ces arrêtés à la censure du Conseil d'État. Il est également utile de les envoyer aux officiers de police judiciaire compétents, ainsi qu'à l'inspecteur divisionnaire du travail dans le ressort de qui se trouve l'établissement inté-

(1) V. Circu'. 9 août 1906, *loc. cit.*

(2) *Bull. Offic. du Trav.*, 1906, p. 1262.

ressé, pour faciliter l'application de la décision préfectorale et éviter des investigations inutiles chez les commerçants soustraits au régime de droit commun.

Afin de supprimer autant que possible l'arbitraire dans la concession et le refus des autorisations, et aussi afin de placer les commerçants et industriels d'une même localité sur un pied d'égalité, le législateur de 1906 a formellement interdit aux préfets de rejeter les demandes qui se basent sur des moyens identiques à ceux qui ont servi à justifier une demande reconnue fondée et suivie d'autorisation. C'est ce que dit le paragraphe 4 de l'article 8 : « L'autorisation accordée à un établissement devra être étendue aux établissements de la même ville faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle ».

Cette disposition exceptionnelle ne s'applique donc qu'aux établissements « de la même ville », s'ils font « le même genre d'affaires » et s'ils s'adressent « à la même clientèle ». La question de savoir ce qu'il faut entendre par ces deux dernières expressions peut donner lieu à des difficultés que les tribunaux auront à trancher, en tant que juges du fait. La circulaire ministérielle du 9 août 1906 a toutefois précisé un point qui était particulièrement controversé. Elle a décidé que les dérogations accordées à des établissements groupant plusieurs commerces, comprenant plusieurs rayons, devaient être étendues à tous les magasins qui vendent séparément les mêmes articles, et que, inversement, les autorisations demandées par des commerces spécialisés pouvaient avoir une répercussion sur les rayons correspondants des grands magasins et bazars (1).

(1) Cf. Circul. 9 août 1906, *loc. cit.*, p. 942, n° 7.

L'extension de la dérogation aux établissements qui remplissent les conditions de l'article 8 est un droit et non pas une faveur, mais elle donne lieu comme toujours à une demande et à une autorisation individuelle. En d'autres termes, un industriel ou un commerçant ne peut, de plein droit, déroger à la règle du repos collectif du dimanche, sous prétexte qu'un concurrent a obtenu une dérogation, ce qui créerait un droit à son profit. Il doit rédiger une demande spéciale, l'adresser à l'autorité compétente et attendre la décision de celle-ci. Le préfet, il est vrai, saisi de cette demande, doit nécessairement accorder l'autorisation si les circonstances alléguées sont exactes. Mais tant qu'il n'a pas rendu son arrêté, le pétitionnaire ne peut appliquer dans son établissement le régime exceptionnel de repos. Le Conseil d'État s'est prononcé dans ce sens par arrêt du 28 décembre 1906 (1). La Cour de Cassation a également décidé que « l'autorisation accordée à un établissement de déroger à l'obligation de donner le repos simultané le dimanche à tout son personnel est spéciale à cet établissement ; que si la dérogation accordée crée un droit au profit des autres établissements de la même ville, cette extension reste subordonnée à la formalité d'une autorisation particulière pour chacun de ces établissements » (2).

Recours en Conseil d'État. — Aux termes de l'article 9 :

« L'arrêté préfectoral pourra être déféré au Conseil d'État dans la quinzaine de sa signification aux intéressés.

« Le Conseil d'État statuera dans le mois qui suivra la date du recours, qui sera suspensif. »

En vertu de cette disposition, tout intéressé qui trouve

(1) *D. P.* 1907-3-13.

(2) Cass. Crim. 20 avril 1907, cité par *Bull. Off. du Trav.*, Mai 1907, p. 470.

que le préfet a eu tort de refuser ou d'accorder une dérogation peut soumettre son arrêté au Conseil d'État. Les intéressés peuvent être soit ceux-là même qui sollicitaient la dérogation, lorsqu'elle leur a été refusée, soit les patrons concurrents lorsqu'ils trouvent inutile de soustraire leur personnel au repos collectif du dimanche. Le recours pourrait également être formé par les assemblées consultées ; c'est dans ce but que les arrêtés préfectoraux leur sont communiqués. Serait même recevable le recours formé par un syndicat contre un arrêté de dérogation, au nom de tous ses membres, tandis que, nous l'avons vu, la demande en dérogation faite dans de pareilles conditions doit être rejetée. « Il nous semble ici, — lit-on dans les remarquables conclusions de M. Romieu, — que la situation juridique est toute différente de celle correspondant au cas où le pourvoi est formé par le commerçant demandeur en dérogation : les ouvriers n'ont aucune demande individuelle à formuler, aucun titre nominatif à obtenir. Le syndicat plaide au nom de l'ensemble des ouvriers qui se prévalent du principe édicté en leur faveur par la loi, et demandent, non la délivrance d'un titre individuel, mais l'annulation d'un titre individuel qui fait tort aux droits de la corporation. »

Au sujet de la nature du pourvoi organisé par la loi du 13 juillet 1906, aussi bien que de l'étendue des droits conférés au Conseil d'État saisi de ce recours, nous nous en référerons encore aux conclusions de M. Romieu et aux arrêtés de principe qui les ont consacrées.

Le recours visé par l'article 9 est un recours pour excès de pouvoir et non un recours de pleine juridiction, puisqu'il tend à annuler des actes d'autorité (1). Il peut donc

(1) M. Jèze soutient que ce recours spécial est bien *un recours en annulation*, mais non un recours pour excès de pouvoir. (Cf. *loc. cit.*, p. 58 à 60.)

être introduit sans ministère d'avocat et sans frais dans les conditions de l'article 4 de la loi des finances du 17 avril 1906. Les requêtes doivent cependant être présentées sur papier timbré.

Le Conseil d'État doit-il se borner à examiner si l'arrêté est entaché d'un vice de forme, ou a-t-il le droit d'examiner sa légalité au fond ?

Nous croyons, avec M. Romieu, que le recours en Conseil d'État a été institué non pas seulement pour contrôler la régularité de la procédure, mais aussi pour apprécier en dernier ressort le bien fondé de la demande. L'article 2, en effet, dans son dernier paragraphe, décide que pour user des dérogations, « des autorisations nécessaires devront être demandées et *obtenues*... ». Les industriels et commerçants ont un droit à obtenir la dérogation dès lors qu'ils justifient se trouver dans l'un des deux cas prévus par la loi. Il en résulte que le Conseil d'État est juge du point de savoir non seulement si la décision du préfet a été légalement prise, mais encore si, en fait, l'une des conditions stipulées à l'article 2 existait réellement, et si, en définitive, le commerçant était en droit ou non d'obtenir la dérogation qu'il sollicitait. « Ce pouvoir, attribué au Conseil d'État, qui comporte à un certain degré un mélange d'administration et de contentieux est évidemment très délicat et assez exceptionnel... Ce contentieux spécial s'explique par les garanties sérieuses que l'on a voulu donner aux commerçants à l'occasion d'une loi qui menaçait de heurter dans bien des cas assez gravement leurs intérêts » (1).

Ainsi, le Conseil d'État a le droit, que ce soit pour vice

(1) Conclus. Romieu, *loc. cit.*

de forme ou pour illégalité au fond, d'annuler les arrêtés préfectoraux qui lui sont soumis.

Toutefois, dans le cas où il reconnaît que le refus d'autorisation est illégal, le Conseil d'État doit se borner à prononcer l'annulation de l'arrêté portant refus, sans accorder lui-même l'autorisation. C'est une application du principe de la séparation des pouvoirs : « le juge de l'excès de pouvoir peut déclarer l'illégalité et reconnaître le droit, mais il ne peut se substituer à l'administrateur pour faire l'acte » (1). Et, en fait, l'annulation de l'arrêté aboutira à un résultat pratique. L'autorité compétente, devant laquelle on renvoie le pétitionnaire pour qu'il soit à nouveau statué sur sa demande illégalement rejetée, ne pourra évidemment se dispenser d'accorder l'autorisation, puisque l'arrêté de refus a été annulé.

Le recours doit être formé dans les quinze jours qui suivent la notification de la décision préfectorale aux intéressés. Passé ce délai il n'est plus recevable. Quant au Conseil d'État, il doit statuer dans le mois qui suit la date du recours. Le législateur a pensé que les demandeurs en dérogations avaient intérêt à être fixés le plus tôt possible sur le sort de leur demande, du moment surtout que le recours est suspensif, et c'est pourquoi il a imposé au Conseil d'État ce très court délai.

Le recours en Conseil d'État est, en effet, aux termes du paragraphe 2 de l'article 9, « *suspensif* ». C'est là, d'ailleurs, une dérogation au droit commun. En général, les pourvois formés contre les actes de l'autorité administrative devant le Conseil d'État ne sont pas suspensifs, c'est-à-dire que l'exécution de l'acte attaqué peut être poursuivie tant que

(1) Conclus. Romieu précit. V. aussi Jèze, *loc. cit.*, p. 52.

le Conseil d'État n'a pas rendu sa décision. Ici, il en est autrement, le législateur de 1906 a décidé formellement que le recours formé sur la loi du repos hebdomadaire serait suspensif. Mais suspensif de quoi ? L'article 9 ne s'explique pas nettement à ce sujet.

Avec une première thèse on peut soutenir que le recours est suspensif de l'arrêté préfectoral, c'est-à-dire qu'un commerçant qui demande une dérogation et qui se la voit refuser par le préfet, peut suspendre l'arrêté préfectoral par un pourvoi et attendre que le Conseil d'État ait donné tort ou raison au préfet en se conformant jusqu'alors à la loi.

On peut aussi penser, avec une seconde opinion, que le recours est suspensif non pas de l'arrêté mais de l'application de la loi elle-même. Dans ce cas, le préfet ayant refusé à un commerçant l'autorisation qu'il sollicitait, ce commerçant jouirait cependant immédiatement de la dérogation s'il attaque l'arrêté de refus ; et le bénéfice de cette dérogation ne cesserait que si le Conseil d'État confirmait la décision préfectorale. De sorte que le pourvoi aurait eu simplement pour effet de soustraire ce commerçant à l'application du régime de droit commun.

De ces deux thèses nous croyons devoir choisir la première qui paraît plus conforme et au texte et à l'esprit de la loi de 1906. D'une part, tout d'abord, il est parlé dans l'article 9 d'un arrêté préfectoral et du moyen par lequel un citoyen non satisfait pourra frapper cet arrêté. Le pourvoi s'adresse à l'arrêté ; il paraît logique de décider que son effet suspensif s'applique également à cet arrêté, d'autant plus que c'est l'arrêté qui est déféré au Conseil d'État, que c'est sur lui que le Conseil d'État délibère.

En outre, l'article 2 déclare expressément que les auto-

risations nécessaires pour user des dérogations « devront être demandées et obtenues ». Si le législateur avait dit simplement que ces autorisations devaient être « demandées », la thèse contraire se soutiendrait et serait même la seule acceptable. Mais il a décidé qu'elles devaient être *demandées et obtenues*, d'où il suit qu'avant d'appliquer la dérogation on doit l'avoir obtenue. Or, lorsque le pétitionnaire frappe l'arrêté d'un recours en Conseil d'État, c'est, en général, que l'autorisation lui a été refusée ; il ne peut, par conséquent, user de la dérogation puisque les conditions de l'article 2 ne sont pas toutes remplies, et il ne saurait, en aucun cas, soutenir que le pourvoi formé supplée le défaut d'autorisation, ce qui serait une étrange extension des termes de cet article 2 (1).

En dehors de ces arguments tirés de la lecture et de l'analyse du texte de la loi, on peut faire valoir d'autres raisons qui, si elles ne militent pas directement en faveur de la solution adoptée, ruinent du moins la solution adverse en montrant les dangers qu'elle renferme. Si, en effet, le recours était suspensif de l'application de la loi, à l'aide de demandes successives et de recours nouveaux, il serait loisible à ceux qui tombent sous le coup de la loi de s'y soustraire plus ou moins longtemps et de s'arroger à leur guise toutes les dérogations. Supposons un commerçant qui demande une des dérogations de l'article 2 ; au moment où elle lui est refusée il forme un pourvoi et, en attendant la décision du Conseil d'État, use quand même de la dérogation. Le jour où le Conseil d'État rend son arrêt, si celui-ci lui donne tort, il demande une dérogation nouvelle et, si elle lui est encore refusée, il se pourvoit

(1) Cf. Jèze, *loc. cit.*, p. 51 et 52.

une seconde fois contre l'arrêté préfectoral. Il peut ainsi tenir en échec le principe de la loi en faisant le tour des quatre dérogations et en usant des diverses modalités auxquelles elles se prêtent (1).

Pour toutes ces raisons, le ministre du travail et de la prévoyance sociale s'était prononcé en faveur de la doctrine du pourvoi suspensif de l'arrêté dans sa circulaire du 6 novembre 1906 et avait décidé que le pourvoi laissait le chef d'établissement « dans la situation de droit » où il se trouvait avant la décision du préfet, or la situation de droit est évidemment le régime du repos collectif le dimanche.

La jurisprudence, après avoir adopté quelques temps la thèse du pouvoir suspensif de l'application de la loi (2), s'est ralliée à la même opinion. Elle décide aujourd'hui qu'un commerçant ne peut, à peine de contravention, user de la dérogation qui lui a été refusée, tant qu'il n'a pas été statué sur sa requête. Le seul fait d'avoir formé un recours ne remplace pas l'autorisation préfectorale laquelle reste nécessaire même si le Conseil d'État reconnaît au demandeur un droit à l'obtention de la dérogation, et

(1) Dans son *Commentaire de la loi du 13 juillet 1906 (Lois Nouvelles 1907-1, p. 54, n° 109)*, M. Mesnard fait observer : « Ce système a contre lui une très grave objection, c'est qu'il ne donne au recours aucun effet suspensif réel dans l'hypothèse la plus fréquente et très probablement la seule que le Sénat ait envisagée : celle où le recours est formé par un patron contre un arrêté qui a repoussé sa demande en dérogation. Dans ce cas, si le recours ne suspend ni l'infraction, ni même provisoirement la poursuite (Cass. crim. 24 janvier 1907), il ne produit aucun effet suspensif véritable, même pas à l'égard de l'arrêté, puisque celui-ci consiste dans un refus de dérogation auquel on laisse au contraire tout son effet malgré le recours ».

Et il ajoute : « Cette disposition de l'article 9 est en réalité à préciser et à refaire : il faudrait trouver le moyen d'empêcher les patrons d'éluder longtemps la loi par des demandes dilatoires, sans pour cela les exposer à des poursuites fondées uniquement sur l'exercice prématuré d'un droit dont le principe existe et est destiné à être reconnu quelques jours plus tard. »

(2) Trib. simp. pol. Rouen 10 décembre 1906 *Rec. Gaz. trib.*, 1907-2-148. — Trib. s. pol. Bergerac, 19 novembre 1906, *Gaz Trib.* 21 novembre.

celui-ci doit, malgré son recours, se soumettre au principe général de la loi de 1906 (1). S'il agit autrement et donne le repos exceptionnel prévu par le paragraphe 2 de l'article 2 dans l'une des cédules *a*, *b*, *c* ou *d*, il peut être poursuivi et condamné (2).

Il y a lieu de croire que cette jurisprudence définitivement admise par la Cour suprême sera suivie devant les tribunaux. Le Ministre de la Justice a prescrit aux procureurs généraux de se conformer à la théorie de la Cour de Cassation et a décidé que le ministère public devrait notamment, dans ses conclusions, « s'opposer à tout sursis que les prévenus solliciteraient en invoquant abusivement les dispositions de l'article 9 paragraphe 2 de la loi » (3).

Déroptions acquises en vertu de la loi.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, en lisant l'article 3 de la loi du 13 juillet qui déclare « admis à donner le repos hebdomadaire par roulement » un certain nombre d'établissements qu'il énumère, ce n'est pas le mode de repos prévu dans la cédule *d* de l'article 2 qui est le seul acquis de plein droit à ces établissements. Quoique la loi ne le dise pas expressément, les catégories d'établissements visées peuvent user des autres régimes dérogatoires compris sous les lettres *a*, *b* et *c*, sans qu'il soit besoin d'aucune demande préalable ni d'aucune autorisation.

(1) « Si, en effet, aux termes de l'article 9 de la loi de 1906 le recours formé contre l'arrêté du préfet en suspend l'exécution, cet effet suspensif n'affecte que cet arrêté en produisant, selon les circonstances, les conséquences qu'il comporte, et il ne saurait en aucun cas faire échec à l'application immédiate de l'article 2, paragraphe 1^{er} de la loi ». Cass. Crim. 18 janv. 1907. *Rec. Gaz. Trib.* 1907-1-89.

(2) Trib. de la Seine, 22 janv. 07, *Rec. Gaz. Trib.*, 1907-2-182.

(3) Circul. 4 février 1907. *Bull. min. Just.*, 1907, p. 10.

La Cour de Cassation, par arrêt en date du 24 janvier 1907, a cassé un jugement du tribunal de simple police de Nîmes, qui avait condamné un boulanger pour avoir donné le repos hebdomadaire un autre jour que le dimanche à son personnel, et décidé qu'il n'y avait aucune contravention pour la partie poursuivie dans le fait qui lui était reproché du moment que, de par la loi elle-même, elle pouvait user d'une des dérogations prévues au paragraphe 2 de l'article 2 (1). L'opinion de la Cour était donc que les établissements énumérés à l'article 3, bénéficiaient de l'un quelconque des régimes exceptionnels et non pas exclusivement du roulement.

Ainsi que le fait observer M. Léon Lacour, dans une note insérée sous l'arrêt précité, « dans l'article 2, la loi a prévu, sous les lettres *a*, *b*, *c*, *d*, quatre systèmes de repos qui présentent une sorte de gradation, en ce qu'ils s'écartent de plus en plus, dans l'ordre où ils sont énumérés, du repos collectif du dimanche, qui est la règle générale. Il s'agit des repos donnés : *a*, un autre jour que le dimanche à tout le personnel de l'établissement ; *b*, du dimanche midi au lundi midi ; *c*, le dimanche après-midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine ; *d*, par roulement à tout ou partie du personnel. Les établissements qui, d'après l'article 3, sont admis à donner le repos par roulement peuvent, à plus forte raison, user d'un des trois modes précédents *a*, *b* et *c*, que la loi considère comme préférables en principe » (2). C'est d'ailleurs ce que le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail avait déjà reconnu dans différentes circulai-

(1) Cas. crim. 24 janvier 1907 (Aff. Saladin) *D. P.* 1907-1-108. Conclus. de M. l'avocat général Lombard.

(2) Voir la note sous l'arrêt du 24 janvier 1907, *loc. cit.*

res. Dans celle du 3 septembre 1906 notamment, il est dit : « Tout établissement autorisé par la loi à donner le repos par roulement peut, *a fortiori*, donner congé à la totalité du personnel admis au roulement, un même jour quelconque de la semaine; dès lors que chacun de ses ouvriers ou employés n'est pas occupé plus de six jours par semaine et jouit d'un repos d'une durée minima de vingt-quatre heures consécutives, conformément aux prescriptions de l'article 1^{er}, cet établissement satisfait à la loi » (1).

Ainsi, les établissements rentrant dans les catégories visées par l'article 3, peuvent user, non pas exclusivement du mode de repos par roulement, mais aussi des trois autres régimes dérogatoires organisés par l'article 2 (2). A la différence de l'article 2 cependant, ce ne sont plus tous les établissements industriels et commerciaux indistinctement qui peuvent en user; ce sont ceux d'entre eux seulement qui rentrent dans les catégories indiquées. Mais alors il n'est besoin d'aucune formalité : tout établissement compris dans l'énumération légale, a la faculté d'adopter tel régime d'exception qu'il lui plait, sans avoir à justifier le préjudice que causerait le repos collectif du dimanche au public ou à son fonctionnement, sans avoir à former de demande, ni à obtenir d'autorisation.

Les diverses catégories d'établissements admis à donner

(1) *Bull. Off. du Trav.* 1906, p. 948.

(2) M. Mesnard dans son *Commentaire de la loi du 13 juillet 1906* fait cependant une réserve. D'après lui, les établissements admis au roulement de plein droit « n'ont pas pour cela la faculté d'adopter un autre régime exceptionnel ne comportant pas le repos de vingt-quatre heures consécutives, notamment le repos du dimanche après-midi avec un repos compensateur par roulement et par quinzaine (paragraphe c de l'article 2) » *L. N.* 1907-1-27, n° 46. — Nous ne croyons pas, quant à nous, devoir faire une pareille restriction.

le repos hebdomadaire par roulement de plein droit sont énumérées par la loi, sous des numéros 1 à 11, dans l'article 3. Ce même article prévoit deux règlements d'administration publique, l'un pour préciser les industries qui bénéficieront de cette faveur en vertu des numéros 10 et 11, l'autre pour régler les dérogations particulières aux spécialistes occupés dans les usines à feu continu.

Les établissements strictement visés par le législateur de 1906 lui-même, sont compris sous les numéros 1 à 9 inclusivement. Ce sont :

1^o *Fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate.* — Cette disposition ne concerne, on le voit, que la fabrication. La vente au détail de ces produits fait l'objet de dispositions spéciales que nous étudierons plus tard. D'où il suit que les boulangers, les pâtisseries bénéficient de la dérogation, tandis que les épiceries, les dépôts de pain, qui ne font que vendre des denrées alimentaires, ne peuvent l'invoquer. Certaines professions peuvent donner lieu à des difficultés. On a proposé par exemple de faire rentrer les charcutiers dans la catégorie de ceux qui « fabriquent » leurs produits, et d'exclure de cette catégorie les bouchers qui ne fabriquent pas la viande. Il serait aussi inutile d'admettre les confiseurs au bénéfice du roulement de plein droit, parce que leurs bonbons sont susceptibles de conservation et ne sont par suite pas « destinés à la consommation immédiate ». Ces distinctions sont assez délicates à faire. C'est aux tribunaux d'apprécier. Dans les grandes maisons qui ont deux établissements distincts, l'un pour la fabrication, l'autre pour la vente, les dérogations de plein droit seront utilisables dans le premier à l'exclusion du second.

2^o *Hôtels, restaurants et débits de boissons.* — Les débits

de boissons sont ceux où l'on vend du vin et autres boissons destinées à être consommées sur place ; ils ne comprennent pas les maisons de commerce où se vend du vin en barrique ou en bouteilles mais dont la consommation est faite à l'extérieur. Les commerçants qui tiennent à la fois un commerce de mercerie ou d'épicerie et un débit de boissons, comme cela arrive souvent, jouissent des dérogations de l'article 2 de plein droit pour le débit des boissons seulement, pour la vente des autres marchandises l'usage des dérogations nécessiterait une autorisation administrative.

3° *Débts de tabac et magasins de fleurs naturelles.*

4° *Hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraite et d'aliénés, dispensaires, maisons de santé, pharmacies, drogueries, magasins d'appareils médicaux et chirurgicaux.*

5° *Établissements de bains.*

6° *Entreprises de journaux, d'informations et de spectacles, musées et expositions.*

7° *Entreprises de location de livres, de chaises, de moyens de locomotion.* — Un loueur de vélocipèdes en tant qu'entrepreneur de moyens de locomotion peut donc donner le repos par roulement à son personnel, et cela alors même qu'il exercerait simultanément une industrie non sujette à la même faveur, pourvu bien entendu qu'il n'emploie le dimanche son personnel qu'à la location et non à la vente des vélocipèdes (1), tandis qu'un simple fabricant de cycles ne pourrait invoquer le même droit.

8° *Entreprises d'éclairage et de distribution d'eau ou de force motrice.*

9° *Entreprises de transport par terre autres que les chemins*

(1) Trib. simp. pol. Orléans 15 Décembre 1906. *D. P.* 1907. 2. 48.

de fer, travaux de chargement et de déchargement dans les ports, débarcadères et stations.

Les entreprises de transport par eau et par chemins de fer sont formellement exclues des dérogations de plein droit ; elles ne tombent d'ailleurs pas sous le coup de la loi de 1906, ainsi que nous l'avons vu précédemment. Au contraire, les entreprises de transport par terre, tels que tramways (sauf la distinction faite par la circulaire du 22 mai 1907), services automobiles, entreprises de voitures de place, etc., rentrent dans la catégorie des industries admises à déroger de plein droit à la règle du repos collectif du dimanche.

Les numéros 10 et 11 de l'article 3 se bornent à indiquer d'une façon vague certaines industries admises au roulement de droit. Ce sont :

10° *Industries où sont mises en œuvre des matières susceptibles d'altération très rapide ;*

11° *Industries dans lesquelles toute interruption de travail entraînerait la perte ou la dépréciation du produit en cours de fabrication.*

Le législateur n'a pas voulu faire l'énumération de ces catégories d'industries ; il a préféré laisser ce soin à un règlement d'administration publique (1). Logiquement, jusqu'à l'apparition de ce règlement, aucune industrie n'aurait dû pouvoir user de plein droit du roulement, par cela seul qu'elle mettait en œuvre des matières rapidement altérables ou que toute interruption de travail entraînait la perte ou la dépréciation du produit en cours de

(1) « Un règlement d'administration publique énumérera la nomenclature des industries comprises dans les catégories figurant sous les numéros 10 et 11, ainsi que les autres catégories d'établissements qui pourront bénéficier du droit de donner le repos hebdomadaire par roulement » Art. 3. § 2.

fabrication ; cependant la circulaire du 3 septembre 1906 en a décidé autrement ; elle a recommandé aux inspecteurs du travail d'accepter « l'organisation du repos par roulement dans toutes les industries qui pourraient se prévaloir des caractères définis par la loi ». Mais il fut entendu que si plus tard le règlement ne rangeait pas l'établissement, provisoirement admis au bénéfice de la dérogation, dans la catégorie de ceux appelés à en jouir définitivement, le chef d'industrie ne pourrait se prévaloir du passé et devrait renoncer à l'exception dont il avait pu bénéficier jusqu'alors.

Le règlement du 14 août 1907 (1) est venu donner la nomenclature de ces établissements et des travaux pour lesquels le repos hebdomadaire par roulement est de droit. Il est essentiel d'observer, en effet, et l'article 1^{er} *in fine* du décret a pris soin de le dire formellement, que « dans les établissements où seraient en même temps exercées d'autres industries, la faculté de donner le repos hebdomadaire par roulement s'appliquerait exclusivement aux fabrications et aux travaux » compris sur la liste.

En outre, le même décret a décidé dans son article 2 que « les établissements qui, fonctionnant de jour et de nuit à l'aide d'équipes alternantes, auront suspendu pendant douze heures consécutives au moins chaque dimanche les travaux autres que ceux visés à l'article 4 et à l'article 5 § 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906 », seront admis à donner le repos par roulement. Il ne s'agit plus ici d'industries présentant les caractères généraux des numéros 10 et 11 de l'article 3. Néanmoins, le décret a pu étendre à ces

(1) *J. O.* du 21 Août 1907 p. 6058. Voir le tableau qui y est contenu, (erratum au *J. O.* du 22 Août p. 6075).

établissements le bénéfice du roulement de plein droit, en vertu des pouvoirs qui lui avaient été concédés par le législateur.

En effet, le paragraphe 2 de l'article 3 dispose que le règlement prévu par lui fixera la nomenclature des industries rentrant dans les termes des numéros 10 et 11 « ainsi que les autres catégories d'établissements » admis au roulement de droit. Le pouvoir réglementaire a jugé bon d'utiliser cette faculté à l'égard des usines à travail continu dans les conditions qu'il détermine. Il pourrait même, plus tard, faire fonctionner cette « soupape de sûreté » en cas de besoin, et, notamment remplacer par le roulement de droit, le roulement accordé par les préfets, toutes les fois que ce système exceptionnel de repos serait devenu si usité, qu'il serait passé en règle de ne pas le refuser.

Le dernier paragraphe de l'article 3 prévoit un autre règlement qui déterminera « les dérogations particulières au repos des spécialistes occupés dans les usines à feu continu, telles que hauts-fourneaux ». Quoique aucun règlement n'ait été encore publié en conformité de cette disposition, il nous semble pourtant que, l'intention du législateur de placer les usines à feu continu sous un régime exceptionnel étant très nettement exprimée, on ne peut prétendre qu'elles sont soumises au droit commun. Nous croyons au contraire que, d'ores et déjà, l'application pratique de la loi est suspendue à leur égard au moins en ce qui concerne les ouvriers spécialistes, c'est-à-dire les ouvriers occupés aux travaux qui ne peuvent s'exécuter industriellement que si les feux de l'usine sont maintenus en permanence. Ces établissements peuvent donc, de plein droit, user d'un des quatre régimes exceptionnels prévus au paragraphe 2 de l'article 2 sous les lettres *a*, *b*, *c*, *d*,

jusqu'à ce que le règlement prévu ait fixé les dérogations particulières qui leur seront permises. Telle était aussi l'opinion du ministre du Commerce lorsqu'il informait les inspecteurs du travail qu'ils auraient « à admettre, à titre purement provisoire, les diverses organisations qui leur seraient proposées », jusqu'à la publication du règlement annoncé (1).

Ainsi et en résumé, sont admis à donner à leur personnel le repos hebdomadaire suivant l'un des quatre modes exceptionnels organisés par l'article 2 : 1° les établissements énumérés sous les numéros 1 à 9 de l'article 3 ; 2° les catégories d'industries visées par les numéros 10 et 11 du même article et spécifiées par le décret du 14 août 1907 ; 3° les établissements travaillant nuit et jour à l'aide d'équipes alternantes sous certaines conditions et, éventuellement, ceux à qui la même faveur sera étendue par la voie des règlements ; 4° les usines à feu continu, mais quant aux spécialistes seulement.

II. — *Autres modes dérogatoires et régimes spéciaux.*

Les articles 4 à 7 de la loi du 13 juillet 1906 organisent en faveur de certains commerces et de certaines industries des régimes exceptionnels de repos et prévoient même des cas dans lesquels le repos hebdomadaire peut être supprimé.

Avant de passer à l'examen de ces différents articles, nous ferons observer que si un établissement quelconque, bénéficiant d'une de ces exceptions de droit, sollicitait

(1) Circul. 3 Septembre 1906 p. 949. Dans ce sens aussi V. Mesnard, *Lois Nouvelles* 1907 - 1 - 27.

l'une des autres exceptions prévues par l'article 2, le préfet saisi de la demande devrait l'examiner et, si elle était justifiée, accorder l'autorisation demandée. Ainsi que nous l'avons déjà observé (1), « les régimes exceptionnels légaux sont proposés et non imposés aux chefs d'établissements qui réunissent les conditions exigées pour y prétendre ». De sorte que tous les patrons, et même ceux pourvus du privilège de s'écarter du régime normal du repos collectif dominical, peuvent non seulement renoncer totalement à ce privilège et se soumettre au droit commun, mais encore demander à pouvoir user de tel ou tel autre mode de repos exceptionnel qui leur semble préférable, à condition qu'ils remplissent les formalités de l'article 8 de la loi de 1906 et qu'ils justifient se trouver dans l'un des deux cas prévus à l'article 2.

Article 4. — « En cas de travaux urgents, dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage, pour prévenir des accidents imminents ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement, le repos hebdomadaire pourra être suspendu pour le personnel nécessaire à l'exécution des travaux urgents. Cette faculté de suspension s'applique non seulement aux ouvriers de l'entreprise où les travaux urgents sont nécessaires, mais aussi à ceux d'une autre entreprise faisant les réparations pour le compte de la première. Dans cette seconde entreprise, chaque ouvrier devra jouir d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé ».

Comme on le voit, l'article 4 n'organise pas un système

(1) *Bulletin Off. du Trav.* 1906 p. 941, n° 4.

exceptionnel de repos, il permet de supprimer le repos lui-même au cas de travaux urgents. L'article prévoit deux cas : ou bien la réparation est faite par le personnel de l'établissement, ou bien elle est faite par une seconde entreprise. Dans le premier cas la suppression du repos hebdomadaire ne donne lieu à aucune compensation, car, dans l'entreprise où l'accident est survenu il s'agit d'un événement rare et l'on peut sans grand inconvénient supprimer pour son personnel l'obligation du repos. Dans le second cas, au contraire, les travaux de réparation sont effectués par des ouvriers qui se livrent continuellement à ce genre d'occupation ; on comprend dès lors que le législateur ait exigé pour eux un repos compensateur, sans quoi ils auraient été menacés d'être privés de tout repos pendant des périodes plus ou moins prolongées.

La dérogation n'est autorisée que dans les trois cas prévus par la loi : 1° pour organiser des mesures de sauvetage, 2° pour prévenir des accidents imminents, 3° pour réparer des accidents. Il ne faut pas en abuser ; l'urgence véritable seule peut la légitimer ; on doit d'ailleurs la restreindre au personnel nécessaire à l'exécution des travaux. Toutefois, la circulaire du 10 avril 1907 (1) a décidé qu'on pourrait étendre la dérogation de l'article 4 aux « simples travaux d'entretien », que l'on doit nécessairement effectuer le jour du repos collectif, mais dans ce cas « le besoin étant continu et non exceptionnel », on doit toujours exiger un repos compensateur en semaine, même si le travail est accompli par le personnel de l'établissement. Déjà, dans sa circulaire du 3 septembre 1906, le ministre du commerce avait préconisé d'user de larges tolérances lorsqu'il s'agissait de

(1) *Bull. Off Trav.* 1907, p. 381.

navires en service « affectés à une ligne régulière ou armés administrativement » et avait admis à la dérogation de l'article 4 tous les « travaux de gros entretien » à faire sur ces navires, « lorsque la suspension du repos hebdomadaire serait reconnue indispensable pour ne pas retarder le départ régulier du bâtiment » (1).

Il convient d'observer que la dérogation de l'article 4 n'est pas applicable aux garçons de moins de dix-huit ans ni aux filles de moins de vingt et un ans, aux termes du paragraphe 2 de l'article 18 de la loi.

Article 5. — Dans chacun de ses quatre paragraphes, l'article 5 organise divers régimes exceptionnels de repos et autorise même dans certains cas la suppression du repos hebdomadaire.

§ 1^{er}. — « Dans tout établissement qui aura le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, le repos hebdomadaire pourra être réduit à une demi-journée pour les personnes employées à la conduite des générateurs et machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux, ainsi que pour les gardiens et concierges. »

Pour que la dérogation prévue par ce paragraphe soit applicable il faut donc que le système de repos adopté par l'établissement soit le repos collectif ; on a supposé que si le repos par roulement était en usage dans une usine ou une maison de commerce, rien ne s'opposait à ce que les travaux de graissage et de nettoyage soient effectués par la partie du personnel qui travaille pendant que l'autre se repose. En spécifiant que l'exception est limitée au net-

(1) *Bull. Off. Trav.* 1906, p. 949.

toyage des locaux industriels, le législateur a voulu limiter les abus qui auraient pu se produire s'il avait parlé simplement des « ateliers ». Le texte de l'article 5 étant restrictif, il faut décider qu'un ouvrier peut bien être employé au nettoyage, au graissage, des machines motrices et générateurs, ainsi qu'à la visite des transmissions, mais ne saurait être employé à ces mêmes travaux pour d'autres machines, notamment pour les métiers. Le repos des concierges et gardiens des locaux industriels peut également être réduit à une demi-journée ; mais si le concierge est libre de s'absenter pendant cette demi-journée, il est également libre de ne pas quitter sa demeure, et aucune contravention ne pourrait être relevée à la charge du patron si le concierge préposé à la garde de son établissement était trouvé dans cet établissement pendant toute la durée du jour de repos, à condition qu'il y soit resté de son plein gré.

Aucun repos compensateur n'est exigé dans le cas du paragraphe 1^{er} de l'article 5. La demi-journée de repos doit s'entendre du repos pendant la moitié des heures que l'ouvrier passe à son travail chaque jour ordinaire. Les enfants de moins de dix-huit ans, non plus que les filles mineures, ne peuvent se voir étendre cette exception, (art. 18 paragraphe 2).

La circulaire du 10 avril 1907 a admis que l'on pourrait user de la dérogation du paragraphe 1^{er} de l'article 5 pour la préparation des expositions de saison et pour les inventaires. Mais c'est là une pure tolérance, une extension très arbitraire des dispositions légales.

§ 2. — « Dans les établissements de vente de denrées alimentaires au détail, le repos pourra être donné le dimanche après-midi, avec un repos compensateur, par roule-

ment et par semaine, d'une autre après-midi pour les employés âgés de moins de vingt et un ans et logés chez leurs patrons, et, par roulement et par quinzaine, d'une journée entière pour les autres employés ».

Il s'agit ici d'une exception analogue à celle prévue par l'article 2 sous la lettre c, sauf que le fractionnement du repos compensateur n'est pas le même suivant qu'il s'applique à des mineurs de vingt et un ans ou à des employés majeurs. Remarquons aussi que les seuls établissements visés par ce paragraphe sont les magasins de vente au détail des denrées alimentaires, à l'exclusion des usines qui les fabriquent et qui, nous l'avons vu, sont l'objet d'une disposition particulière de l'article 3. Dans ces établissements, qu'il importait de laisser ouverts le dimanche matin en vue de l'achat des aliments de nécessité courante par la population ouvrière surtout, le repos hebdomadaire est réduit à une demi-journée. Mais un repos compensateur d'une journée entière doit être donné tous les quinze jours par roulement aux employés adultes ; pour les employés âgés de moins de vingt et un ans et logés chez leurs patrons le repos compensateur consiste en une après-midi par semaine et par roulement. On a pensé qu'il y avait moins de danger à laisser ces jeunes gens, confiés par leurs parents à des commerçants, jouir de deux demi-journées de liberté, qu'à les exposer, sans surveillance, aux dangers de la rue pendant toute une journée.

La loi n'exige pas ici comme pour les maisons de fabrication de denrées alimentaires que les articles vendus soient destinés à une consommation immédiate. Il suffit donc, pour bénéficier de la dérogation, que les marchandises vendues au détail soient des aliments. Si un commerçant vendait à la fois plusieurs sortes de marchan-

disés, c'est seulement pour la vente des denrées alimentaires que l'exception devrait être admise.

§ 3. — « Dans les établissements occupant moins de cinq ouvriers ou employés et admis à donner le repos par roulement, le repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée, représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail. »

Pour user de cette dérogation, il faut tout à la fois que l'établissement industriel ou commercial soit admis par la loi, les règlements ou en vertu d'une autorisation préfectorale, à donner le repos par roulement, et que le nombre de ses employés ou ouvriers ne dépasse pas quatre (1). On ne doit pas d'ailleurs comprendre dans ce nombre la femme ou les enfants du patron, qui ne sont pas à proprement parler des employés mais des cointéressés, et qui ne sont pas des « personnes assujetties au repos hebdomadaire », comme le dit la circulaire du 3 septembre. Les autres parents du patron, ses amis, l'aidant dans son exploitation commerciale, étant assimilés à de vrais employés et tombant sous le coup de la loi, ne seront pas, au contraire, déduits du total maximum de quatre personnes.

L'exception prévue par le paragraphe que nous étudions se justifie aisément à raison du peu d'importance de ces établissements dont chaque employé a un rôle déterminé et distinct et qui ne peuvent facilement se remplacer. « Imaginez, disait M. Prévot dans son rapport, une petite maison dont le personnel se compose d'un vendeur, d'un caissier comptable et d'un emballer. Voyez-vous le comptable et l'emballer privés du concours du vendeur

(1) Dans la circulaire du 10 avril 1907, le Ministre du travail a décidé « qu'il y aurait avantage à étendre provisoirement cette faculté aux établissements occupant moins de huit ouvriers », p. 380.

ou le vendeur privé du comptable et de l'emballeur? » Pour ne pas jeter le trouble dans ces petits magasins et obliger le patron à se priver pendant toute une journée du concours d'un de ses auxiliaires, le législateur a imaginé de fractionner le repos hebdomadaire en deux demi-journées de liberté « représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail ». Par ces mots, il faut comprendre que le total des heures de repos doit être égal à celui des heures de travail fournies pendant un jour entier; en d'autres termes, les deux demi-journées de repos compensateur doivent comprendre un nombre d'heures suffisant pour représenter la durée totale d'un jour complet de travail; si, par exemple, la journée d'un ouvrier comporte douze heures de travail, on pourra lui donner par semaine une matinée (de huit heures à midi), et une après-midi (de midi à huit heures) de repos, ou deux matinées prolongées jusqu'à une heure après-midi, car alors il jouira bien de douze heures de repos (1).

Le paragraphe 3 de l'article 18 décide que « les dérogations prévues au paragraphe 3 de l'article 5 ne sont pas applicables aux personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892 ». Il faut en conclure que ni les garçons de moins de dix-huit ans, ni les filles et femmes de tout âge, ne peuvent voir fractionner leur repos hebdomadaire en deux demi-journées, pourvu du moins que ces personnes soient employées dans des établissements industriels, la loi de 1892 ne protégeant pas, en effet, celles employées dans le commerce.

§ 4. — « Dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire aura

(1) Cf. Circul. 3 septembre 1906, *loc. cit.*, p. 950 et 951.

lieu le dimanche, ce repos pourra être supprimé lorsqu'il coïncidera avec un jour de fête locale ou de quartier désigné par un arrêté municipal. »

Deux conditions sont nécessaires pour user de cette dérogation. D'une part, il faut qu'il s'agisse d'un commerce de détail, ce qui exclut les commerçants en gros et les industriels quels qu'ils soient. D'autre part, la fête locale et le repos hebdomadaire doivent tous deux tomber un dimanche. La fête locale tombant donc un autre jour que le dimanche, un jour férié par exemple, et coïncidant ce jour-là avec le repos hebdomadaire donné par roulement, ne suffira pas pour motiver la dérogation prévue par le paragraphe 4 de l'article 5. Mais si le jour férié tombait un dimanche, la dérogation s'appliquerait à lui comme à tout autre dimanche (1). Par les mots *fêtes locales ou de quartier*, le législateur a certainement entendu parler seulement des fêtes qui ont un caractère officiel, qui ont été fixées par arrêté municipal, conformément à l'article 95 de la loi du 5 avril 1884 (2), et qui reviennent en général périodiquement dans la plupart des localités, villes ou communes de France. Par extension de cette disposition, le préfet de police à Paris et un grand nombre de maires en province, ont autorisé les commerçants vendant au détail à supprimer le repos hebdomadaire les dimanches de la fin de décembre et du début de janvier, estimant que ces dimanches revêtaient le caractère de fêtes locales. Le ministre du travail a décidé qu'il y avait intérêt dans certains cas à tolérer cette manière de faire, à condition qu'on n'en abusât pas (3).

(1) V. *J. O.* du 4 juillet 1906, p. 739.

(2) Aux termes de cet article, les arrêtés pris par le maire sont exécutoires sauf annulation ou suspension.

(3) Circul. 10 avril 1907, *loc. cit.*, p. 380.

Ces deux conditions étant remplies, les commerçants de la localité peuvent de plein droit, sans demander aucune autorisation, sans avoir d'avis à donner, supprimer le repos hebdomadaire de leur personnel.

Article 6. — « Dans toutes les catégories d'entreprises où les intempéries déterminent des chômages, les repos forcés viendront, au cours de chaque mois, en déduction des jours de repos hebdomadaire.

« Les industries de plein air, celles qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an.

« Celles qui emploient des matières périssables, celles qui ont à répondre, à certains moments, à un surcroît extraordinaire de travail, et qui ont fixé le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, pourront également suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an. Mais pour ces deux dernières catégories d'industrie, l'employé ou l'ouvrier devra jouir au moins de deux jours de repos par mois. »

L'article 6 prévoit ainsi trois cas dans lesquels le repos hebdomadaire peut être, ou modifié, ou complètement supprimé.

1° *Chômages par suite d'intempéries.* — On comprend que le législateur, tenant compte de ces circonstances particulières, ait décidé la suppression du repos hebdomadaire chaque fois que les intempéries ont obligé les ouvriers d'une entreprise à cesser tout travail pendant un certain temps.

Pour que cette dérogation s'applique, deux conditions sont nécessaires. En premier lieu, les repos forcés doivent avoir été le résultat des intempéries ; tout autre cause de

chômage ne saurait donc être invoquée pour supprimer le repos hebdomadaire. Ensuite, l'obstacle apporté au fonctionnement de l'entreprise doit avoir été absolu. Lorsque ces deux conditions sont remplies, le chef d'entreprise peut supprimer, dans le cours du mois, autant de jours de repos hebdomadaire qu'il y a eu de jours de chômage. Il semble que le mois dans lequel la compensation doit intervenir doit se compter à partir du jour du chômage (1).

Les termes employés par l'article 6 dans son paragraphe 1^{er} étant généraux, tous les établissements industriels et commerciaux peuvent bénéficier de cette dérogation.

2° *Industries de plein air ou ne travaillant qu'à certaines époques de l'année.* — Peuvent être considérées comme industries de plein air celles qui fonctionnent dans leur ensemble sans être abritées, alors même que quelques-unes de leurs dépendances seraient établies sous des abris ou constructions quelconques. Une industrie dont les chantiers ou ateliers seraient protégés par de simples hangars ne serait pas au contraire une industrie de plein air. Quant aux industries « ne travaillant qu'à certaines époques de l'année », ce sont celles où le travail est complètement suspendu pendant des périodes plus ou moins longues. Ne rentrent pas dans cette catégorie les industries dont le travail est simplement ralenti à certaines époques. Il a été jugé dans ce sens qu'un négociant en modes, dont l'industrie travaille toute l'année, mais subit des périodes de surproduction et de morte-saison, ne saurait invoquer la disposition du paragraphe 2 de l'article 6 (2).

Pour les industries que nous venons de définir le repos

(1) Cf. *Lois Nouvelles*, 1907-4-44.

(2) Trib. simp. pol. Paris, 9 fév. 1907. *Gaz. trib.* des 11 et 12 février 1907. ...

hebdomadaire peut être supprimé quinze fois par an. / Aucun repos compensateur n'est exigé.

3° *Industries employant des matières périssables ou ayant un surcroît extraordinaire de travail.* — Il s'agit ici des industries qui mettent en œuvre des matières exposées à une destruction ou à une diminution de valeur très rapide et pouvant réellement souffrir d'une suspension momentanée de travail, et de celles dont les travaux sont augmentés par l'influence des saisons, l'abondance des commandes à l'approche de certaines fêtes ou cérémonies, etc.

Dans ce cas, l'industriel a le droit de supprimer quinze fois par an le repos hebdomadaire, à condition toutefois que chaque mois comprenne au moins deux jours de repos compensateur. De la sorte, si les ouvriers ne jouissent pas toute l'année du repos hebdomadaire, ils jouissent au moins d'un jour de repos par quinzaine pendant la période où le travail presse.

Il est à remarquer, qu'à l'inverse du paragraphe 1^{er} de l'article 6, les paragraphes 2 et 3 ne visent que les établissements industriels et laissent en dehors de leurs prévisions les établissements de commerce. L'article 6 ne parle, en effet, dans ces paragraphes que des industries, et s'il y a là une lacune regrettable, il n'en est pas moins conforme au texte de la loi de refuser au commerce le bénéfice des dérogations qui y sont organisées. Afin d'éviter les conséquences rigoureuses provenant de l'inapplicabilité des paragraphes 2 et 3 de l'article 6 au commerce, le préfet de police à Paris et beaucoup de maires en province, ont dû interpréter extensivement la disposition du paragraphe 4 de l'article 5 pour permettre aux magasins de rester ouverts certains dimanches où ils ont un surcroît extraordinaire de travail, par exemple aux environs de Noël, du

jour de l'An et de Pâques. On ne voit pas pourquoi le législateur de 1906 a cru devoir faire, à ce point de vue, une différence entre l'industrie et le commerce, et pourquoi il a refusé aux établissements commerciaux la faculté de supprimer le repos hebdomadaire pendant quinze semaines, alors qu'ils se trouvent dans des situations analogues à celles qui ont fait admettre cette dérogation au profit des établissements industriels.

Avant de terminer sur l'article 6, disons que la loi du 13 juillet dans son article 18, paragraphe 4, décide que « un règlement d'administration publique établira la nomenclature des industries particulières qui devront être comprises dans les catégories générales énoncées à l'article 6 de la présente loi, en ce qui concerne les femmes et les enfants ».

Comme le règlement prévu n'est pas encore promulgué, il en résulterait, en droit strict, que jusqu'à cette promulgation les enfants de moins de dix-huit ans et les femmes de tout âge ne pourraient se voir appliquer les dispositions de l'article 6. Toutefois il fut entendu, lors du vote de l'article 18 par le Parlement, qu'en attendant l'apparition de ce règlement, seraient admis provisoirement à l'usage de ces dérogations les femmes et les enfants employés dans les industries inscrites à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893. Mais lorsque le nouveau règlement sera promulgué ces dérogations ne seront admises que pour les industries particulières qu'il indiquera.

En ce qui concerne les hommes, nulle restriction ne doit être apportée; aucun règlement n'est prévu pour fixer la nomenclature des industries comprises dans les termes généraux de l'article 6. En cas de contestation, il appartiendra aux tribunaux d'apprécier si l'établissement rentre bien dans la définition très large de la loi, c'est-à-dire s'il

a eu à souffrir d'un chômage survenu par suite d'intempéries, s'il peut être considéré comme industrie de plein air, s'il ne travaille effectivement qu'à certaines époques de l'année, si les matières qu'il emploie sont des matières périssables, ou enfin s'il est sujet à un surcroît extraordinaire de travail (1). En d'autres termes, l'autorité judiciaire, quand il s'agira d'ouvriers adultes, n'aura pas à se référer au règlement prévu par l'article 48 pour les femmes et les enfants, elle appréciera elle-même si l'on se trouve dans l'un des cas prévus par l'article 6 de la loi.

Article 7. — « Dans les établissements soumis au contrôle de l'État, ainsi que dans ceux où sont exécutés des travaux pour le compte de l'État et dans l'intérêt de la défense nationale, les ministres intéressés pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an. »

La suppression du repos hebdomadaire autorisée par l'article 7 est spéciale aux établissements de l'État, elle est fondée sur l'ordre public. Bien que la rédaction de cet article soit défectueuse et donne lieu à controverses, il est certain que le législateur n'a entendu viser ici que les établissements où s'exécutent des travaux intéressant la défense nationale, soit sous le contrôle, soit pour le compte de l'État. Ce ne sont donc pas tous les établissements placés sous le contrôle de l'État, ainsi que semble le dire l'article 7, mais ceux d'entre eux seulement qui intéressent la défense nationale, qui sont sujets à la dérogation (2). Les autres établissements industriels de l'État, tels que manufactures de tabac, fabriques d'allumettes, etc., ne sont pas visés par l'article 7.

(1) Cf. circul. 3 septembre 1906, p. 951.

(2) C'est ce que fait observer la circulaire du 3 septembre 1906, p. 951.

La dérogation de l'article 7 consiste dans la possibilité, pour les ministres intéressés, de supprimer le repos hebdomadaire quinze fois par an dans les établissements que nous venons d'indiquer. Aucun repos compensateur n'est exigé. L'article 18 ne contenant aucune restriction à ce sujet, il faut décider que le repos hebdomadaire peut être suspendu non seulement pour les ouvriers adultes, mais même pour les femmes et les enfants de moins de dix-huit ans.

SECTION III. — MESURES D'EXÉCUTION ET SANCTIONS PÉNALES

§ 1^{er}. — *Organisation du contrôle.*

1^o — *Personnel qui en est chargé.* — « Les inspecteurs et inspectrices du travail sont chargés, concuremment avec tous les officiers de police judiciaire, de constater les infractions à la présente loi. » Article 11, § 1^{er}.

A cause du grand nombre d'établissements qui se trouvaient assujettis à la nouvelle loi, le législateur de 1906 a adjoint aux fonctionnaires de l'inspection du travail les officiers de police judiciaire, pour les aider à réprimer les infractions. Ces officiers de police judiciaire peuvent donc concuremment avec les agents du service de l'inspection se transporter chez les commerçants et industriels, vérifier si les ouvriers et employés jouissent bien d'un jour de repos par semaine, si les formalités légales sont accomplies au cas de dérogations, et dresser procès-verbal s'ils constatent une contravention.

Tous les établissements soumis aux obligations de la loi de 1906 peuvent être inspectés par tous les agents chargés

du contrôle. Il peut donc arriver que des infractions soient constatées chez le même commerçant à la fois par l'inspecteur du travail et par un officier de police judiciaire agissant dans son ressort. Afin d'éviter le mécontentement que pourraient provoquer chez les intéressés des faits de cette nature, il suffirait de diviser les établissements en plusieurs catégories. C'est ce qui a été fait à Paris; dans une lettre du 17 novembre 1906 (1), le Ministre du travail et de la prévoyance sociale a opéré la répartition du contrôle des divers établissements entre les commissaires de police et les inspecteurs du travail. Cette répartition, toutefois, n'a qu'une valeur très arbitraire, elle a pour but de faciliter la tâche des agents chargés du contrôle et d'épargner aux intéressés d'inutiles vexations, mais elle ne saurait faire échec au principe même de la loi qui reconnaît, à tous ceux qu'elle désigne, le droit de vérifier, dans tous les établissements quels qu'ils soient, si le repos hebdomadaire est scrupuleusement observé.

Les fonctionnaires du contrôle peuvent d'ailleurs entrer en rapport avec les groupements professionnels pour se faire signaler par eux les infractions à la loi du 13 juillet 1906. La circulaire du 22 novembre 1906 prescrit même aux inspecteurs du travail « de donner suite, dans le plus bref délai possible, aux indications qu'ils peuvent recevoir de la part des organisations intéressées » (2). Il peut y avoir là, en effet, une collaboration précieuse qui aidera le service du contrôle à réprimer les manquements à la loi du repos hebdomadaire.

« Dans les établissements soumis au contrôle du Minis-

(1) *Bull. Off. du Trav.*, 1906, p. 1261.

(2) *Id.*, p. 1263.

tre des Travaux publics, l'exécution de la loi est assurée par les fonctionnaires chargés de ce contrôle, placés à cet effet sous l'autorité du Ministre du commerce et de l'industrie (1). Les délégués mineurs signalent les infractions sur leur rapport » (article 11, § 2).

Aux termes de ce paragraphe, les établissements ressortissant du Ministère des travaux publics sont placés sous un régime particulier : l'exécution de la loi est assurée par les fonctionnaires spéciaux de ce service. Cette disposition vise d'abord les mines, minières et carrières ; elle vise aussi les chemins de fer, mais leurs ouvriers et employés étant, d'une façon générale, soustraits à l'application de la loi du 13 juillet, il en résulte, ainsi que l'observe la circulaire du 17 décembre 1906 (2), que les seules entreprises de transport dont il s'agit ici sont les tramways et les chemins de fer industriels et miniers non affectés à un service public. Encore faut-il tenir compte de la distinction que nous avons déjà faite entre les tramways assujettis à l'obligation du repos hebdomadaire et ceux qui y sont soustraits.

2° — *Moyens de contrôle.* — Afin d'assurer l'exécution de la loi, l'article 10 dispose : « Des règlements d'administration publique organiseront le contrôle des jours de repos pour tous les établissements, que le repos hebdomadaire soit collectif ou qu'il soit organisé par roulement.

« Ils détermineront également les conditions du préavis

(1) Depuis la création du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, ce n'est plus sous les ordres du Ministre du Commerce mais sous ceux du Ministre du travail, que sont placés les fonctionnaires de ce contrôle en ce qui concerne l'application de la loi de 1906.

(2) *Bull. Off. du Trav.*, 1907, p. 60.

qui devra être adressé à l'inspecteur du travail par le chef de tout établissement qui bénéficiera des dérogations ».

Des divers règlements prévus par le législateur de 1906, celui-là seul était indispensable à l'application de la loi ; aussi fut-il rendu dès le 24 août 1906. Il a été d'ailleurs depuis modifié par un décret du 13 juillet 1907 (1), dans ses articles 1^{er} et 2. Les différentes formalités organisées par le décret du 24 août pour permettre de constater si la loi est observée, sont les suivantes : 1^o l'affichage, 2^o la tenue de registres, 3^o le préavis.

Dans les établissements où le repos est donné le dimanche à l'ensemble du personnel, aucune de ces formalités n'est requise (2). Les décrets du 24 août 1906 et du 13 juillet 1907 précisent, en effet, que les obligations qu'ils imposent aux chefs d'entreprises ne sont requises que « dans les établissements... qui ne donnent pas à tout le personnel, sans exception, le repos de la journée entière du dimanche ». On a estimé que la simple fermeture du magasin ou de l'usine pendant la journée du dimanche suffisait à indiquer au service du contrôle que la loi était obéie. Il s'en suit que tout établissement dans lequel ne se trouve ni affiche ni registre doit être présumé donner le repos collectif le dimanche. Le fait de n'avoir pas apposé d'affiche dans un établissement, alors qu'il n'est pas prouvé que le patron usait d'un régime exceptionnel, ne saurait donc constituer une contravention (3).

C'est seulement lorsqu'un chef d'entreprise donne le

(1) *J. O.* du 14 juillet 1907, p. 4938.

(2) Cf. *Circul.* du 20 août 1907. *Bull. Off. du Trav.*, 1907, p. 963.

(3) *Trib. simp. pol.* Lille, 3 novembre 1906-2-374.

repos hebdomadaire suivant l'un des modes dérogatoires autorisés ou qu'il supprime tout repos dans les cas prévus par la loi qu'il est tenu de remplir les formalités que nous allons maintenant étudier.

Affichage. — Aux termes de l'article 1^{er} — 1^o du décret du 24 août 1906 modifié : « Lorsque le repos hebdomadaire est donné collectivement à la totalité ou à une partie du personnel, soit un autre jour que le dimanche, soit du dimanche midi au lundi midi, soit le dimanche après-midi sous réserve du repos compensateur, soit suivant tout autre mode exceptionnel permis par la loi, des affiches doivent indiquer les jours et heures du repos collectif ainsi donné ».

Comme on le voit, l'affiche est requise dans tous les cas où le repos hebdomadaire est donné collectivement un autre jour que le dimanche (1). Elle doit mentionner non seulement le jour mais les heures de repos, afin que l'inspecteur puisse vérifier si le repos a bien une durée de vingt-quatre heures consécutives. Il n'est pas besoin d'inscrire le nom de chaque employé, puisque tous prennent leur congé le même jour.

Une seule affiche suffit pour l'ensemble de l'établissement, elle « doit être facilement accessible et lisible », et « un duplicata en est envoyé avant la mise en service à l'inspecteur du travail de la circonscription » (2). Ce duplicata n'a pas besoin d'être envoyé sous forme d'affiche, il suffit que l'inspecteur connaisse de façon non équivoque le jour de repos choisi par l'industriel. Si le chef d'entreprise se place sous un régime exceptionnel autre que celui

(1) Cf. circul. 20 août 1907 *loc. cit.*

(2) Art. 2 du décret du 24 août 1906 modifié.

qu'il avait adopté primitivement et change par exemple le jour du repos collectif de son personnel, il doit modifier les mentions de son affiche et en avertir l'inspecteur avant la mise en service du nouveau mode de repos. Mais si un commerçant renonçait à une dérogation dont il aurait usé jusqu'alors et donnait à ses employés le repos collectif le dimanche, nous croyons qu'il n'aurait pas à porter ce changement à la connaissance de l'inspecteur. Retombant sous l'empire du droit commun il n'aurait qu'à supprimer toute affiche.

La formalité de l'affichage est requise tantôt seule, tantôt concurremment avec d'autres formalités. Elle n'est requise seule que dans deux cas ; c'est lorsque le régime adopté est, ou bien le repos collectif un autre jour que le dimanche (art. 2 lettre *a*), ou bien le repos collectif du dimanche midi au lundi midi (art. 2 lettre *b*).

Registres. — La tenue de registres spéciaux est obligatoire pour les patrons qui ne donnent pas le repos collectif à leur personnel. C'est ce que dit le 2^o de l'article 1^{er} du décret du 24 août modifié : « Lorsque le repos n'est pas donné collectivement à tout le personnel soit pendant la journée entière du dimanche, soit sous l'une des autres formes prévues par la loi, un registre spécial doit mentionner les noms des ouvriers et employés soumis à un régime particulier de repos et indiquer ce régime... »

Aucune forme spéciale n'est imposée pour la tenue de ce registre ; néanmoins la circulaire du 3 septembre dit : « il est désirable que les chefs d'établissements cotent les pages de leur registre et y fassent figurer les personnes employées avec leurs noms, prénoms et spécialités professionnelles, soit en regard du jour ou de la fraction de jour affecté à leur repos, soit dans une colonne portant en tête

l'indication de ce jour ou de cette fraction de jour » (1). Mais ce sont là de simples conseils qui n'ont rien d'obligatoire. Le registre doit mentionner, outre les noms des ouvriers soumis à un régime particulier de repos et le régime adopté, « le jour et éventuellement les fractions de journées choisies pour le repos » (2). De la sorte aucune fraude ne peut avoir lieu ; l'inspecteur vérifiera facilement, au cours de ses visites, si chaque ouvrier jouit du repos auquel il a droit.

Le décret du 13 juillet 1907, en modifiant le règlement du 24 août 1906, y a introduit une innovation importante. Il oblige d'inscrire sur les registres les ouvriers nouvellement embauchés dans un certain délai. Ce délai est de six jours. Jusqu'à son expiration, le chef d'entreprise n'est pas tenu de porter sur son registre les nouveaux ouvriers qu'il emploie ; il est simplement obligé de tenir un cahier sur lequel il indiquera le nom et la date de l'embauchage de chaque ouvrier ou employé (3).

Cette disposition a pour but de préciser le sens et la portée du paragraphe 3 de l'article 2 du décret du 24 août, qui exige que le registre soit « tenu constamment à jour ». Par ces mots il faut comprendre que le registre doit mentionner tous les ouvriers et employés qui sont au service d'un établissement depuis plus de six jours. On évite ainsi des inscriptions inutiles, des modifications incessantes (4).

(1) Circul. 3 sept. 1906 *loc. cit.* p. 954.

(2) Décret 24 août 1906 art. 1^{er}-2^e *in fine*.

(3) Art. 1^{er}-2^e du décret 24 août 1906 modifié : « L'inscription sur ce registre des employés ou des ouvriers récemment embauchés devient obligatoire après un délai de six jours. Jusqu'à l'expiration de ce délai, et à défaut d'inscriptions sur le registre, il ne peut être réclamé par les agents chargés du contrôle qu'un cahier régulièrement tenu portant l'indication du nom et la date d'embauchage de l'ouvrier ou employé ».

(4) Cf. circul. 20 août 1907 *loc. cit.*

D'autre part, le nouvel embauché ne peut se plaindre, puisqu'il ne travaille pas plus de six jours de suite sans repos. Le septième jour, en effet, son inscription sur le registre deviendra obligatoire et il connaîtra alors le jour de repos qui lui est assigné. D'ailleurs, l'inscription sur le cahier spécial du nom et de la date d'embauchage des ouvriers nouveaux évite la possibilité des fraudes ; l'inspecteur s'assurera facilement, le cas échéant, que les ouvriers non portés sur le registre ne sont pas employés depuis plus de six jours.

Des modifications peuvent toujours être faites sur les registres ; spécialement, le patron peut changer la mention des journées de repos dont bénéficie un employé ou un ouvrier, à condition toutefois que la modification de service soit portée au registre avant de recevoir exécution. De la sorte, l'inspecteur se présentant à l'improviste chez un commerçant connaîtra toujours à l'avance le jour de repos de chaque employé et pourra se rendre compte si, ce jour-là, le repos est effectivement pris par ceux qui y ont droit.

Le registre reste à la disposition des agents chargés du contrôle et doit être communiqué aux employés et ouvriers qui en font la demande. Il en est de même du cahier sur lequel sont inscrits les nouveaux embauchés, sauf que celui-ci n'est pas nécessairement communiqué au personnel ouvrier. La communication du registre consiste simplement à le mettre sous les yeux du requérant, et ne comporte pas son dessaisissement entre les mains de celui-ci. Les fonctionnaires chargés du contrôle qui se font présenter les registres au cours de leurs visites doivent y apposer leur visa. Il n'est pas besoin que le registre soit à une certaine place, ni même dans le bureau de l'établisse-

ment ; il suffit que le chef d'entreprise le présente chaque fois qu'il en est requis.

La tenue du registre est obligatoire toutes les fois que le repos hebdomadaire n'est pas donné simultanément à l'ensemble du personnel. Elle est la seule formalité requise au cas où un établissement jouit de la faculté d'user du roulement, et emploie ce système de repos pour la totalité de ses ouvriers, ce qui peut se présenter dans trois hypothèses : 1° lorsque le roulement est accordé en vertu d'une autorisation préfectorale (art. 2, lettre *d*) ; 2° lorsque le roulement est de droit (art. 3) ; 3° lorsque la journée de repos par roulement et par semaine est remplacée par deux demi-journées de repos (art. 5, § 3).

Des cas où les deux formalités de l'affichage et de la tenue d'un registre sont simultanément requises. — La tenue d'un registre étant obligatoire toutes les fois que le repos par roulement est employé, et l'affichage prescrit lorsque le repos collectif est donné un autre jour que le dimanche, si un même établissement adopte simultanément l'un et l'autre de ces deux régimes, ou un régime mixte participant aux caractères des catégories ci-dessus, il est bien évident que cet établissement sera assujetti à la fois aux deux formalités que nous venons d'étudier (1).

Ainsi, dans les cas prévus par l'article 2, sous la lettre *c*, et par l'article 5, § 1 et 2 de la loi, le chef d'établissement devra tout ensemble apposer une affiche indiquant le jour ou les heures du repos collectif, sans spécification de noms, et tenir un registre nominatif indiquant pour chaque ouvrier le jour ou les fractions de

(1) Cf. Circul. 20 Août 1907, p. 966.

jours de repos données sous un autre régime que le repos collectif. L'affiche et le registre sont encore nécessaires toutes les fois qu'un patron donne à une partie de son personnel le repos collectif un autre jour que le dimanche et à une autre partie le repos par roulement. Mais il reste bien entendu que si dans ces établissements à régime mixte le repos collectif donné à une fraction du personnel avait lieu le dimanche, la formalité du registre seule serait exigée.

Préavis. — Le préavis est une formalité requise, non plus quand le repos hebdomadaire est accordé aux ouvriers et employés sous une forme exceptionnelle, mais lorsqu'il est, ou du moins va être, momentanément supprimé dans les cas où cela est autorisé par la loi.

Lors de la discussion de la loi devant le Sénat, M. Tournon avait déposé un amendement tendant à introduire dans l'article 4 une disposition relative à l'obligation du préavis. Mais le législateur a préféré laisser au pouvoir réglementaire le soin de fixer la forme et les conditions de cette formalité (1). C'est donc au règlement du 24 août 1906 qu'il faut se référer pour connaître quand le préavis est exigé et comment il doit être donné. Le décret du 13 juillet 1907 n'a modifié aucune des dispositions contenues à cet égard dans celui du 24 août de l'année précédente.

Aux termes du § 1^{er} de l'article 3 du règlement du 24 août : « Tout chef d'entreprise, directeur ou gérant, qui veut suspendre le repos hebdomadaire, en vertu soit de l'article 4, soit des § 2 et 3 de l'article 6 de la loi, doit en aviser immé-

(1) C'est ce qui est dit à l'article 10, paragraphe 2.

diatement, et, sauf le cas de force majeure, avant le commencement du travail, l'inspecteur de la circonscription ».

L'obligation d'aviser l'inspecteur que l'on va supprimer le repos hebdomadaire avant le commencement du travail se trouve donc tempérée au cas de force majeure. Il peut arriver en effet, surtout lorsqu'il s'agit de la dérogation accordée par l'article 4, que le chef d'entreprise n'ait pas le temps d'accomplir la formalité du préavis avant le début des travaux. Dans les cas des § 2 et 3 de l'article 6, au contraire, il sera presque toujours possible de rédiger l'avis et de l'expédier à l'inspecteur avant le commencement des opérations. C'est aux tribunaux d'apprécier s'il y a eu ou non urgence de nature à justifier l'envoi tardif de l'avis, si des difficultés naissent à ce sujet entre l'intéressé et le service de l'inspection. D'ailleurs, même au cas de force majeure, l'avis reste obligatoire et doit être envoyé au cours des travaux : l'accomplissement de la formalité a été retardé mais celle-ci ne peut être considérée comme supprimée.

Les mentions à insérer dans le préavis sont : les raisons pour lesquelles le repos hebdomadaire est suspendu, la durée de cette suspension, le nombre d'employés auxquels elle s'applique, la date des jours de repos compensateur s'il y a lieu. (1)

Le préavis est encore obligatoire dans le cas prévu par le § 1^{er} de l'article 6, c'est-à-dire quand le repos hebdoma-

(1) « En outre, dans le cas prévu par l'article 4, lorsque des travaux urgents sont exécutés par une entreprise distincte, l'avis du chef de cette entreprise mentionne la date du jour de repos compensateur assuré au personnel. Pour les industries déterminées au paragraphe 3 de l'article 6 l'avis indique les deux jours de repos mensuels réservés aux employés et ouvriers. » Article 3, décret du 24 Août 1906 *in fine*.

daire doit être supprimé en raison des jours de chômage forcé qui ont été imposés par les intempéries. L'article 4 du décret du 24 août prescrit, en effet, aux chefs d'entreprises placés dans cette situation d'informer l'inspecteur du travail, le jour même, du repos involontaire qu'ils sont obligés de subir et du nombre de personnes qui ont chômé, et aussi de lui faire connaître, la veille au plus tard, les jours où le repos hebdomadaire sera supprimé en compensation du chômage. Les mentions que doit renfermer le préavis prévu par cet article sont les mêmes que celles énoncées précédemment. La seule différence à signaler avec le préavis requis par l'article 3 du décret est qu'il doit être envoyé « la veille au plus tard » de la suppression du repos hebdomadaire, et non pas simplement « avant le commencement du travail ».

Le timbre de la poste fait foi de la date d'envoi des préavis, c'est pourquoi la circulaire du 3 septembre recommande aux inspecteurs d'annexer dans leurs archives aux lettres de préavis les enveloppes sous lesquelles elles leur sont parvenues.

L'article 5 du décret du 24 août prescrit d'afficher une copie de l'avis dans l'établissement pendant toute la durée de la dérogation. De la sorte l'inspecteur qui serait absent de son domicile le jour où la lettre d'avis lui parviendrait pourrait se rendre compte au cours de ses tournées que les formalités requises ont été remplies. Cet affichage a aussi pour but d'informer le personnel que la dérogation est réglementaire, qu'il ne peut refuser au patron le concours que celui-ci réclame.

Pour user des dérogations autorisées par les articles 4 et 6 de la loi du 13 juillet, il n'est besoin d'aucune autre formalité. L'envoi de l'avis à l'inspecteur suffit. Ainsi, le

chef d'entreprise n'aura pas à attendre la réponse de l'Administration. Pourvu qu'il ne dépasse pas le maximum de journées de dérogations auquel il a droit et qu'il remplisse les conditions exigées par la loi, il reste libre de supprimer le repos hebdomadaire dès qu'il en aura averti le service de l'inspection.

L'inspecteur peut néanmoins se rendre compte si les circonstances énoncées ou les motifs invoqués correspondent bien à la réalité et, en cas d'inexactitude, dresser procès-verbal. Il pourrait également relever une contravention à la charge d'un industriel qui, dans les cas des paragraphes 2 et 3 de l'article 6, supprimerait le repos hebdomadaire plus de quinze fois par an, ou, dans le cas du paragraphe 1^{er} de ce même article, le supprimerait un nombre de fois supérieur au nombre de jours de chômage imposés par les intempéries. L'accomplissement de la formalité du préavis ne suffirait pas, en effet, à couvrir la faute du chef d'entreprise qui aurait dépassé les limites légales, après avoir épuisé son crédit.

§ 2. — *Poursuites et peines.*

L'article 12 de la loi du 13 juillet 1906 nous apprend d'abord que les contraventions sont constatées dans des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire. Ces procès-verbaux sont rédigés en double exemplaire dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet.

Les agents chargés de dresser ces procès-verbaux étant les inspecteurs du travail et les officiers de police judiciaire, doivent évidemment être crus sur parole, leurs déclarations étant toujours faites sous la foi du serment. Néanmoins l'intéressé peut prouver que la contravention n'exis-

tait pas et, s'il y réussit, il doit être renvoyé des fins de la poursuite.

Le tribunal compétent est en principe le tribunal de simple police, ainsi que le dispose l'article 13, paragraphe 1^{er}. Si la contravention est prouvée, le délinquant, chef d'entreprise, directeur ou gérant, est passible d'une amende de cinq à quinze francs, l'amende étant appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes occupées dans des conditions contraires à la loi. Toutefois le total des amendes ne pourra pas dépasser cinq cents francs ; afin que la peine ne soit pas disproportionnée avec la faute commise le législateur a cru bon de fixer ce maximum. Quant au minimum de cinq francs, il pourrait même ne pas être atteint, le juge ayant le droit, en vertu de l'article 16, paragraphe 3, de faire application de l'article 463 du Code pénal. L'admission des circonstances atténuantes permet de donner à la première amende un caractère d'avertissement.

Si les délinquants sont de simples directeurs ou gérants, l'article 14 dispose que les chefs d'entreprises seront civilement responsables des condamnations prononcées contre eux. Il y a donc dans ce cas deux sortes de responsabilités : la responsabilité pénale qui pèse sur celui qui est chargé de l'exécution de la loi, et la responsabilité civile qui atteint le véritable patron. Au contraire, la responsabilité civile se confondrait avec la responsabilité pénale dans la personne du chef d'entreprise, au cas où celui-ci n'aurait pas d'intermédiaires et serait lui-même chef du service dans lequel l'infraction a eu lieu.

Le tribunal correctionnel devient compétent en cas de récidive (art. 15 § 1^{er}), car alors l'infraction est considérée comme un délit contraventionnel. L'amende peut varier

entre seize et cent francs; elle est applicable autant de fois qu'il y a de contraventions nouvelles constatées, sans toutefois que le maximum puisse dépasser trois mille francs. Le minimum de seize francs pourrait d'ailleurs n'être pas atteint, l'article 16 autorisant ici encore l'admission des circonstances atténuantes; l'amende pourrait ainsi être abaissée à un franc. Il semble même qu'on peut ici faire bénéficier le délinquant de la loi de sursis, en vertu des principes du droit commun.

Aux termes du paragraphe 2 de l'article 15, la récidive a lieu « lorsque dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique ».

Pour faire naître la récidive, la nouvelle contravention doit être « identique » à celle qui a motivé la première condamnation, c'est-à-dire que tous les éléments légaux constitutifs de l'une et de l'autre doivent être absolument semblables. Ainsi, on ne pourrait considérer en état de récidive le patron qui, ayant été puni pour défaut d'affichage, serait ensuite poursuivi pour violation du repos hebdomadaire, il y a là deux infractions successives à la loi de 1906, mais relatives à deux prescriptions différentes, elles ne présentent donc pas le caractère d'identité nécessaire pour constituer la récidive telle que la prévoit l'article 15. Une seconde condition est nécessaire pour qu'il y ait récidive : il ne doit pas s'être écoulé plus de douze mois entre la première condamnation et le nouveau fait poursuivi. Remarquons que le délai de douze mois court du jour de la première condamnation et non du jour où a été commis le fait motivant celle-ci. C'est donc à la date de la condamnation primitive seule que l'on doit se référer pour savoir si, le jour où la nouvelle

infraction a été constatée, le délinquant se trouvait encore dans le délai de douze mois ou si ce délai était écoulé.

L'article 16 prévoit un délit spécial : l'obstacle à l'accomplissement du service d'un inspecteur. A l'inverse des autres infractions à la loi du repos hebdomadaire, le délit de l'article 16 peut être relevé contre n'importe qui, même contre un employé.

L'obstacle apporté au service des agents chargés du contrôle peut consister dans des faits fort divers, tels que refus de laisser entrer, mesures prises pour empêcher l'inspection d'un atelier, défaut de présentation des registres ou présentation de documents inexacts. Des réponses mensongères pourraient même, à notre avis, faire naître le délit de l'article 16. Ce délit est, en effet, identique à celui prévu par l'article 59 de la loi du 2 novembre 1892, et lors de la discussion de cette dernière on admit comme fait constitutif de l'infraction la fausse déclaration faite à un inspecteur (1). Cependant il a été jugé par le tribunal correctionnel de Boulogne-sur-Mer (2) que des déclarations erronées ou contraires à la vérité ne sauraient, en dehors de toute manœuvre destinée à entraver l'inspection, être considérées comme un obstacle à celle-ci, alors que l'inspecteur a tous moyens de se renseigner sans s'arrêter aux explications du prévenu, spécialement en interrogeant les ouvriers de celui-ci.

(1) Cf. *D. P.* 1893-4-31, note 5. — D'après un projet déposé par le gouvernement sur le bureau de la Chambre le 31 mai 1907 (*Ch. Doc. parlem.* 1907 p. 444. Annexe 1007) l'article 16 § 1^{er} serait ainsi complété : « Est considéré comme apportant un obstacle aux fonctions de l'inspecteur toute indication sciemment inexacte qui lui serait fournie sur l'organisation du roulement en exécution du règlement prévu à l'article 10 de la loi ».

(2) *D. P.* 1907-2-24.

Le délit de l'article 16, étant un véritable délit, n'est punissable que si l'inculpé a eu l'intention, la volonté de tromper l'inspecteur, si les actes qu'il a commis ont eu pour but direct de l'empêcher de remplir sa mission de surveillance et de contrôle.

Le tribunal correctionnel est le seul compétent pour juger ce délit spécial. La peine qu'il peut prononcer est une amende de cent à cinq cents francs ; cette amende peut être portée à mille francs en cas de récidive. La récidive consiste, ici encore, en ce que le délinquant a été condamné pour un fait identique dans les douze mois antérieurs au nouveau fait poursuivi. Notons, en terminant, que le tribunal peut admettre des circonstances atténuantes en faveur du condamné pour abaisser l'amende au-dessous du minimum légal et peut même le faire bénéficier de la loi de sursis.

CHAPITRE III

Critique de la loi du 13 juillet 1906.

Une des principales critiques que l'on ait pu adresser à la loi du 13 juillet 1906 est de n'avoir prévu aucun délai pour l'application de ses prescriptions.

Votée dans un but d'humanité très louable, mais faite pour surprendre et gêner une foule d'entreprises habituées à exiger de leur personnel un travail quotidien permanent, cette loi eût été sage d'organiser une sorte de régime transitoire, d'établir ces paliers successifs par lesquels progressivement et automatiquement, on accède au principe complet. Si, au lieu de mettre subitement en demeure les chefs d'établissements de donner à tous leurs employés et ouvriers un jour de repos par semaine, on les avait prévenus que dans un certain délai, et après avoir joui d'une tolérance provisoire, ils seraient soumis à cette obligation, ils auraient pris le soin de s'organiser en vue de l'échéance fatale qui leur était assignée, de modifier leurs habitudes anciennes, et ainsi la loi serait entrée peu à peu dans les mœurs, à la satisfaction de tous.

Il fut d'ailleurs impossible de ne pas tenir compte de l'impossibilité matérielle dans laquelle se trouvaient beaucoup d'industries et de commerces d'exécuter les prescrip-

tions légales, et dans bien des endroits on dut, en fait, suspendre momentanément l'application de la loi.

Malgré leur zèle et leur dévouement, les fonctionnaires chargés du contrôle ne parvinrent pas, en effet, à vaincre les résistances qu'ils rencontraient un peu partout ; les chefs d'entreprises continuèrent à faire travailler le dimanche, au mépris de nombreux procès-verbaux dressés contre eux, ou bien, par des demandes en dérogation successives ils cherchèrent à éluder aussi longtemps que possible les dispositions de la loi.

Le système de la tolérance administrative entra alors en vigueur. Diverses circulaires ministérielles prescrivirent d'user de libéralisme vis-à-vis de ceux qui pouvaient être considérés comme lésés par l'application intégrale et immédiate de la loi, des mesures de clémence furent prises à l'égard des délinquants. C'est ainsi que la circulaire du 3 septembre 1906 recommanda aux inspecteurs du travail de n'user des mesures de coercition que lorsque la loi « serait pratiquement connue des intéressés », que celle du 30 novembre de la même année leur rappela que cette loi devait être appliquée avec fermeté « mais sans brusquerie ni brutalité », et qu'enfin, à la date du 29 mars 1907, le ministre de la justice, conformément aux déclarations faites à la Chambre par le Gouvernement, ordonna de surseoir à la poursuite des infractions à la loi du 13 juillet 1906, antérieures au 30 mars 1907, ainsi qu'à l'exécution des condamnations tant pécuniaires que corporelles devenues définitives à cette date (1).

Sans doute, ce régime de tolérances vint réparer, en

(1) Circul. adressée aux procureurs généraux. Cf. *Bull. Off. du Trav.* Avril 1907, p. 377.

partie, l'oubli du législateur en donnant aux commerçants le temps de prendre les mesures nécessaires pour s'organiser en vue de l'obligation qui leur incombait désormais, mais il avait le grave inconvénient de laisser place à l'arbitraire. Tandis que certains inspecteurs du travail se faisaient remarquer par une complaisance peut-être excessive, par l'abandon de leurs prérogatives et de leurs obligations, d'autres considéraient de leur devoir de faire prévaloir l'intangibilité absolue de la loi, et de cette inégalité de traitement, qui suscita de la part des intéressés des protestations énergiques et de légitimes réclamations, est résultée cette concurrence déloyale que firent pendant un certain temps les magasins profitant de la faveur administrative à ceux traités avec plus de rigueur.

Il est vrai qu'à l'heure actuelle ce reproche que l'on a si souvent adressé au législateur de 1906 n'a plus qu'un intérêt rétrospectif. La loi a plus d'un an de date ; elle peut donc être considérée comme suffisamment connue de tous pour être rigoureusement appliquée, d'autant plus que de nombreuses circulaires ont aujourd'hui fixé le sens et la portée de certaines dispositions qui paraissaient jadis obscures, et que la jurisprudence a tranché la plupart des points controversés. Il ne reste plus rien de cette incohérence des débuts, de ces tâtonnements qui ont marqué la première application de la loi, de ces hésitations qui se sont fatalement produites au lendemain de sa promulgation.

Les autres reproches que l'on peut faire à la loi de 1906 sont relatifs à son texte lui-même. Ce texte contient des lacunes et des imperfections qu'il importerait de supprimer. Dans ce but, d'ailleurs, diverses propositions ont été

soumises au Parlement; la Chambre des Députés est même saisie en ce moment d'un projet déposé par le ministre du travail, au nom du gouvernement, tendant à compléter la loi sur le repos hebdomadaire.

La plupart de ces propositions contiennent des réformes différentes. Mais, d'une façon générale on peut dire que toutes ont pour objet de rendre la loi plus souple qu'elle ne l'est actuellement.

C'est ainsi que la proposition déposée le 20 mars 1907 (1) par MM. Empereur et Chion-Ducollet contient une disposition tendant à ajouter à l'article 1^{er} un paragraphe ainsi conçu : « Toutefois, dans les villes de moins de 10.000 habitants et dans les communes rurales, les conditions du repos hebdomadaire seront réglées comme ci-devant par un accord à intervenir entre employeurs et employés. »

Comme on le voit, l'adjonction d'une telle disposition aurait pour effet de soustraire une notable partie des communes de France aux prescriptions légales. Le principe du repos hebdomadaire subsisterait bien, c'est-à-dire que dans ces communes, comme dans toutes les autres, il serait interdit d'occuper un même employé ou un même ouvrier plus de six jours par semaine, mais la fixation des conditions de ce repos serait laissée aux intéressés eux-mêmes.

La proposition de MM. Empereur et Chion-Ducollet est restée sans écho. S'il y a vraiment urgence à ce que, dans les petites agglomérations urbaines et dans les communes rurales certains magasins ouvrent le dimanche, rien n'est plus facile à ceux-ci que de demander une des dérogations prévues à l'article 2 de la loi. Point n'est besoin de créer

(1) Ch. Doc. parlem. J. O. 1907, p. 246. Annexe n° 864.

en leur faveur une exception exorbitante du droit commun consistant à laisser à l'initiative privée le soin de fixer les conditions du repos hebdomadaire, à remplacer l'autorité de la loi par des accords, souvent difficiles, toujours précaires, entre patrons et ouvriers. D'ailleurs, pourquoi fixer arbitrairement à 10.000 le nombre d'habitants que devrait compter une ville pour être placée sous ce régime d'exception ? Serait-ce, par hasard, que les difficultés d'application de la loi diminuent au fur et à mesure qu'augmente le chiffre de la population ? La proposition Empereur ne saurait à notre avis être adoptée.

Mais si, au point de vue que nous venons d'envisager, le principe contenu dans l'article premier de la loi de 1906 nous paraît intangible, c'est-à-dire si nous ne voyons pas pourquoi le choix du jour de repos serait laissé libre dans les communes à faible population, tandis que ce jour serait fixé obligatoirement au dimanche dans les villes ayant un certain nombre d'habitants, à d'autres points de vue, au contraire, ce principe nous semble un peu trop absolu.

La loi du 13 juillet, malgré les divers régimes de repos qu'elle a prévus et autorisés et qui, croyait-on, devaient satisfaire à tous les besoins, manque, dans certains cas, de souplesse. L'expérience a prouvé, en effet, que quelques professions ne pouvaient s'accommoder d'aucun de ces régimes et qu'il était très difficile à ceux qui les exerçaient de donner chaque semaine une journée complète de repos à leur personnel ouvrier.

Deux métiers, spécialement, se sont fort mal trouvés de l'obligation qui leur a été imposée de ne pas faire travailler leurs employés plus de six jours sur sept : ce sont les hôteliers et les boulangers.

D'une part, en effet, la nécessité d'assurer la permanence des services empêche les patrons boulangers et les gérants d'hôtels de satisfaire à la règle générale du repos dominical collectif, la même raison rendant également pour eux impossible l'emploi du régime du repos collectif du dimanche midi au lundi midi ou d'un jour quelconque de la semaine; d'autre part, des circonstances particulières font qu'on ne peut dans ces deux entreprises organiser le roulement qui eût pourtant été, pour elles, le seul moyen pratique de se soumettre aux exigences de la loi.

Dans l'industrie hôtelière, en effet, le repos par roulement ne pourrait être pratiqué que de deux façons : ou bien en remplaçant un employé par un autre pris soit dans l'hôtel soit hors de l'hôtel, ou bien en augmentant le personnel dans des proportions suffisantes pour permettre à chaque domestique de se reposer un jour par semaine. Or, comme l'a fait très justement remarqué M. Engerand dans l'exposé des motifs d'une proposition de loi qu'il a soumise à la Chambre le 11 janvier 1907 (1), ce remplacement dans l'hôtel est presque impossible. D'un côté, le service étant divisé à l'infini, il est indispensable que chaque employé soit continuellement à son poste, sa spécialisation rendant difficile qu'un de ses camarades vienne le remplacer le jour où il s'absentera, «... le repos par roulement d'une journée ou même d'une demi-journée désorganiserait tout. On ne saurait suppléer le chef de cuisine par le plongeur, l'interprète par le commissionnaire, le caviste par le garçon d'ascenseur » (2). Et, d'un autre côté, le renforcement de l'effectif domestique non seulement occasionnerait aux

(1) Ch. Doc. parlam. S. O. 1907. p. 22 Annexe 631.

(2) Exposé des motifs de la propos. Engerand, *loc. cit.*

hôteliers un surcroît considérable de frais généraux, mais encore ne serait pas toujours possible. Comme l'a prouvé M. Engerand à l'aide de chiffres extraits du *Bulletin de l'Office du Travail*, le nombre des chômeurs serait loin d'être suffisant dans cette profession pour augmenter le personnel d'un septième, augmentation qui serait cependant nécessaire si on voulait établir dans les hôtels le repos par roulement. De fait, les hôteliers qui ont voulu exécuter la loi selon cette méthode ont dû le plus souvent y renoncer par la force même des choses, et l'autorité n'a point osé intervenir pour l'imposer.

Il en est de même dans la boulangerie. Non seulement le repos collectif y est impraticable parce que la clientèle exige du pain frais tous les jours, mais le repos par roulement lui-même présente de tels inconvénients qu'on n'a pas pu toujours l'organiser. Si, en effet, dans les agglomérations importantes il est relativement facile de se procurer des ouvriers supplémentaires pour remplacer ceux mis au repos, il en est autrement dans les petites villes et surtout dans les campagnes. Le patron sera souvent embarrassé pour trouver un auxiliaire le jour où son aide ordinaire lui fera défaut, et comme, la plupart du temps, il est seul avec cet ouvrier pour accomplir sa besogne, s'il le met au repos, il devra nécessairement éteindre son four.

En présence de ces inconvénients et pour ne pas nuire au fonctionnement de l'industrie hôtelière et de la boulangerie, on a eu l'idée d'introduire dans la loi une disposition nouvelle, de faire une légère brèche au principe du repos hebdomadaire.

On a pensé que le seul moyen de supprimer les difficultés que rencontrait l'application de la loi pour ces deux professions était d'autoriser ceux qui la pratiquaient à transfor-

mer le repos hebdomadaire en repos groupés. C'est-à-dire que les boulangers et les hôteliers, au lieu d'être obligés de donner à leur personnel une journée de repos, auraient la faculté de supprimer tout repos pendant plusieurs semaines, à condition de donner ensuite à leurs employés et ouvriers un congé d'une durée égale au nombre de jours de repos supprimés

Diverses propositions ont été soumises dans ce sens au Parlement. Nous citerons entre autres celle de M. Engerand, tendant à ajouter au numéro 2 de l'article 3 la disposition suivante « ... exception faite du personnel domestique visé par les articles 109 et 1953 du Code civil, pour lequel le repos pourra être fractionné ou groupé suivant accord entre les intéressés » (1); celle de M. Empereur qui reproduisait cette disposition et proposait en plus de créer un article 3 *bis* ainsi conçu : « Les ouvriers boulangers auront le droit de remplacer le repos hebdomadaire par roulement prévu à l'article 3 par treize jours de repos tous les trois mois à prendre en une fois ou par fraction suivant accord avec les patrons » (2). Citons encore la proposition de M. Cosnard ayant pour objet de compléter l'article 3 ainsi qu'il suit : « Les hôteliers, restaurateurs et débitants de boissons pourront donner le repos par roulement d'une demi-journée par semaine, plus une journée par mois et quinze jours de repos groupés. Les boulangers et autres commerçants travaillant la nuit sont autorisés à donner par roulement aux ouvriers occupés à la fabrication, soit cinquante deux jours par an répartis en douze repos men-

(1) Ch. Doc. parlam. 1907 S. O p. 23 Annexe 631.

(2) Ch. Doc. parlam. S. O. 1907 p. 246 Annexe 864. Cette disposition reproduisait un ancien texte voté par la Chambre et repoussé par le Sénat dans les séances des 3 et 5 juillet 1906 (*J. O. Débats parlam. p. 346 et suiv.*).

suels, soit trois jours consécutifs par mois, plus seize jours de repos groupés » (1).

Dans le projet de loi qui a été soumis par le gouvernement à la Chambre, le 31 mai 1907 (2), nous trouvons reproduites certaines de ces dispositions. Car l'idée des repos groupés a fait son chemin depuis que l'expérience a montré que, dans les industries de l'hôtellerie et de la boulangerie, les conditions exceptionnelles du travail rendaient impraticable l'application du repos hebdomadaire par roulement, et on songe de plus en plus à la faire passer dans le domaine de la réalité.

Ce projet reconnaît aux hôteliers, restaurateurs et débitants de boissons, ainsi qu'aux patrons boulangers, le droit de transformer pour leur personnel le repos hebdomadaire en repos groupés, dans quelques cas et sous certaines conditions.

Il propose d'abord d'ajouter à l'article 5 de la loi, un paragraphe ainsi conçu :

« Dans les villes de moins de 25.000 habitants, les patrons boulangers pourront grouper pour chaque mois, les journées de repos dues, en vertu de la présente loi, aux ouvriers occupés à la fabrication. On ne pourra recourir à cette faculté dans les villes où les boulangers seront rattachés à un conseil de prud'hommes, que si elle a été acceptée par un referendum des ouvriers boulangers électeurs au dit conseil. Ce referendum sera organisé par décret ».

D'après ce texte, les villes de plus de 25.000 habitants continuent à vivre sous l'empire du droit commun, car le

(1) Ch. Doc. parlam. S. O. 1907 p. 246 Annexe 865.

(2) Ch. Doc. parlam. 1907 p. 446 Annexe 1007.

marché du travail y est assez étendu pour que le système du roulement puisse fonctionner après une période de début plus ou moins difficile. Seules les communes de moins de 25.000 âmes bénéficient de cette disposition de faveur qui, pour elles, a été jugée indispensable. La faculté de grouper les repos est, en principe, laissée au patron sans qu'il ait à consulter ses ouvriers ; toutefois, dans certains cas, le groupement n'est possible que si les intéressés donnent leur consentement formel. Ce mode spécial de repos est d'ailleurs limité aux ouvriers occupés à la fabrication, à l'exclusion de ceux employés à la vente du pain.

Le groupement doit être fait « chaque mois ». Par conséquent, tous les mois le patron doit donner à ses ouvriers un congé dont la durée représente le nombre de journées de repos hebdomadaire supprimées dans le courant de ce mois. Le projet ne va pas jusqu'à permettre, ainsi que l'avaient fait certaines propositions parlementaires, la suppression de tout repos pendant plusieurs mois. On a pensé que dans une profession où le travail est pénible et les locaux forcément insalubres, c'était assez de laisser les ouvriers tout un mois sans repos, que la continuité du labeur quotidien pendant une période plus prolongée leur serait trop préjudiciable, et c'est pourquoi on s'est borné à transformer pour eux le repos hebdomadaire en repos mensuel.

Quant à l'industrie hôtelière, elle est également appelée à jouir de certaines dispositions de faveur. Le projet gouvernemental distingue à cet égard deux catégories d'établissements.

Aux termes du nouveau paragraphe 2 de l'article 6 de la loi, les hôtels et restaurants des stations balnéaires thermales ou climatériques pourront suspendre le repos

hebdomadaire quinze fois par an « à la condition d'assurer à l'employé ou à l'ouvrier un nombre égal de jours de repos groupés au cours de l'année ». Rien dans ce texte n'empêchant que la suspension du repos hebdomadaire ait lieu pendant quinze semaines consécutives, ces établissements ont ainsi la faculté de ne donner aucun repos à leur personnel pendant près de trois mois. Mais ils peuvent, s'ils le préfèrent, suspendre le repos une ou deux fois par mois seulement. Toute latitude leur est laissée à cet égard, pourvu qu'ils ne dépassent pas le maximum légal. Quand un hôtelier ou un restaurateur use de la faculté qu'il a de suspendre le repos hebdomadaire, il doit, au cours de l'année, donner à ses employés autant de jours de repos groupés qu'il y a eu de journées de repos hebdomadaire supprimées ; de la sorte les employés peuvent jouir d'un congé dont la durée peut atteindre quinze jours consécutifs.

La possibilité de grouper de la sorte les jours de repos hebdomadaire supprimés n'est accordée qu'aux hôtels et restaurants des villes d'eaux, mais elle leur est accordée à tous sans exception. Il n'y a pas lieu de distinguer entre ceux qui sont temporaires et ceux qui sont permanents.

Le projet range dans une deuxième catégorie les hôtels et restaurants occupant moins de huit personnes. Ces petits établissements pourront « suspendre le repos trente demi-journées au maximum par an à la condition de donner au personnel une période égale de repos compensateur. Toutefois, les personnes de service devront bénéficier en ce cas d'un après-midi de repos dans la semaine et être exonérées ce jour-là d'une demi-journée de travail. »

Ce nouveau paragraphe, ajouté à l'article 6, a pour but de faciliter l'application de la loi dans les hôtels et restau-

rants qui, en raison du nombre restreint de leur personnel, se trouvent dans l'impossibilité de donner à leurs employés un jour complet de repos par semaine, à certaines époques de l'année. Il place tous ces petits établissements, qu'ils soient ou non dans les villes d'eaux, sous un régime spécial. Il leur permet de combiner le système des demi-journées de repos avec celui du repos groupé.

La faculté de grouper les repos a été au contraire refusée aux hôtels et restaurants plus considérables, les rédacteurs du projet ayant pensé qu'avec un personnel composé de huit employés au moins, il était possible d'organiser le roulement, et qu'il n'était pas besoin, en conséquence, de soustraire ces établissements au droit commun.

Nous trouvons que le projet actuellement soumis à l'approbation de la Chambre, est sage d'avoir limité autant que possible, les exceptions qu'il organise en faveur des hôteliers, restaurateurs et boulangers, au lieu de leur donner la portée générale que préconisaient les promoteurs de la réforme. Ces exceptions, en effet, détruisent le principe même de la loi ; elles enlèvent aux ouvriers de la boulangerie, aux employés d'hôtels et aux garçons de restaurants le droit de se reposer tous les huit jours.

Il est fort raisonnable que pour les boulangeries, la faculté de grouper les repos ne soit laissée aux patrons que dans les petites villes, et encore sous la condition que les intéressés ne s'y opposent pas chaque fois qu'il sera possible de prendre leur avis. Il est également légitime de limiter à un mois la période pendant laquelle les ouvriers boulangers peuvent être privés de tout repos. De même dans l'industrie hôtelière, nous trouvons excellent qu'on ait refusé aux établissements, qui ne se trouvent pas dans des circonstances spéciales, le droit de déroger au repos

hebdomadaire. Rien n'empêche ces établissements de modifier les conditions du travail de leurs employés, d'organiser peu à peu le roulement qui leur permettra de satisfaire aux exigences de la loi.

D'ailleurs, si la loi du 13 juillet rencontre actuellement encore, dans cette dernière catégorie d'établissements, des difficultés d'exécution, est-ce une raison de l'abroger ? Nous ne le croyons pas. Il suffit de surseoir à cette exécution pour le moment, et, conformément aux déclarations du ministre du travail, d'accorder aux hôtels des sursis, à deux conditions : « c'est d'abord que les inspecteurs du travail, après avoir consulté les intéressés, c'est-à-dire les syndicats patronaux et les syndicats ouvriers, constatent que, dans la ville où ils se trouvent, le nombre des chômeurs est insuffisant ; c'est ensuite que, pour reconnaître le sursis qu'on leur accorde, les hôteliers veuillent bien donner à leurs employés une demi-journée complète de repos par semaine » (1).

Mais le projet du gouvernement ne se borne pas à reconnaître aux patrons, dans la boulangerie et dans l'industrie hôtelière, le droit de transformer le repos hebdomadaire auquel leurs employés ont droit en repos groupés, dans la mesure et sous les conditions que nous venons d'examiner. Son article 7 énumère une série de dispositions tendant à obliger le patron à payer aux travailleurs les jours de repos groupés, et stipulant à leur profit toutes garanties pour que ce paiement ne soit point éludé dans la pratique.

Aux termes de ce projet on ajouterait donc à la loi, un article ainsi conçu :

(1) Ch. Déb. parl. 1907, p. 804. Séance du 23 Mars, paroles de M. Viviani.

« Lorsqu'un chef d'établissement groupe plusieurs jours de repos dans des conditions prévues par la présente loi, il est tenu de les rémunérer au taux habituel de la journée de travail de l'ouvrier ou employé.

« Lorsqu'un ouvrier ou employé occupé sous le régime des repos groupés quitte l'établissement avant d'avoir bénéficié des repos qui lui sont dûs, le chef d'établissement lui en doit le paiement au taux habituel de la journée de travail. »

Que penser de ces dispositions nouvelles ? Malgré les raisons invoquées par les rédacteurs du projet, nous ne croyons pas qu'on puisse imposer aux patrons l'obligation de fournir à leurs ouvriers un salaire pour les jours de repos groupés.

S'il est vrai qu'au cas de groupement des repos, « un grand nombre d'ouvriers ou d'employés vont se trouver, pendant un nombre de journées qui peut, dans certains cas, aller jusqu'à quinze, privés du gain journalier que leur assurerait la continuité du travail », est-ce qu'il n'en est pas de même pour les ouvriers qui prennent leur repos chaque semaine ? Ne sont-ils pas eux aussi privés une fois par semaine de leur gain journalier ? Or, la loi de 1906 ne force pas les chefs d'entreprises à donner à leurs employés un salaire le jour où ils ne travaillent pas (1), et le repos groupé n'étant que la somme des journées de repos hebdomadaire supprimées, nous ne voyons pas pourquoi on changerait ici l'esprit général de la loi.

(1) La jurisprudence décide, en effet, que le patron ne doit pas à l'ouvrier son salaire pour le jour du repos, quand ce salaire est fixé à la journée. — (Cass. civ. 8 janvier 1907. *Gaz. Trib.* 1907-1-61). — Il en est de même en cas d'engagement fait au mois. — (Cass. civ. 17 juin 1907. — *D. P.* 1907-1-416 avec la note de M. Léon Lacour).

Sans doute, on nous objecte que l'ouvrier qui a le repos groupé fournit un labeur exceptionnel et qu'il est légitime de le traiter plus favorablement que celui qui jouit du repos hebdomadaire. Mais ce motif, invoqué par les rédacteurs du projet, nous semble avoir bien peu de portée. Nous ne sommes pas bien sûr, en effet, que malgré la fatigue que peut occasionner un travail ininterrompu pendant plusieurs semaines, beaucoup d'ouvriers ne préféreraient pas le régime des repos groupés à celui du repos hebdomadaire. Comment, dès lors, ne pas traiter l'ensemble des travailleurs de la même façon que les ouvriers boulangers et les employés d'hôtels ?

Enfin, du moment qu'on reconnaît que « ce sont les nécessités inhérentes à certaines entreprises qui commandent la continuité des opérations avec l'aide des mêmes travailleurs », pourquoi obliger les patrons à subir les conséquences d'une situation qu'ils n'ont point faite. Si c'est dans l'intérêt général qu'on accorde à certaines professions une dérogation spéciale, il n'est pas juste de faire supporter à quelques-uns seulement les charges nouvelles que cette dérogation peut occasionner. Et c'est ce qui arrive avec l'obligation inscrite dans le projet de loi.

Supposons un hôtel, situé dans une station balnéaire, qui a supprimé pendant la période d'affluence des voyageurs le repos hebdomadaire pendant quinze semaines consécutives. Au bout de ce temps les voyageurs sont en général peu nombreux, c'est la morte-saison. Le patron n'a plus besoin de tous ses employés, mais au lieu de les renvoyer purement et simplement après leur avoir payé les journées de présence qu'ils ont faites, le voici obligé de leur payer en sus un congé de quinze jours pendant lequel ils iront se reposer à ses frais !

Encore, dans l'industrie hôtelière, le patron pourra-t-il attendre la morte-saison pour donner congé à son personnel et ainsi il n'aura pas besoin de payer des employés supplémentaires pour remplacer ceux qui sont absents. Mais dans la boulangerie il en serait autrement. Le groupement des repos devant se faire chaque mois, le patron boulanger devrait embaucher des extras chaque fois qu'il mettrait ses ouvriers au repos, et obligé de payer les uns et les autres, il souffrirait, de ce chef, un surcroît appréciable de frais généraux.

En présence de tant d'inconvénients, nous n'hésitons pas à nous déclarer adversaire de la disposition obligeant les patrons à payer à leur personnel les repos groupés.

Sait-on d'ailleurs à quoi aboutirait cette disposition, si le Parlement la votait ? A rendre inutile l'organisation des repos groupés. Il nous semble certain, en effet, que les patrons renonceraient le plus souvent à la faculté qu'ils auraient de transformer le repos hebdomadaire en repos groupés, du moment que ce dernier régime leur imposerait une augmentation sensible de dépenses. Et comme ce régime ne serait obligatoire pour aucune entreprise, aux termes du projet, les boulangers et hôteliers préféreraient encore se conformer au droit commun, ce qui serait la source de nouvelles doléances.

Pourquoi donc créer cette exception, que l'on a pourtant reconnue nécessaire pour certaines entreprises, si l'on organise à côté d'elle un « correctif approprié » qui en empêche l'utilisation pratique ? Il nous semble qu'on ne doit pas reprendre d'une main ce que l'on donne de l'autre.

L'introduction, dans la loi de 1906, de dispositions de faveur autorisant certaines professions à donner des repos groupés, sous les conditions et dans les limites que nous

avons vues, serait, croyons-nous, une heureuse innnovation. Mais nous n'admettons pas qu'on paralyse l'usage de ce régime exceptionnel, en obligeant les patrons à rémunérer leurs employés pendant leurs journées d'absence.

Quant aux autres retouches qu'il importerait de faire au texte de la loi du repos hebdomadaire elles sont beaucoup moins importantes que celles dont nous venons de parler. Elles consisteraient à mettre certaines dispositions légales plus en rapport avec les besoins de l'industrie et du commerce, à combler quelques lacunes, à étendre quelques exceptions.

Il serait, d'abord, utile d'introduire dans le paragraphe c de l'article 2 une disposition autorisant les chefs d'entreprises qui donnent à leurs ouvriers le repos du dimanche après-midi avec un repos compensateur d'une journée, par roulement et par quinzaine, à fractionner ce repos compensateur en deux demi-journées représentant ensemble une journée complète de travail. Ce fractionnement, autorisé par l'article 5 paragraphe 2 dans les magasins vendant au détail des denrées alimentaires, pour les mineurs logés chez le patron, a donné d'excellents résultats ; on satisferait non seulement les patrons, mais les employés eux-mêmes, en le rendant possible dans tous les établissements et pour tous les travailleurs. Toutefois, le fractionnement ne serait que facultatif (1).

Deux modifications pourraient être faites à l'article 3.

(1) Cette modification est prévue par l'article 1^{er} du projet du gouvernement ; elle avait déjà été proposée par M. Cosnard (Ch. Doc. parlem. 1907, p. 246. Annexe 865). Depuis la circulaire du 10 avril 1907, le fractionnement du repos compensateur en deux demi-journées est, d'ailleurs, toléré dans la pratique.

D'une part, on pourrait ajouter les cercles à la liste des établissements admis à donner à leur personnel le roulement de droit, « les mêmes raisons existant dans les cercles, comme dans les restaurants ou dans les débits, d'assurer la permanence des services » (1). D'autre part, on ferait bien de laisser au règlement d'administration publique, prévu par le paragraphe dernier de cet article, le soin de déterminer les dérogations particulières au repos de certains chefs de service « qui ne pourraient, en raison de la nature de leur travail, être remplacés pendant vingt-quatre heures consécutives chaque semaine, sans nuire gravement au fonctionnement normal de l'établissement » (2).

Des réformes plus urgentes trouveraient place dans les articles 5 et 6.

L'article 5 serait presque complètement à refondre. On pourrait en premier lieu, y introduire une exception nouvelle en faveur des établissements qui donnent le repos collectif à leur personnel, mais qui doivent cependant faire effectuer, le jour de ce repos, certains travaux indispensables, soit pour la conservation de la matière première ou du produit en cours de fabrication, soit pour l'entretien de la cavalerie. Aux termes actuels de la loi, l'accomplissement de ces travaux nécessite l'organisation du roulement. Il vaudrait mieux, semble-t-il, ne pas obliger les chefs d'entreprises à organiser ce roulement, qui paraît peu approprié à l'espèce, et autoriser l'emploi pendant quelques heures, le dimanche, des personnes nécessaires à l'exécution des travaux sus-indiqués. Bien entendu ces personnes

(1) V. Exposé des motifs du projet précité, p. 444.

(2) Article 2 du projet, loc. cit.

jouiraient d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé (1).

On pourrait aussi, et c'est là une innovation qui ne rencontrerait aucun adversaire, décider que « les gardiens et concierges, les pompiers et veilleurs de nuit, les mécaniciens des ventilateurs et machines d'épuisement, et en général les personnes employées à un service de garde ou d'entretien ne pouvant être interrompu pendant le repos collectif, pourront être admis à bénéficier des dérogations de l'article 2, sans que l'établissement cesse d'être considéré comme ayant le repos collectif » (2).

Ces dérogations spéciales, dans l'état actuel de la législation, enlèvent à l'établissement qui en use le bénéfice de certaines dispositions de faveur, qui profitent seulement à ceux où le repos collectif se donne à la totalité du personnel. Il y a là une excessive rigueur qu'il importe d'atténuer, en ne cessant pas de considérer un établissement comme ayant le repos collectif, du fait que certains de ses employés travaillent le jour où les autres se reposent.

Les paragraphes 2 et 3 de l'article 5 de la loi de 1906 subiraient sans inconvénient les modifications suivantes. Du moment que, d'après ce que nous avons dit plus haut, la faculté de fractionner la journée de repos compensateur due aux ouvriers qui reçoivent congé le dimanche après-midi seulement, deviendrait générale en vertu du paragraphe c de l'article 2 modifié, il serait inutile de conserver la distinction faite par l'article 5 entre les employés majeurs des magasins de vente au détail de denrées alimentaires et les employés mineurs logés chez le patron.

(1) Cette exception est prévue par le projet du 31 mai ; elle formerait, d'après lui, le paragraphe 2 de l'article 5 modifié.

(2) Tel serait, d'après le projet, le paragraphe 3 du nouvel article.

Tous, sans exception, pourraient recevoir, au lieu d'une journée, deux demi-journées de repos compensateur par roulement et par quinzaine (1).

Quant à la disposition en vertu de laquelle les établissements occupant moins de cinq ouvriers peuvent remplacer le repos d'un jour par semaine par deux repos d'une demi-journée chacun, en vertu du paragraphe 3 de l'article 5, elle pourrait, à notre avis, être étendue aux établissements qui emploient un maximum de sept ouvriers. C'est en effet seulement à partir de huit ouvriers qu'il est possible d'organiser le roulement à l'aide du repos individuel d'un ouvrier par jour, il est donc rationnel de laisser aux petits établissements, dont le personnel n'atteint pas ce chiffre, le droit de donner à chaque ouvrier, par roulement et par semaine, deux demi-journées de repos. (2)

Enfin, une dernière addition pourrait être faite à ce même article 5. Son dernier paragraphe reconnaît aux maires le droit de suspendre le repos hebdomadaire dans les établissements de vente au détail lorsque le dimanche coïncide avec une fête locale ou de quartier. Mais les maires pourraient abuser de ce droit. Aussi, ne nous semblerait-il pas inutile de limiter leurs pouvoirs à la suspension d'un nombre déterminé de repos par an, ainsi que le propose le projet soumis à la Chambre. Par contre, il ne serait pas mauvais d'étendre la définition des circonstances qui permettraient aux maires d'intervenir et, par

(1) Le paragraphe 4 du nouvel article 5 serait donc ainsi conçu : « Le repos du personnel occupé à la vente au détail de denrées alimentaires pourra être donné sans autorisation sous la forme prévue au paragraphe c de l'article 2. »

(2) Le paragraphe 5 du nouvel article 5 tendrait à ce but. La circulaire du 10 avril 1907 autorise d'ailleurs d'ores et déjà les établissements ayant moins de huit ouvriers à opérer ce fractionnement.

exemple, de considérer toute affluence extraordinaire d'acheteurs comme un motif suffisant pour suspendre le repos hebdomadaire (1).

L'article 6 souffrirait également quelques modifications.

Son paragraphe 2 autorise les industries saisonnières et les industries de plein air à suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an, mais ne les oblige à donner aucun repos compensateur. On devrait combler cette lacune en soumettant les chefs d'entreprises, qui usent de cette faculté, à l'obligation de remplacer les jours de repos hebdomadaire supprimés par un ou plusieurs repos groupés au cours de l'année, suivant le système déjà préconisé pour les hôtels et restaurants des villes d'eaux.

Nous serions également d'avis d'ajouter à ce même article le paragraphe suivant, que nous extrayons du projet gouvernemental.

« Dans les établissements commerciaux qui ont le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, ce repos pourra être suspendu cinq fois par an pour inventaire ou préparation des expositions de saison, sans que cette dérogation s'applique à la vente. »

Les établissements de commerce et spécialement les grands magasins ont, en effet, l'habitude, à chaque changement de saison, d'exposer leurs articles, et de faire un inventaire au moins une fois par an. Aux termes actuels de la loi, ils ne peuvent procéder à ces opérations le jour du repos hebdomadaire, et comme il est impossible d'y procéder un autre jour de la semaine, à cause de la présence des acheteurs, ils doivent suspendre leur vente, à certaines époques, deux fois par semaine. Il serait donc

(1) Cette façon de procéder est actuellement tolérée en vertu de la circulaire du 10 avril.

raisonnable de les autoriser à faire venir leurs employés le jour du repos, cinq fois par an au maximum, pour effectuer les travaux d'inventaire et de préparation des expositions. Cette suppression de cinq repos par an ne nous semble pas excessive; on pourrait toutefois ne l'accorder que sous réserve d'un repos groupé compensateur, qui pourrait être facilement donné au personnel aux époques de morte-saison.

Si les modifications que nous venons d'indiquer sont adoptées par le Parlement, la loi du 13 juillet 1906 aura acquis assez de souplesse pour se plier aux besoins si variés de l'industrie et du commerce. Maintenant que les premières difficultés d'application ont été vaincues, maintenant surtout que chaque établissement a eu le temps de modifier ses habitudes et d'organiser pour son personnel le repos hebdomadaire suivant l'un des régimes prévus par la loi, il est permis d'espérer qu'elle soulèvera de moins en moins de récriminations.

Les mœurs finiront par avoir raison des quelques résistances que l'intérêt privé opposera peut être encore à cette réforme, et l'on finira par s'adapter à cet ordre de choses nouveau dont, après tout, les avantages surpassent sensiblement les inconvénients.

Le seul point noir de la situation aurait pu venir de ce que certaines de nos industries auraient désormais de la peine à supporter les conséquences de la lutte acharnée engagée entre les producteurs des différents pays. Mais pareille chose n'est pas à craindre; la plupart des autres nations ont déjà établi chez elles le repos du dimanche, à moins qu'une coutume traditionnelle ait rendu inutile toute réglementation législative.

CONCLUSION

Après avoir, au cours de cette étude, examiné quelle était actuellement en France la réglementation légale de la durée du travail, portons sur elle un jugement d'ensemble.

Nous avons vu qu'à part quelques exceptions, notre législation admettait le travail de dix heures pour la grande majorité des ouvriers, et même que, pour certains d'entre eux, elle autorisait celui de douze heures.

Est-il possible, ainsi que le prétend l'école socialiste (1), de descendre au-dessous de ces limites et de fixer à neuf heures ou même à huit heures la durée de la journée de travail ?

Si l'on envisage seulement le côté humanitaire de la question, on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'une légère diminution dans la durée du travail présenterait pour la classe ouvrière des avantages incontestables.

(1) Le 5 novembre 1906, M. Vaillant a déposé une proposition de loi aux termes de laquelle tout travail serait interdit aux enfants jusqu'à seize ans; de seize à vingt ans, travail de quatre heures pour les garçons comme pour les filles; au-dessus de vingt ans, tous les ouvriers et ouvrières ne travailleraient que huit heures par jour. (Ch. Doc. parlam. 1907, Annexe 374, p. 58).

bles. La perspective de ne travailler qu'une heure vingt minutes par jour ne nous inspirerait, à la vérité, aucun enthousiasme, mais celle de travailler neuf heures et même huit heures nous paraîtrait fort raisonnable.

Une dose trop forte de labeur ne permet pas à l'homme de remplir sa fin, car la vie professionnelle n'est pas tout : la vie de famille veut du temps aussi.

Avec la journée de douze heures les droits imprescriptibles de l'ouvrier ne sont pas sauvegardés. Indépendamment de ce fait qu'une pareille durée de travail effectif peut être considérée comme d'une longueur excessive et peut, en conséquence, non pas dans toutes les industries mais pour certains travaux fatigants, constituer un danger pour la santé, il reste à l'ouvrier un laps de temps dérisoire à consacrer à son foyer.

En effet, si la journée est de douze heures, après avoir défalqué les temps de repos, qui ne peuvent être inférieurs à une heure et demie, le temps de se rendre à l'atelier et d'en revenir et le temps de sommeil, que reste-t-il ? A peine une heure et demie ou deux heures. C'est évidemment insuffisant.

Avec la journée de dix heures, la situation de l'ouvrier est assurément meilleure : c'est là une limite que l'on peut atteindre sans inconvénients, dans la plupart des cas, parce qu'elle n'excède pas les forces humaines, c'est aussi une moyenne qui laisse au travailleur assez de liberté pour exercer ses devoirs de père et d'époux. Néanmoins, il est permis de se demander si deux heures de délassement de plus par jour n'accroîtraient pas sensiblement son bien-être.

Nous ne sommes pas, en effet, de l'avis de ceux qui prétendent que si l'on diminue la durée du travail, le temps

libre sera consacré au cabaret (1). Nous croyons, au contraire, que les travailleurs, au moins en général, en profiteraient pour perfectionner leur instruction, cultiver leur esprit, ou rester chez eux.

Malheureusement, la question ne peut être envisagée exclusivement sous cet aspect, et alors, si l'on se place, non plus au point de vue de l'ouvrier, mais au point de vue des besoins industriels, l'on est bien forcé de reconnaître que la diminution des heures de travail est impossible.

Nous n'avons pas l'intention, pour prouver ce que nous avançons, de discuter un à un les arguments théoriques que l'on présente d'habitude à ce sujet ; nous nous bornerons ici à donner les résultats de quelques expériences pratiques, faites récemment, résultats qui démontrent amplement qu'il serait dangereux, à l'heure actuelle, de réduire pour toutes les industries la journée de travail à huit heures, et même à neuf.

La lecture d'une courte mais substantielle brochure, dernièrement publiée par l'Office du Travail (2), est très instructive à cet égard. Cette brochure nous renseigne très exactement sur l'étendu de l'application de la journée de huit heures dans les établissements de l'État et, de plus, elle nous indique — c'est là le point le plus intéressant — quelles furent les conséquences de cette mesure, c'est-à-dire, quelle a été, sur la production, l'influence de la réduction des heures de travail.

(1) « Il serait à craindre, écrit M. Paul Leroy-Beaulieu, que le cabaret, le jeu et autres distractions nuisibles ne prissent dans beaucoup de cas les heures réduites sur le travail professionnel. Bien loin dès lors d'y gagner en santé et en force productive, l'ouvrier y perdrait de même que la famille ». *Economiste Français* du 3 mai 1890, p. 546.

(2) *Notes sur la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'État*. Paris. Imp. Nat. 1906. V. aussi l'*Économiste français* du 27 avril 1907.

Dans les ateliers du boulevard Brune, à Paris, où fut fait le premier essai de la journée de huit heures, l'ardeur des ouvriers fut si grande au début, qu'ils arrivèrent par l'intensité du travail à compenser la diminution de la journée. Mais cela ne dura pas longtemps; l'Administration put constater bientôt que « le rendement était devenu inférieur à celui qu'on obtenait sous l'ancien régime » et qu'en outre, le montant des salaires avait dépassé de 2.4 % celui payé antérieurement (1). En 1905, de nouvelles observations accusent une diminution de un à deux dixièmes dans la production et une augmentation dans le prix de revient. Au service pneumatique « le rendement est mathématiquement diminué d'un cinquième ». Dans le service des équipes il y a eu un accroissement des dépenses. Pour les ouvriers chargés des installations téléphoniques chez les particuliers, on note une diminution dans le rendement du travail équivalant à la réduction de temps, soit un dixième ou deux dixièmes, suivant les cas (2).

Voici maintenant les résultats donnés par la réduction de la journée de travail dans les arsenaux et établissements hors des ports, dépendant de la marine, où cette mesure fut prise en janvier 1903.

A Lorient, le directeur du génie maritime constate dès 1904 que la production baisse et entraîne une augmentation du prix de revient estimée à 15 %, à peu près proportionnelle au temps de la réduction, soit une heure et demie, puisque, de neuf heures et demie la journée fut fixée à huit heures.

(1) Op. cit., p. 10.

(2) Op. cit., p. 12.

A Cherbourg, le directeur du génie maritime observe des conséquences identiques. La réduction du temps du travail, se trouvant être de 13 à 14 %, la production a subi une réduction à peu près équivalente. « Cela, dit le rapport, ne peut faire aucun doute en ce qui concerne une fraction assez importante de notre personnel ouvrier (1) ». Pour ceux qui travaillent plus spécialement de leurs mains, on a pu enregistrer une légère augmentation, mais « cette augmentation du rendement de l'heure n'est pas suffisante pour compenser la réduction de la durée de la journée, et le rendement de celle-ci reste en diminution ». Naturellement, sous cette influence, le prix de revient des constructions neuves a subi, depuis deux ans, « pour la fraction de ce prix qui correspond à la main-d'œuvre, une plus-value sensible ».

A Rochefort, une comparaison entre le régime antérieur et le régime adopté en 1903, pour la construction de certains contre-torpilleurs, a donné les résultats suivants. La durée de construction a augmenté de 1.4 % et le prix de revient s'est élevé de 7.5 % ; mais il y a eu une activité plus grande dans le travail des ouvriers.

A Toulon, le premier port où se fit l'expérience de la journée de huit heures (2), il s'est produit une diminution considérable de rendement. A l'égard des travaux de réparation présentant le plus de régularité, le nouveau régime a causé un supplément de dépenses de 24 % comme dépenses directes, et de 33 % en comprenant les dépenses indirectes. Là encore, on se plaint que le travail aux pièces ait été supprimé, et l'auteur du rapport attribue en grande

(1) Op. cit., p. 17.

(2) Là, en effet, la journée de huit heures fut mise à l'essai au mois d'octobre 1902.

partie à cette cause la réduction de la production « dans une proportion très sensiblement supérieure à celle de la durée du travail », ce qui entraîne « une perte sérieuse pour l'État ». M. l'ingénieur Laubœuf fait remarquer que, en réalité, la journée de huit heures ne comporte pas huit heures de travail effectif aux constructions neuves, mais sept heures dix minutes ; auparavant, la journée de neuf heures et demie, donnait une journée de huit heures et demie. Aussi la perte dans la production de l'outillage a été de 19 % et même de plus, si l'on tient compte de la suppression du travail à la tâche qui se produisit à la même époque. Au sujet des travaux manuels on a aussi constaté, à Toulon, une poussée de travail au début, mais cela n'a pas duré, « la perte a été constamment en augmentant » (1).

Dans l'établissement d'Indret les résultats de la journée de huit heures ont été plus satisfaisants ; néanmoins l'auteur du rapport se borne à constater que la production individuelle horaire n'a pas dû sensiblement varier, il ne parle pas de la production totale (2).

Enfin, dans les forges de la Chaussade, les conclusions de l'ingénieur en chef sur l'influence de l'adoption de la journée de huit heures sont les suivantes. La rapidité d'exécution a diminué de 6 à 7 % sur l'ensemble des travaux de l'établissement. Le prix de revient des constructions neuves a augmenté de 2.5 % environ (3).

Les Syndicats des travailleurs des ports ont essayé de combattre l'opinion que la journée de huit heures avait augmenté les frais de l'État et diminué le rendement en

(1) Op. cit., p. 20 et 21.

(2) Op. cit. p. 22.

(3) Op. cit. p. 22.

travail. En réalité, ils plaident plutôt les circonstances atténuantes : soit en assurant que les comparaisons sont difficiles, soit en prétendant que leur travail donne aujourd'hui des produits de meilleure qualité que lorsqu'ils étaient payés aux pièces, soit en énumérant les avantages réels — et assurément indiscutables — que cette mesure leur a procurés (1).

Deux directeurs de l'artillerie navale, ceux de Lorient et de Rochefort, se sont eux aussi déclarés satisfaits de la réforme. Toutefois, le premier ne peut s'empêcher de reconnaître qu'il en est résulté « une perte sèche dans la production » et que cette perte n'a pu être compensée que « dans une certaine mesure » par l'amélioration de l'outillage et des procédés de travail. Seul le second conclut que « le rendement utile, en général, est devenu supérieur à celui obtenu avant l'application de la journée de huit heures » (2).

L'expérience de la journée de huit heures a encore été bien plus déplorable dans les établissements dépendant du ministère de la guerre où elle avait été tentée.

La journée de huit heures avait été mise à l'essai le 1^{er} septembre 1903, à l'atelier de constructions de Tarbes. Le 1^{er} juillet 1904 on dû y renoncer parce qu'en dépit de tous les efforts on reconnut qu'elle entraînerait des dépenses supplémentaires importantes (3).

La journée de neuf heures fut alors appliquée par le ministre de la guerre à d'autres établissements pour voir si elle donnerait de meilleurs résultats. Après plusieurs mois d'essai, ce régime était étendu « jusqu'à nouvel

(1) Op. cit. p. 23 et 24.

(2) Op. cit., p. 28 et 29.

(3) Op. cit., p. 55.

ordre » à tous les établissements de la guerre, comme paraissant satisfaisant. Cependant, ici encore, il importe de faire des réserves et de préciser certains points. En réalité, la durée du travail effectif était, dans ces établissements, de neuf heures avant la mesure, aujourd'hui que la journée de neuf heures y est appliquée, cette durée est exactement de huit heures quarante cinq minutes. La différence n'est donc que d'un quart d'heure. C'est pourquoi l'on a pu observer que la mesure avait agi sur le rendement d'une façon insignifiante, sauf pour les travaux de manutention et d'entretien. Dans les établissements des Poudres et Salpêtres, par exemple, et dans ceux du service des subsistances on a constaté ce léger fléchissement parce qu'il est impossible d'augmenter la production horaire des ouvriers. Ce fléchissement a été, pour l'administration des Poudres et Salpêtres, de 9 % environ ; pour le service des subsistances, il peut être évalué à 10 % avec une augmentation correspondante de la dépense.

L'expérience de la journée de neuf heures a été également tentée dans d'autres établissements de l'État. Quels en seront les résultats ? Il est facile de le prévoir.

La loi du 14 novembre 1903 a permis au ministère des finances de réduire de dix heures à neuf heures la durée de la journée de travail des ouvriers employés dans les manufactures de tabac et d'allumettes. L'Administration ayant admis que la réduction de un dixième de la durée du travail entraînerait, d'une part une diminution de production exactement proportionnelle, et d'autre part une diminution également proportionnelle du salaire journalier pour les ouvriers et ouvrières payés aux pièces si on main-

(1) Op. cit., p. 57 et 58.

tenait les anciens tarifs, toutes les bases servant à la rémunération de la main-d'œuvre ont été majorées de 1/10 %. Afin de compenser cette réduction dans la production on a dû, d'autre part, augmenter le personnel et perfectionner l'outillage, ce qui a occasionné un surcroît de dépenses extraordinaires à l'État. La loi de 1905 les a évaluées à 1,968,380 francs (1).

Dans l'Administration des monnaies et médailles la réduction de la journée de travail, qui est un fait accompli depuis le 2 janvier 1906, entraînera-t-elle une diminution proportionnelle de rendement ? Il y a tout lieu de le croire. Malgré l'engagement pris par les ouvriers de fournir dans la journée réduite la même quantité de travail que précédemment « l'Administration a la conviction que les ouvriers d'art et de métier ne pourront augmenter leur production horaire dans une proportion aussi forte et, tout en estimant que les autres ouvriers pourraient rigoureusement produire autant en neuf heures qu'en dix, elle n'est pas certaine que ce résultat puisse être obtenu » (2).

D'ailleurs, quelques semaines d'expérience de la journée de neuf heures ont suffi à prouver que l'Administration ne se trompait pas. Elle fut obligée de renforcer immédiatement l'atelier des machines et de l'entretien, et constata que le rendement unitaire des presses était moindre que sous le régime de la journée de dix heures, que le débit des balances automatiques et le sonnage de l'or étaient réduits (3).

« Tels sont les faits. Ils prouvent surabondamment que la réduction de la journée de travail dans les divers établis-

(1) Op. cit., p. 61 à 64.

(2) Op. cit., p. 63.

(3) Rapport de M. Ernest Boulanger au Sénat (Sénat, Doc. parlam. S. E. de 1906, p. 479, Annexe n° 438).

ments de l'Etat a causé à celui-ci des pertes considérables. Dans tous ces établissements, qu'ils soient au Nord, à l'Est, à l'Ouest ou au Midi, qu'ils relèvent du sous-secrétariat des Postes, du ministère de la Guerre, de celui de la Marine ou de celui des Finances, les constatations se trouvent presque identiques : à la diminution de la durée du travail a correspondu une diminution à peu près proportionnelle du rendement et un accroissement des dépenses » (1).

La conclusion est facile à tirer. Il est impossible à l'heure actuelle, de donner satisfaction aux revendications socialistes, d'abaisser la journée de travail à huit heures.

Sans doute, il se peut que certaines industries aient avantage à ne pas pratiquer les longues journées ; mais ce n'est pas là une raison pour décider que huit heures de travail suffisent dans tous les cas. Le mieux, en cette occurrence, est de laisser à chacun sa liberté.

La loi du 30 mars 1900, en fixant le maximum de dix heures, n'a fait que consacrer un usage presque universellement suivi, tandis que l'adoption légale de la journée de huit heures serait une innovation aussi hardie que dangereuse. Lorsqu'il sera prouvé que l'ensemble des industries pourra, grâce à l'amélioration, au perfectionnement de l'outillage, supporter une pareille réduction dans la durée du travail, alors on pourra l'imposer. Pour l'instant la plus grande partie des entreprises ne s'en accommoderait pas.

Il suffirait donc, ce nous semble, pour rendre la législation française actuelle meilleure, d'abroger simplement le décret du 9 septembre 1848, et de placer tous les travail-

(1) *Économiste Français* du 27 avril 1907.

leurs sous le régime de la loi du 30 mars 1900 (1), car la journée de dix heures est celle qui nous paraît, actuellement, le mieux concilier les intérêts de l'ouvrier et ceux de l'industrie.

Quant à la réglementation de la durée hebdomadaire du travail, que faut-il en penser ?

Ainsi que nous l'avons déjà dit, la mesure votée par le législateur de 1906 est, à notre sens, une très heureuse innovation. Quel que soit, en effet, le point de vue auquel on se place, on doit reconnaître que tout individu qui travaille a besoin au bout d'un certain temps de se reposer.

Il y a longtemps qu'au point de vue physique des voix autorisées ont proclamé cette nécessité des repos périodiques pour rendre à l'homme toute son énergie. Les enquêtes faites en 1876 par le docteur Garnier ont révélé que parmi les employés qui ne se reposaient jamais, 30 % environ devaient interrompre leurs occupations au bout de dix ans. Et le docteur Hægeler, de Bâle, a même pu prouver, à l'aide d'une curieuse expérience, que le repos d'un jour sur sept correspondait assez exactement aux besoins de notre organisation (2).

Les médecins et les hygiénistes n'ont pas d'ailleurs été les seuls à dénoncer les funestes effets d'un labeur continu. Tous les vrais philanthropes se sont efforcés, par leurs conseils et leurs exemples, de gagner la cause du repos hebdomadaire ; d'éminents hommes d'État, désireux d'améliorer le sort de la classe populaire ont aussi mis leur éloquence à son service. C'est ainsi que M. Gladstone,

(1) Un projet de loi a été déposé dans ce sens, le 1^{er} août 1906, par le ministre du commerce.

(2) Congrès international du repos hebdomadaire tenu à Paris en 1889. Procès-verbaux résumés, Paris, Imp. Nationale, 1889. Rapport du D^r Hægeler.

lors du Congrès international de 1900, déclarait que l'observation du repos du dimanche était une nécessité sociale, que c'était « la question populaire par excellence » (2).

Il est indispensable que de temps à autre l'ouvrier, l'employé, quitte l'usine ou le magasin pour retrouver dans l'inaction la vigueur que lui prend son labeur quotidien, qu'il rompe avec ses occupations fatigantes, qu'il aille respirer un air plus pur que celui où il vit d'habitude, sinon, comme le disait M. G. Berry, « c'est l'étiollement de la race, c'est l'anémie et la tuberculose doublant, triplant leurs ravages dans les rangs du prolétariat » (1). Nous n'avons pas besoin d'insister, ce nous semble, sur les effets désastreux du surmenage, chacun sait et chacun sent, que la déperdition des forces est d'autant plus considérable que le travail est plus prolongé au-delà d'une certaine limite.

Ce n'est d'ailleurs pas au point de vue physique seulement que le repos hebdomadaire est de toute nécessité; en tant qu'être moral l'homme a aussi besoin de repos.

Il a besoin de repos pour remplir ses devoirs envers lui-même, c'est-à-dire pour s'instruire en étudiant tout ce qui peut lui inspirer l'amour du beau, du vrai et du bien, pour accomplir, s'il est religieux, les obligations de son culte, pour élever son niveau moral. Il a aussi besoin de repos pour vivre de temps en temps de la vie de famille, goûter la douceur de son foyer, jouir de la présence de sa femme et de ses enfants, dont il est privé pendant les longues heures qu'il passe à l'usine ou à l'atelier. Est-il normal qu'un ouvrier reste perpétuellement à la tâche, qu'il ne puisse jamais accorder un loisir aux occupations

(1) Rapport Berry, Ch. Doc. parlem., *J. O.* de 1902. Annexe 2884, p. 24.

(2) Congrès de 1889, *loc. cit.*

supérieures de l'esprit, ni satisfaire les légitimes aspirations de son cœur, et qu'en dehors de ses repas et de son sommeil il ne jouisse, d'un bout de l'année à l'autre, d'aucun délassement ?

La loi du 13 juillet 1906, en consacrant le principe du repos hebdomadaire, a donc réalisé un grand progrès social : elle a permis à la famille ouvrière, à l'égal des autres, de se trouver une fois par semaine réunie et reconstituée pour que ses membres jouissent en commun d'un repos d'autant plus nécessaire que le labeur des jours précédents a été plus dur et la séparation plus complète.

On a bien, il est vrai, soulevé quelques objections contre l'intervention législative en pareille matière.

On a soutenu tout d'abord que toutes les fois qu'une loi défendrait aux ouvriers de travailler plus de six jours par semaine, la production générale du pays se trouverait nécessairement diminuée d'un septième. Cela est-il exact ? Nous ne le croyons pas. Les rapports très intéressants fournis au Congrès de 1900 prouvent que la production peut rester la même malgré l'arrêt hebdomadaire du travail, car l'ouvrier reposé produit davantage que l'ouvrier surmené et épuisé par un effort trop prolongé. L'expérience a révélé qu'en prenant deux ouvriers de même valeur, l'un travaillant toute la semaine, l'autre se reposant un jour, la moyenne du travail fournie par celui qui avait produit pendant sept jours était moins considérable que celle obtenue par celui qui avait pris une journée de repos.

D'ailleurs, en matière de travail, il ne faut pas considérer seulement la quantité, mais aussi la qualité. Et, il est certain qu'à ce point de vue le repos hebdomadaire ne peut avoir que de bons résultats. « On oublie trop souvent, disait M^{sr} Meunier, évêque d'Évreux, au Congrès de 1900,

que ce qu'il faut à l'industrie c'est un ouvrier sain et reposé ».

L'exemple des nations qui pratiquent le repos d'un jour par semaine prouve au surplus surabondamment que ce repos n'est pas perdu pour l'industrie, qu'il n'a, en fait, sur la production aucune fâcheuse influence. Qu'il nous soit permis de rappeler à ce propos, les paroles célèbres de Macaulay: « Nous, Anglais, nous ne sommes pas plus pauvres, mais nous sommes plus riches, parce que depuis des siècles, nous donnons un jour sur sept au repos. Quand le travail chôme, quand la charrue repose sur le sillon, quand la Bourse se complait dans le silence, quand la cheminée de l'usine est dépourvue de son panache de fumée, il se fait une opération aussi importante pour la richesse nationale que le labeur des autres jours. L'homme, la machine des machines, repose ses forces et retourne à son travail le lundi, l'intelligence plus vive, l'âme plus courageuse, le corps plus vigoureux ». Il est bien certain, en effet, que l'Angleterre, qui est le pays où le repos du dimanche est le plus strictement observé, est en même temps celui qui possède la plus grande prospérité économique.

Les adversaires du repos hebdomadaire obligatoire font encore une autre objection tendant à démontrer quel fâcheux résultat ce repos peut avoir à l'égard des travailleurs eux-mêmes. A toute diminution dans la durée du travail, disent-ils, doit correspondre un abaissement des salaires. Si l'on interdit à un ouvrier de travailler plus de six jours par semaine, on lui fait perdre chaque semaine un septième de son gain. L'obligation du repos hebdomadaire a donc pour effet direct de léser l'ouvrier.

Cette objection n'est pas sans valeur. Mais on peut espérer, d'abord que la baisse des salaires sera très faible,

ensuite qu'elle ne sera que momentanée; car, la production restant sensiblement la même, malgré l'arrêt périodique du travail, et les besoins des travailleurs ne diminuant pas, du fait qu'ils se reposent, il est presque fatal que le taux des salaires remonte promptement à son niveau normal, de telle sorte que l'ouvrier gagne en six jours de quoi subsister et faire vivre sa famille pendant sept.

Alors même, d'ailleurs, que le repos hebdomadaire entraînerait cette légère baisse des salaires, ou porterait une certaine atteinte à la production nationale, ce ne serait pas à notre avis, une raison de ne pas l'imposer à tous par la force de la loi. Les avantages multiples qui en résultent pour la santé et la moralité des travailleurs doivent suffire à le faire regarder comme une nécessité sociale, et l'État ne devait pas se désintéresser de la question.

Comme le disait fort bien M. Berry, en 1902, si l'obligation du repos hebdomadaire porte atteinte aux règles de la concurrence, aux lois de l'offre et de la demande, et viole, dans une certaine mesure, la liberté commerciale, « les considérations hygiéniques, morales, économiques et sociales sont assez puissantes pour faire fléchir les rigueurs de la théorie et pour obliger les esprits les plus libéraux à s'incliner devant la légitimité de la coercition légale ».

Vu: *Le Professeur, Président de la Thèse,*
J. BENZACAR.

Vu: *Le Doyen,*
H. MONNIER.

Vu et permis d'imprimer:
Bordeaux, le 7 novembre 1907
Le Recteur de l'Académie,
R. THAMIN.

Les visas exigés par les règlements ne sont donnés qu'au point de vue de l'ordre public et des bonnes mœurs. (Délibération de la Faculté du 12 août 1879).

BIBLIOGRAPHIE

- ANDRÉ et GUIBOURG. — *Le Code ouvrier*. — Paris 1895.
- ANSIAUX. — *Heures de travail et salaires*. — Paris 1896.
- BENOIST (Ch.). — *L'organisation du travail*, t. I, 2^e édition. — Paris 1905.
- BENZACAR (J.). — *L'Ouvrière au XX^e siècle. — Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale*, 1902.
- BLANQUI. — *Des classes ouvrières en France pendant l'année 1848*. — Paris 1849.
- BRENTANO. — *La Question ouvrière*, traduit de l'allemand par Léon Caubert. — Paris 1875.
- BRY. — *Cours élémentaire de législation industrielle*. — Paris 1895.
- Bulletin de l'Inspection du travail*. — Années 1898, 1900, 1906.
- Bulletin de l'Office du travail*. — Années 1899, 1901, 1902, 1906, 1907.
- Congrès international du repos hebdomadaire* tenu à Paris en 1889.
- Procès-verbaux résumés. — Paris, Imp. Nationale, 1889.
- Congrès international pour la protection légale des travailleurs* tenu à Paris au Musée social du 25 au 28 juillet 1900. — Rapports et compte-rendu. — Paris 1901.
- Conseil supérieur du travail*. — Rapport de M^{lle} Blondelu sur le repos hebdomadaire. — Paris, Imp. Nationale, 1904.
- COSTE (Henri). — *La réglementation légale de la durée du travail* (thèse). — Aix 1905.
- DALLOZ. — *Recueil de jurisprudence générale*.
- DRON. — *Procès-verbaux de l'enquête sur l'état de l'industrie textile et la condition des ouvriers tisseurs*. — Paris 1906.
- DUGARÇON. — *Le repos hebdomadaire à bord des navires de commerce*. — *Revue économique de Bordeaux*, t. XVII, 1907.

- DUVERGIER. — *Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements, avis du Conseil d'État.*
- FUZIER-HERMAN. — *Répertoire général alphabétique du droit français; aux mots « enfants », « louage d'ouvrage, de services et d'industrie », « ouvriers ».*
- HARCOURT (R. d'). — *Le Repos hebdomadaire en France* (thèse). — Rennes 1905.
- JAY (R.). — La protection légale des travailleurs est-elle nécessaire? — *Revue d'Économie politique*, 1902.
- JAY (R.). — Les lois ouvrières. — *Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale*, 1906.
- JÈZE (Gaston). — Régimes juridiques organisés par la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire des employés et ouvriers. — *Revue du Droit public et de la science politique*, t. XXIV, 1^{er} trimestre 1907.
- Journal officiel*. — Débats parlementaires. — Documents parlementaires. (V. les notes.)
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — Les déchets de la production contemporaine à propos de la manifestation ouvrière du 1^{er} Mai. — *Économiste français* du 3 mai 1890.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — *L'État moderne et ses fonctions*, 2^e édit. — Paris 1891.
- LAGRÉSILLE. — *Commentaire théorique et pratique de la loi du 2 novembre 1892*. — Paris 1893.
- LEVASSEUR. — *Histoire des classes ouvrières en France depuis 1789 jusqu'à nos jours*, 2 vol. — Paris 1867.
- LIESSE (André). — La durée de la journée de travail. — *Économiste français* du 27 avril 1907.
- MESNARD (E.). — *Commentaire pratique de la loi du 2 novembre 1892*. — *Lois Nouvelles*, 1894.
- MESNARD (E.). — Étude sur la loi du 13 juillet 1906. — *Lois Nouvelles*, 1907.
- MESNARD et LENOURY. — La protection du travail industriel. — *Lois Nouvelles*, 1904.
- Moniteur Universel*. — Années 1840, 1847, 1848, 1867.
- NOËL (Maurice). — *La limitation des heures de travail* (thèse). — Caen 1907.

- Office du travail.* — Notes sur la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'État. — Paris, Imp. Nat., 1906.
- Office du travail.* — *Salaires et durée du travail dans l'industrie française. Résultats généraux*, t. IV. — Paris 1897.
- PANDECTES FRANÇAISES. — *Nouveau répertoire de doctrine, de législation et de jurisprudence*; au mot « Travail », t. LVII. — Paris 1905.
- PAYEN (E.). — Le Repos hebdomadaire. — *Économiste français* du 5 mai 1906.
- PIC. — *Traité élémentaire de législation industrielle*, 2^e édition. — Paris 1903.
- Rapports des inspecteurs sur l'application des lois réglementant le travail.* (V. les notes.)
- Recueil de la Gazette des Tribunaux.*
- RIST. — La durée du travail dans l'industrie française de 1820 à 1870. — *Revue d'Économie politique*, 1897.
- ROBIQUET. — La révision de la loi sur le travail des enfants dans les manufactures. — *Économiste français* du 7 mars 1885.
- SEBASTIANI (Horace). — *La Question du repos hebdomadaire dans l'industrie* (thèse). — Paris 1904.
- SEILHAC (L. de). — La Question des huit heures dans les mines. — *Revue politique et parlementaire*, t. XXXI. 1902.
- SIMON (J.). — *L'Ouvrière*, 5^e édition. — Paris 1864.
- SIMON (J.). — *L'Ouvrier de Huit ans*. — Paris 1860.
- SIREY. — *Recueil général des lois et arrêts.*
- VILLERMÉ. — Rapport à l'Académie des sciences morales et politiques sur l'état physique et moral des ouvriers employés dans les fabriques de soie, de coton et de laine. — *Mémoires de l'Académie royale des sciences morales et politiques de l'Institut de France*, t. I, 2^e série. — Paris 1839.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	3

PREMIÈRE PARTIE

Réglementation de la durée journalière du travail.

CHAPITRE PREMIER. — Travail des enfants.....	9
SECTION I. — Historique.....	9
SECTION II. — Législation actuelle.....	26
» § 1 ^{er} . Enfants protégés.....	26
» § 2. Travail réglementé.....	27
» § 3. Conditions d'admission.....	28
» § 4. Durée du travail.....	29
» § 5. Travail de nuit.....	30
SECTION III. — Réglementations spéciales.....	31
» § 1 ^{er} . Enfants placés en apprentissage.....	31
» § 2. Enfants employés dans les travaux sou- terrains.....	33
CHAPITRE II. — Travail des filles mineures et des femmes.	39
SECTION I. — Historique.....	39

SECTION II. — Législation actuelle.....	44
» § 1 ^{er} . Personnes visées.....	44
» § 2. Durée du travail.....	44
» § 3. Travail de nuit.....	45
APPENDICE. — § 1 ^{er} . Femmes employées dans les magasins..	50
» § 2. Femmes en couches.....	51
 CHAPITRE III. — Travail des hommes adultes.....	 53
SECTION I. — Historique.....	53
SECTION II. — Législation actuelle.....	63
» A. — Adultes travaillant seuls.....	63
» § 1 ^{er} . Champ d'application de la loi des 9-14 septembre 1848.....	63
» § 2. Durée du travail.....	64
» B. — Adultes travaillant dans des établisse- ments mixtes.....	66
» § 1 ^{er} . Personnel protégé.....	66
» § 2. Durée du travail.....	67
» § 3. Question des repos.....	68
SECTION III. — Réglementations spéciales.....	70
» § 1 ^{er} . Adultes employés dans les mines.....	70
» § 2. Employés et agents des Compagnies de chemins de fer.....	77
» § 3. Travail à bord des navires de commerce.	81
» § 4. Ouvriers employés dans les établisse- ments de l'État.....	84

DEUXIÈME PARTIE

Limitation de la durée du travail dans la semaine. — Le repos hebdomadaire.....	87
 CHAPITRE PREMIER. — Aperçu historique.....	 87
§ 1 ^{er} . Le repos hebdomadaire jusqu'en 1906.....	87
§ 2. Travaux préparatoires de la loi du 13 juillet 1906.....	90

CHAPITRE II. — Loi du 13 juillet 1906 établissant le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers.	93
SECTION I. — Champ d'application de la loi.....	93
» § 1 ^{er} . A. Établissements visés.....	93
» B. Établissements non visés.....	98
» § 2. A. Personnes assujetties.....	108
» B. Personnes non assujetties.....	112
SECTION II. — En quoi consiste le repos hebdomadaire.....	125
» § 1 ^{er} . Caractères constitutifs du repos.....	125
» § 2. Comment se donne le repos.....	128
» A. Régime normal.....	128
» B. Régimes exceptionnels.....	133
» I. — Dérogations prévues par l'article 2.....	134
» Dérogations acquises en vertu d'autorisations.....	140
» Dérogations acquises en vertu de la loi...	159
» II. — Autres modes dérogatoires et régimes spéciaux.....	167
SECTION III. — Mesures d'exécution et sanctions pénales..	181
» § 1 ^{er} . Organisation du contrôle.....	181
» § 2. Poursuites et peines.....	193
CHAPITRE III. — Critique de la loi du 13 juillet 1903..	198
CONCLUSION.....	221
Bibliographie.....	257
Table des matières.....	241

